

Conseil communal du 24 mars 2015



CONSEIL COMMUNAL DU 24 MARS 2015.

Séance publique du 24 mars 2015.

Etaient présents : Mr. Ghysse, Bourgmestre-Président ; Mmes. et MM. Englebert, Quartassi, Résimont, Loewenstein, Père, El Hamidine, Tahri, Spapens et Buyse, Echevins ; Mmes. et MM. Langbord, Mokhtari, Rongé, Defays, El Yousfi, Richard, Nocent, Huytebroeck, Roberti, Barghouti, Grippa, Plovie, Angeli, Criquelion, Pâques, Hacken et Stokkink, Conseillers communaux ; Mme. Moens, Secrétaire communale f.f.

La séance est ouverte à 19h35.

Le registre aux procès-verbaux a été mis à la disposition des conseillers communaux dès le 24 avril 2015.

Monsieur le Secrétaire donne lecture des résolutions prises au cours de la séance du 03 mars 2015.

Monsieur Mokhtari est désigné par le sort pour répondre le premier aux votes par appel nominal qui auront lieu au cours de la présente séance.

Tous les points sont approuvés à l'unanimité, sauf mentionné autrement.

Sont excusés : Mesdames et Messieurs Tahli, Bentaha, Gelas, De Permentier, Borcy, van Zeeland, Sebbahi, Arena et Chapelle.

Conseil communal du 24 mars 2015

GEMEENTERAAD VAN 24 MAART 2015.

Openbare zitting van 24 maart 2015.

Waren aanwezig : Dhr. Ghysels, Burgemeester-Voorzitter ; Mevren. en Dhren. Englebert, Quartassi, Résimont, Loewenstein, Père, El Hamidine, Tahri, Spapens en Buyse, Schepenen ; Mevren. en Dhren. Langbord, Mokhtari, Rongé, Defays, El Yousfi, Richard, Nocent, Huytebroeck, Roberti, Barghouti, Grippa, Plovie, Angeli, Criquelion, Pâques, Hacken en Stokkink, Gemeenteraadsleden ; Mevr. Moens, wd. Gemeentesecretaris.

De zitting wordt voor open verklaard om 19u35.

Het notulenboek werd ter beschikking gesteld van de raadsleden vanaf 24 april 2015.

Dhr. Secretaris geeft voorlezing van de beslissingen genomen tijdens de zitting van 03 maart 2015.

Dhr. Mokhtari wordt bij loting aangeduid om de eerste te antwoorden bij de stemmingen bij naamafroeping die zullen plaats hebben tijdens deze zitting.

Alle punten worden eenparig goedgekeurd, behalve indien anders vermeld.

Zijn verontschuldigd : Mevrouwen en Mijnheren Tahli, Bentaha, Gelas, De Permentier, Borcy, van Zeeland, Sebbahi, Arena en Chapelle.

Conseil communal du 24 mars 2015

Article 1.

Conseil communal - Décès d'un membre - Vérification des pouvoirs, prestation de serment et installation du successeur.

LE CONSEIL,

Considérant que Monsieur Ahmed BAIROUK, membre du conseil communal, est décédé le 1^{er} mars 2015 ;

Considérant qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement ;

Considérant que Monsieur Denis STOKKINCK, suppléant en ordre utile de la liste 11 des membres élus le 14 octobre 2012, appelé à la remplacer, ne se trouve dans aucun cas d'incompatibilité, d'incapacité ou de parenté prévus par la loi ; qu'il continue par conséquent à réunir les conditions d'éligibilité ;

ARRETE :

Les pouvoirs de Monsieur Denis STOKKINCK en qualité de conseiller communal sont validés.

Il achèvera le mandat de feu Monsieur Ahmed BAIROUK.

(Monsieur STOKKINCK prête le serment constitutionnel en français.)

Artikel 1.

Gemeenteraad - Overlijden van een lid - Nazicht van de bevoegdheden, eedaflegging en aanstelling van de opvolger.

DE RAAD,

Overwegende dat Mijnheer Ahmed BAIROUK, lid van de gemeenteraad, is overleden op 1 maart 2015;

Overwegende dat er moet voorzien worden in zijn vervanging;

Overwegende dat Mijnheer Denis STOKKINCK, plaatsvervanger in nuttige rangorde van de lijst 11 van de op 14 oktober 2012 verkozen leden, opgeroepen om in zijn vervanging te voorzien, zich in geen enkel van de door de wet voorziene gevallen van onverenigbaarheid, van onbekwaamheid of van aanverwantschap bevindt; dat hij bijgevolg steeds aan de gestelde verkiesbaarheidsvoorwaarden voldoet;

BESLUIT :

De bevoegdheden van Mijnheer Denis STOKKINCK in de hoedanigheid van gemeenteraadslid worden geldig verklaard.

Conseil communal du 24 mars 2015

Hij zal het mandaat voleindigen van wijlen Mijnheer Ahmed BAIROUK.

(Mijnheer STOKKINCK legt de grondwettelijke eed af in het Frans.)

Article 2.

Affaires générales - Règlement d'ordre intérieur du conseil communal - Modification.

Monsieur Hacken remercie l'ensemble du collège d'avoir entendu les remarques constructives de l'opposition sur ce point et d'avoir ajusté le règlement. Il dit que cependant un point reste un peu flou, à savoir si l'espace de 2.200 signes est réservé pour chaque liste ou si les trois listes de l'opposition doivent se partager l'espace.

Monsieur Loewenstein répond que l'espace est réservé à chaque groupe séparément, donc à chaque édition, c'est un autre groupe qui peut disposer de l'espace.

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du 27 février 2014 (MB 02-04-2014) modifiant la nouvelle loi communale et plus particulièrement ses articles 14 (relatif aux prérogatives des conseillers communaux), 15 (relatif à la convocation des conseillers communaux) et 16 (relatif aux représentants du conseil communal dans les intercommunales) ;

Vu les articles 84 § 1^{er}, 84 bis § 1^{er}, 84 ter, 87 et 96 bis de la nouvelle loi communale ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier le règlement d'ordre intérieur du conseil communal ;

DECIDE,

De modifier le règlement d'ordre intérieur du conseil communal comme suit :

ANCIEN ARTICLE 7 :

Tout membre du conseil communal peut demander l'inscription d'un ou de plusieurs points supplémentaires à l'ordre du jour d'une réunion du conseil communal, étant entendu:

- a) que toute proposition étrangère à l'ordre du jour doit être remise au bourgmestre ou à celui qui le remplace, au moins cinq jours francs avant la réunion du conseil communal;
- b) qu'elle doit être accompagnée d'une note explicative ou de tout document propre à éclairer le conseil communal;
- c) qu'il est interdit à un membre du collège des bourgmestre et échevins de faire usage de cette faculté.

Le bourgmestre ou celui qui le remplace transmet sans délai les points supplémentaires aux

Conseil communal du 24 mars 2015

membres du conseil communal.

Lors de la discussion d'un point supplémentaire celui-ci ne peut donner lieu à un vote au conseil communal que si un projet de délibération est présenté sous forme écrite.

NOUVEL ARTICLE 7 :

Tout membre du conseil communal peut demander l'inscription d'un ou de plusieurs points supplémentaires à l'ordre du jour d'une réunion du conseil communal, étant entendu :

- a) que toute proposition étrangère à l'ordre du jour doit être remise au bourgmestre ou à celui qui le remplace, au moins cinq jours francs avant la réunion du conseil communal ;
- b) qu'elle doit être accompagnée d'une note explicative ou de tout document propre à éclairer le conseil communal ;
- c) qu'il est interdit à un membre du collège des bourgmestre et échevins de faire usage de cette faculté.

Le bourgmestre ou celui qui le remplace transmet sans délai les points supplémentaires aux membres du conseil communal.

Lors de la discussion d'un point supplémentaire celui-ci ne peut donner lieu à un vote au conseil communal que si un projet de délibération est présenté sous forme écrite.

Les interpellations visées au présent article et les réponses qui y sont apportées sont mises en ligne sur le site internet de la commune.

ANCIEN ARTICLE 11 :

Lorsque la réunion du conseil communal n'est pas publique, seuls peuvent être présents:

- les membres du conseil communal;
- le secrétaire communal;
- et, s'il échet, des personnes appelées pour exercer une tâche professionnelle et toute personne qui le conseil communal déciderait d'entendre.

NOUVEL ARTICLE 11 :

Lorsque la réunion du conseil communal n'est pas publique, seuls peuvent être présents :

- les membres du conseil communal ;
- le secrétaire communal ;
- et, s'il échet, des personnes appelées pour exercer une tâche professionnelle et toute personne *que* le conseil communal déciderait d'entendre.

ANCIEN ARTICLE 12 :

Sauf en matière disciplinaire, la séance à huis-clos ne peut avoir lieu qu'après la séance publique.

s'il paraît nécessaire, pendant la séance publique, de continuer l'examen d'un point en séance à huis-clos, la séance publique peut être interrompue, à cette seule fin.

Conseil communal du 24 mars 2015

NOUVEL ARTICLE 12 :

Sauf en matière disciplinaire, la séance à huis-clos ne peut avoir lieu qu'après la séance publique.

S'il paraît nécessaire, pendant la séance publique, de continuer l'examen d'un point en séance à huis-clos, la séance publique peut être interrompue, à cette seule fin.

ANCIEN ARTICLE 13 :

Sauf le cas d'urgence, la convocation du conseil communal, laquelle indique avec suffisamment de clarté - les points de l'ordre du jour, se fait, par écrit et à domicile, au moins sept jours francs avant celui de la réunion.

Ce délai est ramené à deux jours lorsqu'il s'agit des deuxième et troisième convocations du conseil communal, dont il est question à l'article 90 al. 3 de la NLC.

NOUVEL ARTICLE 13 :

Sauf les cas d'urgence, la convocation se fait par courrier, par porteur à domicile, par télécopie ou par courrier électronique, au moins sept jours francs avant celui de la réunion; elle contient l'ordre du jour.

Ce délai est toutefois ramené à deux jours francs pour l'application de l'article 90, alinéa 3. de la NLC.

Les points de l'ordre du jour doivent être indiqués avec suffisamment de clarté et, pour les points qui le nécessitent, être accompagnés d'une note de synthèse explicative.

ANCIEN ARTICLE 14 :

Sans préjudice de l'article 15, pour chaque point de l'ordre du jour des réunions du conseil communal, toutes les pièces s'y rapportant sont mises, sur place, à la disposition, des membres du conseil, ce dès l'envoi de l'ordre du jour.

Les membres du conseil communal peuvent consulter ces pièces au secrétariat communal les lundi, mardi, mercredi et jeudi de 8.30h à 13h et de 13h30 à 16h et le vendredi de 8h30 à 12h. Ils conviennent avec le secrétaire communal des jours et heures de leur visite.

Le secrétaire communal peut éventuellement désigner les fonctionnaires communaux pour fournir des informations techniques aux conseillers au sujet des points à l'ordre du jour.

NOUVEL ARTICLE 14 :

§ 1. Sans préjudice de l'article 15, pour chaque point de l'ordre du jour, toutes les pièces s'y rapportant sont mises à la disposition, sans déplacement, des membres du conseil communal dès l'envoi de l'ordre du jour.

Si le conseiller en a fait la demande par écrit, courrier ordinaire ou électronique, les pièces susmentionnées lui sont transmises par voie électronique ou courrier normal.

§ 2. Les membres du conseil communal peuvent également consulter ces pièces au secrétariat communal les lundi, mardi, mercredi et jeudi de 8h30 à 13h et de 13h30 à 16h et le vendredi de 8h30 à 12h.

Conseil communal du 24 mars 2015

Ils conviennent avec le secrétaire communal des jours et heures de leur visite.

Le secrétaire communal peut éventuellement désigner les fonctionnaires communaux pour fournir des informations techniques aux conseillers au sujet des points à l'ordre du jour.

§ 3. Le collège des bourgmestre et échevins met à la disposition de chaque membre du conseil communal une adresse de courrier électronique personnelle.

ANCIEN ARTICLE 15 :

Au plus tard sept jours francs avant la réunion au cours de laquelle le conseil communal est appelé à délibérer du budget, d'une modification budgétaire ou des comptes, le collège des bourgmestre et échevins remet à chaque membre du conseil communal un exemplaire du projet du budget, du projet de modification(s) budgétaire(s) ou des comptes. Le projet est communiqué tel qu'il sera soumis aux délibérations du conseil communal dans la forme prescrite et accompagnée des annexes requises pour son arrêt définitif, à l'exception, pour ce qui concerne les comptes, des pièces justificatives.

Le projet de budget et les comptes sont accompagnés d'un rapport.

Ce rapport comporte une synthèse de budget ou des comptes. En outre, le rapport qui a trait au budget définit la politique générale et financière de la commune ainsi que tous les éléments utiles d'information. Celui qui a trait aux comptes synthétise la gestion des finances communales durant l'exercice auquel ces comptes se rapportent.

Avant que le conseil communal délibère, le collège des bourgmestre et échevins commente le contenu du rapport.

NOUVEL ARTICLE 15 :

Au plus tard sept jours francs avant la réunion au cours de laquelle le conseil communal est appelé à délibérer du budget, d'une modification budgétaire ou des comptes, le collège des bourgmestre et échevins remet à chaque membre du conseil communal un exemplaire du projet du budget, du projet de modification(s) budgétaire(s) ou des comptes. Le projet est communiqué tel qu'il sera soumis aux délibérations du conseil communal dans la forme prescrite et accompagnée des annexes requises pour son arrêt définitif, à l'exception, pour ce qui concerne les comptes, des pièces justificatives.

Le projet de budget et les comptes sont accompagnés d'un rapport.

Ce rapport comporte une synthèse de budget ou des comptes. En outre, le rapport qui a trait au budget définit la politique générale et financière de la commune ainsi que tous les éléments utiles d'information. Celui qui a trait aux comptes synthétise la gestion des finances communales durant l'exercice auquel ces comptes se rapportent.

Avant que le conseil communal *ne* délibère, le collège des bourgmestre et échevins commente le contenu du rapport.

ANCIEN ARTICLE 16 :

Les lieu, jour et heure et l'ordre du jour des réunions du conseil communal sont portés à la connaissance du public par voie d'affichage à la maison communale dans les mêmes délais que ceux prévus pour la convocation du conseil.

Les habitants intéressés de la commune sont à leur demande et dans un délai utile, informés gratuitement de l'ordre du jour des réunions du conseil communal.

Conseil communal du 24 mars 2015

Le délai utile ne s'applique pas pour les points qui sont ajoutés à l'ordre du jour après l'envoi de la convocation.

NOUVEL ARTICLE 16 :

Les lieu, jour et heure et l'ordre du jour des réunions du conseil communal sont portés à la connaissance du public par voie d'affichage à la maison communale ainsi que sur le site internet de la commune dans les mêmes délais que ceux prévus pour la convocation du conseil.

Les habitants intéressés de la commune sont à leur demande et dans un délai utile, informés gratuitement de l'ordre du jour des réunions du conseil communal.

Le délai utile ne s'applique pas pour les points qui sont ajoutés à l'ordre du jour après l'envoi de la convocation.

ANCIEN ARTICLE 17 :

La compétence de présider les réunions du conseil communal appartient au bourgmestre ou à celui qui le remplace. Lorsque le bourgmestre n'est pas présent dans la salle de réunion à l'heure fixée par la convocation, il y a lieu de considérer qu'il est absent ou empêché, au sens de l'article 14 al. 1er, de la NLC et de faire application de cet article.

NOUVEL ARTICLE 17 :

La compétence de présider les réunions du conseil communal appartient au bourgmestre ou à celui qui le remplace. Lorsque le bourgmestre n'est pas présent dans la salle de réunion à l'heure fixée par la convocation, il y a lieu de considérer qu'il est absent ou empêché, au sens de l'article 14, al. 1er, de la NLC et de faire application de cet article.

ANCIEN ARTICLE 20 :

Lorsque le président a clos une réunion du conseil communal:

- a) le conseil ne peut plus délibérer valablement;
- b) la réunion ne peut pas être réouverte.

NOUVEL ARTICLE 20 :

Lorsque le président a clos une réunion du conseil communal :

- a) le conseil ne peut plus délibérer valablement;
- b) la réunion ne peut pas être rouverte.

ANCIEN ARTICLE 24 :

Toute communication entre le public et les membres du conseil communal en séance est interdite.

Le public présent aux séances se tient en silence; il est défendu de fumer dans la salle.

Conseil communal du 24 mars 2015

Le président peut, après en avoir donné l'avertissement, faire expulser à l'instant du lieu de l'auditoire tout individu qui donnera des signes publics soit d'approbation, soit d'improbation ou excitera au tumulte de quelque manière que ce soit.

Le président peut, en outre, dresser procès-verbal à charge du contrevenant et le renvoyer devant le tribunal de police.

NOUVEL ARTICLE 24 :

Toute communication entre le public et les membres du conseil communal en séance est interdite.

Le public présent aux séances se tient en silence.

Le président peut, après en avoir donné un avertissement, faire expulser à l'instant du lieu de l'auditoire tout individu qui donnera des signes publics soit d'approbation, soit d'improbation ou excitera au tumulte de quelque manière que ce soit.

Le président peut, en outre, dresser procès-verbal à charge du contrevenant et le renvoyer devant le tribunal de police.

ANCIEN ARTICLE 26 :

1. Plus précisément, en ce qui concerne son intervention de façon préventive, le président:
 - a) avant qu'il ne soit discuté, commente le point ou invite un échevin à le commenter;
 - b) après qu'il a été commenté, accorde la parole aux membres du conseil communal qui la demandent, étant entendu qu'il l'accorde selon l'ordre des demandes et, en cas de demandes simultanées, selon l'ordre du tableau dont il est question à l'article 17 de la NLC;
 - c) a le droit de clore la discussion dès lors qu'un membre du conseil communal s'est exprimé 15 minutes sur le même sujet;
 - d) après qu'il a clos la discussion, circonscrit l'objet du vote et met aux voix. Il peut passer au vote s'il estime que le conseil communal est suffisamment éclairé sur la question à résoudre.
2. Les points de l'ordre du jour sont discutés dans l'ordre indiqué par celui-ci, à moins que le conseil communal n'en décide autrement.

Les membres du conseil communal ne peuvent pas demander la parole plus de deux fois à propos du même point de l'ordre du jour, sauf si le président en décide autrement.

Tout intervenant dispose d'un temps de parole limité à 10 minutes. Sa réplique éventuelle ne pourra dépasser 5 minutes. Les interventions éventuelles sur l'objet de l'interpellation ne peuvent également dépasser 5 minutes.

NOUVEL ARTICLE 26 :

1. Plus précisément, en ce qui concerne son intervention de façon préventive, le président :
 - a) avant qu'il ne soit discuté, commente le point ou invite un échevin à le commenter ;
 - b) après qu'il *ait* été commenté, accorde la parole aux membres du conseil communal qui la demandent, étant entendu qu'il l'accorde selon l'ordre des demandes et, en cas de demandes simultanées, selon l'ordre du tableau dont il est question à l'article 17 de la NLC ;
 - c) a le droit de clore la discussion dès lors qu'un membre du conseil communal s'est exprimé 15 minutes sur le même sujet ;
 - d) après qu'il *ait* clos la discussion, circonscrit l'objet du vote et met aux voix. Il peut passer au vote s'il estime que le conseil communal est suffisamment éclairé sur la question à résoudre.

Conseil communal du 24 mars 2015

2. Les points de l'ordre du jour sont discutés dans l'ordre indiqué par celui-ci, à moins que le conseil communal n'en décide autrement.

Les membres du conseil communal ne peuvent pas demander la parole plus de deux fois à propos du même point de l'ordre du jour, sauf si le président en décide autrement.

Tout intervenant dispose d'un temps de parole limité à 10 minutes. Sa réplique éventuelle ne pourra dépasser 5 minutes. Les interventions éventuelles sur l'objet de l'interpellation ne peuvent également dépasser 5 minutes.

ANCIEN ARTICLE 29 :

La parole est toujours accordée pour un renvoi au règlement sur le point de la question, pour une motion d'ordre (1) ou pour répondre à un fait personnel.

Néanmoins, sauf pour un renvoi au règlement, elle ne peut être accordée, qu'après que l'orateur qui a la parole ait terminé.

NOUVEL ARTICLE 29 :

La parole est toujours accordée pour un renvoi au règlement sur le point de la question, pour une motion d'ordre¹ ou pour répondre à un fait personnel.

Néanmoins, sauf pour un renvoi au règlement, elle ne peut être accordée, qu'après que l'orateur qui a la parole ait terminé.

ANCIEN ARTICLE 32 :

En cas de nomination ou de présentation de candidats, si la majorité absolue n'est pas obtenue au premier tour du scrutin, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les deux candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix.

A cet effet, le président dresse une liste sur laquelle apparaissent uniquement les noms de ces deux candidats.

Les suffrages ne peuvent être donnés qu'à un des deux 1 candidats portés sur cette liste. La nomination ou la présentation a lieu à la majorité des voix. En cas de parité des voix, le plus âgé des candidats est préféré.

NOUVEL ARTICLE 32 :

En cas de nomination ou de présentation de candidats, si la majorité absolue n'est pas obtenue au premier tour du scrutin, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les deux candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix.

A cet effet, le président dresse une liste sur laquelle apparaissent uniquement les noms de ces deux candidats.

Les suffrages ne peuvent être donnés *qu'à un des deux candidats portés sur cette liste*. La nomination ou la présentation a lieu à la majorité des voix. En cas de parité des voix, le plus âgé des candidats est préféré.

¹ Motion qui a pour objet particulier l'ordre de la délibération lorsque plusieurs propositions se trouvent en même temps en discussion et qu'il faut déterminer celle qui doit avoir priorité.

Conseil communal du 24 mars 2015

ANCIEN ARTICLE 38 :

Tout membre qui s'abstient de voter peut faire connaître les motifs de son abstention. Il en est fait mention au procès-verbal.

Le procès-verbal indique pour chaque membre du conseil communal, s'il a voté en faveur de la proposition ou s'il a voté contre celle-ci ou s'il s'est abstenu.

NOUVEL ARTICLE 38 :

Tout membre qui s'abstient de voter peut faire connaître les motifs de son abstention. Il en est fait mention au procès-verbal.

Le procès-verbal indique pour chaque membre du conseil communal, s'il a voté en faveur de la proposition, s'il a voté contre celle-ci ou s'il s'est abstenu.

ANCIEN ARTICLE 39 :

En cas de scrutin secret:

- a) le secret du vote est assuré par l'utilisation de bulletins de vote préparés;
- b) pour le vote et le dépouillement, le bureau est composé du président et des deux membres du conseil communal les plus jeunes;
- c) devant qu'il ne soit procédé au dépouillement, les bulletins de vote sont comptés; si leur nombre ne coïncide pas avec celui des membres du conseil communal ayant pris part au vote, les bulletins de vote sont annulés et les membres du conseil communal sont invités à voter une nouvelle fois;
- d) tout membre du conseil communal est autorisé à vérifier la régularité du dépouillement.

NOUVEL ARTICLE 39 :

En cas de scrutin secret:

- a) le secret du vote est assuré par l'utilisation de bulletins de vote préparés;
- b) pour le vote et le dépouillement, le bureau est composé du président et des deux membres du conseil communal les plus jeunes;
- c) *avant* qu'il ne soit procédé au dépouillement, les bulletins de vote sont comptés; si leur nombre ne coïncide pas avec celui des membres du conseil communal ayant pris part au vote, les bulletins de vote sont annulés et les membres du conseil communal sont invités à voter une nouvelle fois;
- d) tout membre du conseil communal est autorisé à vérifier la régularité du dépouillement.

ANCIEN ARTICLE 43 :

Tout membre du conseil communal a le droit, de faire des observations sur la rédaction du procès-verbal de la réunion précédente.

Ces observations doivent être faites immédiatement après la lecture du résumé des résolutions.

Si ces observations sont adoptées, le secrétaire est chargé de présenter, séance tenante ou au plus tard à la séance suivante, un nouveau texte conforme à la décision du conseil.

Si aucune remarque n'est formulée, le procès-verbal de la réunion précédente est considéré comme adopté et signé par le président et le secrétaire.

Conseil communal du 24 mars 2015

Chaque fois que le conseil communal le juge convenable, le procès-verbal est rédigé séance tenante, en tout ou en partie, et signé par les membres du conseil communal présents.

NOUVEL ARTICLE 43 :

Tout membre du conseil communal a le droit, de faire des observations sur la rédaction du procès-verbal de la réunion précédente.

Ces observations doivent être faites immédiatement après la lecture du résumé des résolutions.

Si ces observations sont adoptées, le secrétaire est chargé de présenter, séance tenante ou au plus tard à la séance suivante, un nouveau texte conforme à la décision du conseil.

Si aucune remarque n'est formulée, le procès-verbal de la réunion précédente est considéré comme adopté et signé par le président et le secrétaire.

Chaque fois que le conseil communal le juge *utile*, le procès-verbal est rédigé séance tenante, en tout ou en partie, et signé par les membres du conseil communal présents.

ANCIEN ARTICLE 45 :

Les commissions sont présidées, chacune, par un membre du conseil communal.

Le président et les autres membres desdites commissions sont nommés par le conseil communal, étant entendu:

- a) que, commission par commission, les mandats de membre de celle-ci sont répartis proportionnellement entre les groupes qui composent le conseil communal;
- b) que, en vue de la nomination par le conseil communal, des membres de chaque commission, les groupes présentent, chacun, leurs candidats, commission par commission; le nombre de candidats présentés par chaque groupe est égal à celui des mandats auxquels il a droit;
- c) que les actes de présentation signés par la majorité des membres du conseil communal formant le groupe qui effectue la présentation, sont déposés entre les mains du secrétaire communal, au plus tard cinq jours avant la réunion à l'ordre du jour de laquelle figure la nomination des membres des commissions.

Le secrétaire communal délivrera, sur minute, un accusé de réception des actes de présentation.

- d) que tout membre du conseil communal a le droit d'assister aux séances des commissions dont il ne fait pas partie, mais sans voix délibérative.

Le secrétariat des commissions est assuré par le secrétaire communal ou par le ou les fonctionnaires communaux désignés par lui.

Il est dressé procès-verbal de chaque séance d'une commission; le procès-verbal est transcrit dans un registre ad hoc; il est signé par le secrétaire et le président; il mentionne le nom des membres ayant pris part aux discussions.

La présence à la commission des membres du collège des bourgmestre et échevins concerné est la règle.

NOUVEL ARTICLE 45 :

Les commissions sont présidées, chacune, par un membre du conseil communal.

Le président et les autres membres desdites commissions sont nommés par le conseil communal, étant entendu:

Conseil communal du 24 mars 2015

- a) que, commission par commission, les mandats de membre de celle-ci sont répartis proportionnellement entre les groupes qui composent le conseil communal;
- b) que, en vue de la nomination par le conseil communal, des membres de chaque commission, les groupes présentent, chacun, leurs candidats, commission par commission; le nombre de candidats présentés par chaque groupe est égal à celui des mandats auxquels il a droit;
- c) que les actes de présentation signés par la majorité des membres du conseil communal formant le groupe qui effectue la présentation, sont déposés entre les mains du secrétaire communal, au plus tard cinq jours avant la réunion à l'ordre du jour de laquelle figure la nomination des membres des commissions.

Le secrétaire communal délivrera, sur minute, un accusé de réception des actes de présentation.

- d) que tout membre du conseil communal a le droit d'assister aux séances des commissions dont il ne fait pas partie, mais sans voix délibérative.

Le secrétariat des commissions est assuré par le secrétaire communal ou par le fonctionnaire communal désigné par lui.

Il est dressé procès-verbal de chaque séance d'une commission. *Le procès-verbal est transcrit dans un registre ad hoc. Il est signé par le secrétaire et le président. Il mentionne le nom des membres ayant pris part aux discussions.*

La présence à la commission des membres du collège des bourgmestre et échevins concernés est la règle.

ANCIEN ARTICLE 46 :

Les commissions sont convoquées par le collège des bourgmestre et échevins lorsque l'examen des affaires soumises aux délibérations du conseil communal le justifie ou à la demande du président de la commission.

La convocation pour les commissions convoquées par le collège des bourgmestre et échevins est jointe à la convocation pour la réunion du conseil communal.

Dans les autres cas, les commissions sont convoquées à la diligence du secrétaire communal ou du secrétaire de la commission, à la demande du président de la commission.

L'ordre du jour peut comporter toute autre question entrant dans l'attribution de la commission concernée.

A la demande d'au moins la moitié des membres, le président est tenu de convoquer la commission dans un délai de 5 jours francs.

Les commissions sont convoquées à l'initiative du collège des bourgmestre et échevins au moins quatre fois par année calendrier.

Les réunions de commission ont lieu normalement un autre jour que celui fixé pour une réunion du conseil communal. Si elles se tiennent le même jour, elles seront convoquées au plus tard une heure avant l'ouverture de la séance du conseil communal ou d'une autre commission.

NOUVEL ARTICLE 46 :

Les commissions sont convoquées par le collège des bourgmestre et échevins lorsque l'examen des affaires soumises aux délibérations du conseil communal le justifie ou à la demande du président de la commission.

La convocation pour les commissions convoquées par le collège des bourgmestre et échevins est jointe à la convocation pour la réunion du conseil communal.

Conseil communal du 24 mars 2015

Dans les autres cas, les commissions sont convoquées à la diligence du secrétaire communal ou du secrétaire de la commission, à la demande du président de la commission. L'ordre du jour peut comporter toute autre question entrant dans l'attribution de la commission concernée.

A la demande d'au moins la moitié des membres, le président est tenu de convoquer la commission dans un délai de 5 jours francs.

Les commissions sont convoquées à l'initiative du collège des bourgmestre et échevins au moins quatre fois par année calendrier.

Si elles se tiennent le même jour qu'une réunion du conseil communal, elles seront convoquées au plus tard une heure avant l'ouverture de la séance du conseil communal.

ANCIEN CHAPITRE TROIS :

CHAPITRE TROIS – DU DROIT, POUR LES MEMBRES DU CONSEIL COMMUNAL, DE POSER DES QUESTIONS, D'OBTENIR COPIE DES ACTES ET PIÈCES RELATIVES A L'ADMINISTRATION ET DE VISITER LES ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES COMMUNAUX.

NOUVEAU CHAPITRE TROIS :

CHAPITRE TROIS – DES DROITS DES CONSEILLERS COMMUNAUX.

ANCIEN ARTICLE 50 :

Les membres du conseil communal ont le droit de poser au collège des bourgmestre et échevins des questions écrites et orales concernant l'administration de la commune.

NOUVEL ARTICLE 50 :

Les conseillers communaux ont le droit de poser au collège des bourgmestre et échevins des questions écrites et orales concernant *tout objet que la commune est appelée à connaître.*

Le texte de ces questions peut être transmis à la commune par courrier, par télécopie, par courrier électronique ou par dépôt au secrétariat communal. Les questions écrites sont transmises à tout moment. Les questions orales sont communiquées au plus tard deux jours ouvrables avant la réunion du conseil communal. Le collège des bourgmestre et échevins a la possibilité de déroger au délai prévu pour le dépôt des questions orales pour les questions jugées d'actualité.

Les questions écrites et orales visées au premier paragraphe et les réponses qui y sont apportées sont mises en ligne sur le site internet de la commune.

ANCIEN ARTICLE 51 :

Il est répondu aux questions écrites dans le mois de leur réception par le bourgmestre ou celui qui le remplace.

Conseil communal du 24 mars 2015

Le texte de la question ainsi que celui de la réponse sera repris au "Bulletin des questions et réponses".

NOUVEL ARTICLE 51 :

Il est répondu oralement aux questions orales lors de la séance du conseil communal.

Il est répondu aux questions écrites dans le mois de leur réception par le bourgmestre ou celui qui le remplace.

Il est répondu aux questions orales dans l'ordre de leur arrivée.

Les questions qui n'ont pas été abordées seront automatiquement reportées à la séance suivante, sauf si le conseiller communal qui a exercé le droit de poser des questions en décide autrement.

ANCIEN ARTICLE 53 :

En application de l'article 84 de la NLC, aucun acte, aucune pièce concernant l'administration de la commune ne peut être soustrait à l'examen des membres du conseil communal.

Ne tombent pas sous l'application de l'article susmentionné de la NLC :

- les actes et registres de l'Etat-civil et la correspondance entretenue par l'officier de l'Etat-civil à ce sujet;
- les registres de la population;
- les documents relatifs au recensement de la population;
- les listes des personnes inscrites au registre des électeurs;
- les listes de milice;

Peuvent être consultés, sans demande écrite préalable, aux jours et heures mentionnés à l'article 14, al. 2 du présent règlement:

- 1) les budgets, pour les exercices antérieurs, de la commune;
- 2) les comptes pour les exercices antérieurs, de la commune et des associations intercommunales dont la commune est membre;
- 3) les rapports annuels, pour les exercices antérieurs, de la commune et des associations intercommunales dont la commune est membre;
- 4) les procès-verbaux approuvés des réunions du conseil communal;
- 5) les procès-verbaux approuvés des réunions du collège des bourgmestre et échevins, à l'exception des passages sur lesquels ne porte pas le droit de consultation des pièces reconnu aux membres du conseil communal;
- 6) les avis émis par les conseils consultatifs communaux;
- 7) les règlements de subsides, les ordonnances de police, les règlements de taxe et de redevance adoptés par le conseil communal ;
- 8) le registre des entrées et des sorties ;
- 9) le bulletin des questions et réponses ;

En ce qui concerne tous les actes et pièces, autres que ceux visés ci-dessus et l'article 14 du présent règlement et qui ont trait à l'administration de la commune, les conseillers communaux ont le droit de les consulter aux jours et heures mentionnés à l'article 14, alinéa 2 du présent règlement.

Les conseillers communaux informent, par écrit ou verbalement, le secrétaire communal des pièces et actes qu'ils désirent consulter, au moins trois jours francs avant la consultation.

Après s'être éventuellement assuré auprès du collège des bourgmestre et échevins que la demande concerne bien l'administration de la commune, le secrétaire communal prend les dispositions voulues pour assurer la consultation des actes et/ou pièces concernés par le conseiller communal dans le délai voulu.

Conseil communal du 24 mars 2015

Le membre du conseil communal qui durant la semaine suivant la date à laquelle il a été avisé de ce que les actes et pièces visés ci-dessus étaient à la disposition n'est pas venu consulter ceux-ci est considéré comme ne souhaitant plus les consulter.

S'il échet le secrétaire communal informe au plus tard le troisième jour franc qui suit la demande, le conseiller communal concerné que sa demande de consultation a été jugée irrecevable par le collège des bourgmestre et échevins. Cette décision doit être motivée.

NOUVEL ARTICLE 53 :

En application de l'article 84 de la NLC, aucun acte, aucune pièce concernant l'administration de la commune ne peut être soustrait à l'examen des membres du conseil communal.

Ne tombent pas sous l'application de l'article susmentionné de la NLC :

- les actes et registres de l'Etat-civil et la correspondance entretenue par l'officier de l'Etat-civil à ce sujet;
- les registres de la population;
- les documents relatifs au recensement de la population;
- les listes des personnes inscrites au registre des électeurs;
- les listes de milice;

Peuvent être consultés, sans demande écrite préalable, aux jours et heures mentionnés à l'article 14, al. 2 du présent règlement:

- 1) les budgets, pour les exercices antérieurs, de la commune;
- 2) les comptes pour les exercices antérieurs, de la commune et des associations intercommunales dont la commune est membre;
- 3) les rapports annuels, pour les exercices antérieurs, de la commune et des associations intercommunales dont la commune est membre;
- 4) les procès-verbaux approuvés des réunions du conseil communal;
- 5) les procès-verbaux approuvés des réunions du collège des bourgmestre et échevins, à l'exception des passages sur lesquels ne porte pas le droit de consultation des pièces reconnu aux membres du conseil communal;
- 6) les avis émis par les conseils consultatifs communaux;
- 7) les règlements de subsides, les ordonnances de police, les règlements de taxe et de redevance adoptés par le conseil communal ;
- 8) *le registre des entrées et des sorties.*

En ce qui concerne tous les actes et pièces autres que ceux visés ci-dessus et l'article 14 du présent règlement et qui ont trait à l'administration de la commune, les conseillers communaux ont le droit de les consulter aux jours et heures mentionnés à l'article 14, al. 2 du présent règlement.

Les conseillers communaux informent, par écrit ou verbalement, le secrétaire communal des pièces et actes qu'ils désirent consulter, au moins trois jours francs avant la consultation. Après s'être éventuellement assuré auprès du collège des bourgmestre et échevins que la demande concerne bien l'administration de la commune, le secrétaire communal prend les dispositions voulues pour assurer la consultation des actes et/ou pièces concernés par le conseiller communal dans le délai voulu.

Le membre du conseil communal qui durant la semaine suivant la date à laquelle il a été avisé de ce que les actes et pièces visés ci-dessus étaient à la disposition n'est pas venu consulter ceux-ci est considéré comme ne souhaitant plus les consulter.

S'il échet le secrétaire communal informe au plus tard le troisième jour franc qui suit la demande, le conseiller communal concerné que sa demande de consultation a été jugée irrecevable par le collège des bourgmestre et échevins. Cette décision doit être motivée.

Conseil communal du 24 mars 2015

ANCIEN ARTICLE 54 :

Les membres du conseil communal ont le droit d'obtenir copie des actes et des pièces dont il est question à l'article 53, moyennant paiement d'une redevance fixée à 5 F par copie.

En vue de cette obtention, les membres du conseil communal remplissent une formule de demande qui leur est fournie sur simple demande par le secrétaire communal et qu'ils font parvenir au secrétaire communal ou à celui qui le remplace.

Les copies demandées sont enlevées par le demandeur ou par son mandataire au secrétariat communal ou envoyées à sa demande dans les 3 jours qui la suivent.

NOUVEL ARTICLE 54 :

Les membres du conseil communal ont le droit d'obtenir copie des actes et des pièces dont il est question à l'article 53.

En vue de cette obtention, les membres du conseil communal remplissent un formulaire de demande qui leur est fournie sur simple demande par le secrétaire communal et qu'ils font parvenir au secrétaire communal ou à celui qui le remplace.

ANCIEN ARTICLE 57 :

Il est alloué, par le conseil communal, à chaque conseiller communal un jeton de présence pour chacune des réunions du conseil et des commissions, dont il est membre, auxquelles il participe, en ce compris les cas visés à l'article 22 de ce règlement, c'est-à-dire que le jeton est attribué aux membres dont la présence est constatée.

NOUVEL ARTICLE 57 :

Il est alloué, par le conseil communal, à chaque conseiller communal un jeton de présence pour chacune des réunions du conseil et des commissions, dont il est membre, auxquelles il participe et dont la présence est constatée, en ce compris les cas visés à l'article 22 de ce règlement.

ANCIEN ARTICLE 59 :

Les présentations de candidatures aux mandats dans les intercommunales et dans les autres personnes morales dont la commune est membre sont déposés entre les mains du secrétaire communal par le chef du groupe qui effectue la présentation, au plus tard cinq jours francs avant la réunion à l'ordre du jour de laquelle figure la nomination des représentants de la commune auprès des intercommunales et personnes morales en question.

Le secrétaire communal délivrera, sur minute, un accusé de réception des actes de présentation.

NOUVEL ARTICLE 59 :

Les présentations de candidatures aux mandats dans les intercommunales et dans les autres personnes morales dont la commune est membre sont déposés entre les mains du secrétaire

Conseil communal du 24 mars 2015

communal par le chef du groupe qui effectue la présentation, au plus tard cinq jours francs avant la réunion à l'ordre du jour de laquelle figure la nomination des représentants de la commune auprès des intercommunales et personnes morales en question.

Le secrétaire communal délivrera, sur minute, un accusé de réception des actes de présentation

Les représentants du conseil communal dans les intercommunales, qui exercent une fonction d'administrateur, doivent fournir au conseil communal un rapport annuel relatif à la gestion de l'intercommunale concernée ainsi que sur leur propre activité au sein de l'intercommunale.

ANCIEN ARTICLE 68 :

Le présent règlement sera communiqué, pour information, à la population par le biais du journal communal.

NOUVEL ARTICLE 68 :

Dans chaque bulletin d'information communal un espace de maximum 2200 signes est réservé aux listes ou formations politiques représentées au conseil communal n'appartenant pas à la majorité afin de s'exprimer.

Les articles de la tribune politique se doivent par ailleurs de respecter la législation en matière de presse et ne peuvent porter atteinte à l'ordre public ou aux bonnes moeurs, aux libertés démocratiques et/ou contrevenir aux lois et réglementations en vigueur. Sont notamment illicites les propos racistes, antisémites, sexistes, diffamatoires ou injurieux, reproduisant des échanges privés, ou utilisant des oeuvres protégées par les droits d'auteur. Tous propos jugés non conformes à la législation et/ou au présent règlement entraîneront la non publication de l'article.

ANCIENS ARTICLES 69-70 :

Article 69 :

La présente décision est d'application pour une durée indéterminée.

Article 70 :

Le présent chapitre abroge et remplace le règlement du 18 avril 1989 relatif aux interpellations du public avant les séances du conseil communal.

NOUVEAUX ARTICLES 69-70 :

Les articles 69 et 70 sont supprimés.

Conseil communal du 24 mars 2015

ANCIEN REGLEMENT

Commune de Forest

REGLEMENT
D'ORDRE INTERIEUR
DU CONSEIL COMMUNAL

Règlement d'ordre intérieur du Conseil communal.

LE CONSEIL,

Vu l'article 91 de la nouvelle loi communale;

Arrête le règlement d'ordre intérieur comme suit:

CHAPITRE PREMIER - Des séances du conseil communal

Article 1 :

Le conseil communal se réunit toutes les fois que l'exigent les affaires dans ses attributions et au moins dix fois par an.

Article 2 :

Sans préjudice des articles 3 et 4, la compétence de décider que le conseil communal se réunira tel jour, à telle heure, appartient au collège des bourgmestre et échevins.

Article 3 :

Lors d'une de ses réunions, le conseil communal peut décider que, tel jour, à telle heure, il se réunira à nouveau afin de terminer l'examen, inachevé, des points inscrits à l'ordre du jour.

Article 4 :

A la demande d'un tiers des membres du conseil communal en t fonction au moins, le collège des bourgmestre et échevins , est tenu de le convoquer aux jours et heures indiqués par les demandeurs.

Article 5 :

Sans préjudice des articles 6 et 7 la compétence de décider de l'ordre du jour des réunions du conseil communal appartient au collège des bourgmestre et échevins.

Article 6 :

Lorsque le collège des bourgmestre et échevins convoque le conseil communal à la demande d'un tiers de ses membres en fonction, l'ordre du jour de la réunion du conseil communal comprend, par priorité, les points indiqués par les demandeurs de la réunion.

Article 7 :

Tout membre du conseil communal peut demander l'inscription d'un ou de plusieurs points supplémentaires à l'ordre du jour d'une réunion du conseil communal, étant entendu:

- a) que toute proposition étrangère à l'ordre du jour doit être remise au bourgmestre ou à celui qui le remplace, au moins cinq jours francs avant la réunion du conseil communal;
- b) qu'elle doit être accompagnée d'une note explicative ou de tout document propre à éclairer le conseil communal;
- c) qu'il est interdit à un membre du collège des bourgmestre et échevins de faire usage de cette faculté.

Conseil communal du 24 mars 2015

Le bourgmestre ou celui qui le remplace transmet sans délai les points supplémentaires aux membres du conseil communal.

Lors de la discussion d'un point supplémentaire celui-ci ne peut donner lieu à un vote au conseil communal que si un projet de délibération est présenté sous forme écrite.

Article 8 :

Sans préjudice des articles 9 et 10, les réunions du conseil communal sont publiques.

Article 9 :

Sauf lorsqu'il est appelé à délibérer du budget, d'une modification budgétaire ou des comptes, le conseil communal, statuant à la majorité des deux tiers de ses membres présents, peut, dans l'intérêt de l'ordre public et en raison des inconvénients graves qui résulteraient de la publicité, décider que la réunion du conseil ne sera pas publique.

Article 10 :

La réunion du conseil communal n'est pas publique lorsqu'il s'agit de questions de personnes.

Il s'agit de "questions de personnes" lorsque sont mises en cause:

- soit des personnes autres que les membres du conseil communal ou que le secrétaire;
- soit la vie privée des membres du conseil ou du secrétaire.

Dès qu'une question de ce genre est soulevée, le président prononce le huis-clos.

Article 11 :

Lorsque la réunion du conseil communal n'est pas publique, seuls peuvent être présents:

- les membres du conseil communal;
- le secrétaire communal;
- et, s'il échet, des personnes appelées pour exercer une tâche professionnelle et toute personne qui le conseil communal déciderait d'entendre.

Article 12 :

Sauf en matière disciplinaire, la séance à huis-clos ne peut avoir lieu qu'après la séance publique.

s'il paraît nécessaire, pendant la séance publique, de continuer l'examen d'un point en séance à huis-clos, la séance publique peut être interrompue, à cette seule fin.

Article 13 :

Sauf le cas d'urgence, la convocation du conseil communal, laquelle indique avec suffisamment de clarté - les points de l'ordre du jour, se fait, par écrit et à domicile, au moins sept jours francs avant celui de la réunion.

Ce délai est ramené à deux jours lorsqu'il s'agit des deuxième et troisième convocations du conseil communal, dont il est question à l'article 90 al. 3 de la NLC.

Article 14 :

Sans préjudice de l'article 15, pour chaque point de l'ordre du jour des réunions du conseil communal, toutes les pièces s'y rapportant sont mises, sur place, à la

Conseil communal du 24 mars 2015

disposition, des membres du conseil, ce dès l'envoi de l'ordre du jour.

Les membres du conseil communal peuvent consulter ces pièces au secrétariat communal les lundi, mardi, mercredi et jeudi de 8.30h à 13h et de 13h30 à 16h et le vendredi de 8h30 à 12h.

Ils conviennent avec le secrétaire communal des jours et heures de leur visite.

Le secrétaire communal peut éventuellement désigner les fonctionnaires communaux pour fournir des informations techniques aux conseillers au sujet des points à l'ordre du jour.

Article 15 :

Au plus tard sept jours francs avant la réunion au cours de laquelle le conseil communal est appelé à délibérer du budget, d'une modification budgétaire ou des comptes, le collège des bourgmestre et échevins remet à chaque membre du conseil communal un exemplaire du projet du budget, du projet de modification(s) budgétaire(s) ou des comptes. Le projet est communiqué tel qu'il sera soumis aux délibérations du conseil communal dans la forme prescrite et accompagnée des annexes requises pour son arrêt définitif, à l'exception, pour ce qui concerne les comptes, des pièces justificatives.

Le projet de budget et les comptes sont accompagnés d'un rapport.

Ce rapport comporte une synthèse de budget ou des comptes. En outre, le rapport qui a trait au budget définit la politique générale et financière de la commune ainsi que tous les éléments utiles d'information. Celui qui a trait aux comptes synthétise la gestion des finances communales durant l'exercice auquel ces comptes se rapportent.

Avant que le conseil communal délibère, le collège des bourgmestre et échevins commente le contenu du rapport.

Article 16 :

Les lieu, jour et heure et l'ordre du jour des réunions du conseil communal sont portés à la connaissance du public par voie d'affichage à la maison communale dans les mêmes délais que ceux prévus pour la convocation du conseil.

Les habitants intéressés de la commune sont à leur demande et dans un délai utile, informés gratuitement de l'ordre du jour des réunions du conseil communal.

Le délai utile ne s'applique pas pour les points qui sont ajoutés à l'ordre du jour après l'envoi de la convocation.

Article 17 :

La compétence de présider les réunions du conseil communal appartient au bourgmestre ou à celui qui le remplace. Lorsque le bourgmestre n'est pas présent dans la salle de réunion à l'heure fixée par la convocation, il y a lieu de considérer qu'il est absent ou empêché, au sens de l'article 14 al. 1er, de la NLC et de faire application de cet article.

Article 18 :

La compétence d'ouvrir et de clore les réunions du conseil communal appartient au président. La compétence de clore les réunions du conseil communal comporte celle de les suspendre.

Article 19 :

Sans préjudice de l'alinéa 2, le président doit ouvrir les réunions du conseil communal à l'heure fixée par la convocation.

Conseil communal du 24 mars 2015

Si tous les membres du conseil communal sont présents le président peut ouvrir ses réunions avant l'heure fixée par la convocation.

Article 20 :

Lorsque le président a clos une réunion du conseil communal:

- a) le conseil ne peut plus délibérer valablement;
- b) la réunion ne peut pas être réouverte.

Article 21 :

Sans préjudice de l'article 90, al. 2 de la NLC, le conseil communal ne peut prendre de résolution si la majorité de ses membres en fonction n'est présente.

Article 22 :

Lorsque trente minutes après l'heure indiquée par la convocation, le conseil communal n'est pas en nombre pour 'délibérer, la séance n'a pas lieu.

Lorsque, au cours de la réunion du conseil communal, le président constate que la majorité de ses membres en fonction n'est plus présente, il la clôt immédiatement.

Article 23 :

La police des réunions appartient au président.

Article 24 :

Toute communication entre le public et les membres du conseil communal en séance est interdite.

Le public présent aux séances se tient en silence; il est défendu de fumer dans la salle.

Le président peut, après en avoir donné l'avertissement, faire expulser à l'instant du lieu de l'auditoire tout individu qui donnera des signes publics soit d'approbation, soit d'improbation ou excitera au tumulte de quelque manière que ce soit.

Le président peut, en outre, dresser procès-verbal à charge du contrevenant et le renvoyer devant le tribunal de police.

Article 25 :

Le président intervient:

- de façon préventive, en accordant la parole, en la retirant au membre du conseil communal qui persiste à s'écarter du sujet, en mettant aux voix les points de l'ordre du jour;
- de façon répressive, en retirant la parole au membre du conseil communal qui trouble la sérénité de la réunion, en le rappelant à l'ordre, en l'excluant de la réunion, en suspendant celle-ci pour une heure au plus. Ce temps écoulé la séance est reprise de droit. Si le tumulte se renouvelle, il peut lever la séance.

Article 26 :

1. Plus précisément, en ce qui concerne son intervention de façon préventive, le président:

- a) avant qu'il ne soit discuté, commente le point ou invite un échevin à le commenter;
- b) après qu'il a été commenté, accorde la parole aux membres du conseil communal qui la demandent, étant entendu qu'il l'accorde selon l'ordre des demandes et, en cas de demandes simultanées, selon l'ordre du tableau dont

Conseil communal du 24 mars 2015

il est question à l'article 17 de la NLC;

c) a le droit de clore la discussion dès lors qu'un membre du conseil communal s'est exprimé 15 minutes sur le même sujet;

d) après qu'il a clos la discussion, circonscrit l'objet du vote et met aux voix. Il peut passer au vote s'il estime que le conseil communal est suffisamment éclairé sur la question à résoudre.

2. Les points de l'ordre du jour sont discutés dans l'ordre indiqué par celui-ci, à moins que le conseil communal n'en décide autrement.

Les membres du conseil communal ne peuvent pas demander la parole plus de deux fois à propos du même point de l'ordre du jour, sauf si le président en décide autrement.

Tout intervenant dispose d'un temps de parole limité à 10 minutes. Sa réplique éventuelle ne pourra dépasser 5 minutes. Les interventions éventuelles sur l'objet de l'interpellation ne peuvent également dépasser 5 minutes.

Article 27:

Entre autres, sont considérés comme troublant la sérénité de la réunion du conseil communal, ses membres:

- qui prennent la parole sans que le président la leur ait accordée;
- qui conservent la parole alors que le président la leur a retirée;
- qui interrompent un autre membre du conseil pendant qu'il a la parole;
- qui expriment leur opinion sans modération;
- qui troublent l'ordre d'une façon quelconque ou qui oublient le respect et la considération qu'ils doivent au conseil communal.

Tout membre du conseil communal qui a été rappelé à l'ordre peut se justifier, après quoi le président décide si le rappel à l'ordre est maintenu ou retiré.

Article 28 :

Les réclamations concernant l'ordre du jour, la priorité et le renvoi au règlement ont la préférence sur la question principale et suspendent toujours la discussion de celle-ci.

La question préalable, c'est-à-dire celle tendant à faire déclarer qu'il n'y a pas lieu à délibérer, la question d'ajournement, c'est-à-dire celle ayant pour objet de suspendre la délibération pendant un temps déterminé et les amendements sont mis aux voix avant la proposition principale.

Pour qu'un amendement soit mis aux voix, il faut qu'il soit formulé par écrit.

Tout objet inscrit à l'ordre du jour peut être renvoyé par le conseil communal à l'avis des commissions ou d'une commission spéciale.

Article 29 :

La parole est toujours accordée pour un renvoi au règlement sur le point de la question, pour une motion d'ordre (1) ou pour répondre à un fait personnel.

Néanmoins, sauf pour un renvoi au règlement, elle ne peut être accordée, qu'après que l'orateur qui a la parole ait terminé.

Article 30 :

Aucun point non inscrit à l'ordre du jour de la réunion du conseil communal ne peut être mis en discussion, sauf dans le cas d'urgence où le moindre retard pourrait occasionner du danger.

L'urgence est déclarée par les deux tiers au moins des membres du conseil communal présents; leurs noms sont insérés au procès-verbal de la réunion.

Conseil communal du 24 mars 2015

Article 31 :

Les résolutions sont prises à la majorité absolue des suffrages; en cas de partage, la proposition est rejetée. Pour la détermination du nombre des votes n'interviennent pas les abstentions et, en cas de scrutin secret, les bulletins de vote nuls.

En cas de scrutin secret, un bulletin de vote est nul lorsqu'il comporte une indication permettant d'identifier le membre du conseil communal qui l'a déposé.

(1) motion qui a pour objet particulier l'ordre de la délibération lorsque plusieurs propositions se trouvent en même temps en discussion et qu'il faut déterminer celle qui doit avoir priorité.

Article 32 :

En cas de nomination ou de présentation de candidats, si la majorité absolue n'est pas obtenue au premier tour du scrutin, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les deux candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix.

A cet effet, le président dresse une liste sur laquelle apparaissent uniquement les noms de ces deux candidats.

Les suffrages ne peuvent être donnés qu'à un des deux 1 candidats portés sur cette liste. La nomination ou la présentation a lieu à la majorité des voix. En cas de parité des voix, le plus âgé des candidats est préféré.

Article 33 :

Sans préjudice de l'article 34, le vote est public.

Article 34 :

Les présentations de candidats, les nominations aux emplois, les mises en disponibilité, les suspensions préventives dans l'intérêt du service et les sanctions disciplinaires font l'objet d'un scrutin secret.

Article 35 :

Lorsque le vote est public, les membres du conseil communal votent à haute voix à l'appel de leur nom.

Article 36 :

Au début de chaque réunion du conseil communal, en vue des votes publics, le président tire au sort le nom du membre du conseil communal qui votera le premier.

Les membres dont les noms suivent sur le tableau dressé par ordre alphabétique votent ensuite, puis ceux dont les noms précèdent.

Le président vote le dernier.

Si le membre du conseil communal dont le nom a été tiré au sort est absent au moment d'un vote, le membre du conseil communal dont le nom suit au tableau alphabétique, votera le premier, s'il est présent.

Article 37 :

Les votes sont recensés par le président et le secrétaire communal. Après le vote le président proclame le résultat de celui-ci.

Conseil communal du 24 mars 2015

Article 38 :

Tout membre qui s'abstient de voter peut faire connaître les motifs de son abstention. Il en est fait mention au procès-verbal.

Le procès-verbal indique pour chaque membre du conseil communal, s'il a voté en faveur de la proposition ou s'il a voté contre celle-ci ou s'il s'est abstenu.

Article 39 :

En cas de scrutin secret:

- a) le secret du vote est assuré par l'utilisation de bulletins de vote préparés;
- b) pour le vote et le dépouillement, le bureau est composé du président et des deux membres du conseil communal les plus jeunes;
- c) devant qu'il ne soit procédé au dépouillement, les bulletins de vote sont comptés; si leur nombre ne coïncide pas avec celui des membres du conseil communal ayant pris part au vote, les bulletins de vote sont annulés et les membres du conseil communal sont invités à voter une nouvelle fois;
- d) tout membre du conseil communal est autorisé à vérifier la régularité du dépouillement.

Article 40 :

Après chaque scrutin secret, le président proclame le résultat de celui-ci.

Article 41 :

Le procès-verbal des réunions du conseil communal reprend, dans l'ordre chronologique tous les objets mis en discussion ainsi que la suite réservée à tous les points pour lesquels le conseil communal n'a pas pris de décision. De même, il reproduit clairement toutes les décisions.

Article 42 :

Il est donné lecture, à l'ouverture des réunions du conseil communal du résumé des résolutions prises lors de la réunion précédente.

Le procès-verbal de la réunion précédente est mis à la disposition des membres du conseil communal sept jours francs avant la réunion du conseil communal.

Article 43 :

Tout membre du conseil communal a le droit, de faire des observations sur la rédaction du procès-verbal de la réunion précédente.

Ces observations doivent être faites immédiatement après la lecture du résumé des résolutions.

Si ces observations sont adoptées, le secrétaire est chargé de présenter, séance tenante ou au plus tard à la séance suivante, un nouveau texte conforme à la décision du conseil.

Si aucune remarque n'est formulée, le procès-verbal de la réunion précédente est considéré comme adopté et signé par le président et le secrétaire.

Chaque fois que le conseil communal le juge convenable, le procès-verbal est rédigé séance tenante, en tout ou en partie, et signé par les membres du conseil communal présents.

CHAPITRE DEUX - Des commissions et des commissions spéciales

Article 44 :

Il est créé au sein du conseil communal au moins autant de commissions que le collège des bourgmestre et échevins compte de membres, avec un minimum de 9. Le nombre de commissions peut toutefois être augmenté par décision du conseil communal, si l'étendue et la variété des attributions des membres du collège des bourgmestre et échevins, le justifie. En aucun cas, ce nombre ne peut dépasser 12. Les commissions sont composées de 11 membres du conseil communal.

Article 45 :

Les commissions sont présidées, chacune, par un membre du conseil communal. Le président et les autres membres desdites commissions sont nommés par le conseil communal, étant entendu:

- a) que, commission par commission, les mandats de membre de celle-ci sont répartis proportionnellement entre les groupes qui composent le conseil communal;
- b) que, en vue de la nomination par le conseil communal, des membres de chaque commission, les groupes présentent, chacun, leurs candidats, commission par commission; le nombre de candidats présentés par chaque groupe est égal à celui des mandats auxquels il a droit;
- c) que les actes de présentation signés par la majorité des membres du conseil communal formant le groupe qui effectue la présentation, sont déposés entre les mains du secrétaire communal, au plus tard cinq jours avant la réunion à l'ordre du jour de laquelle figure la nomination des membres des commissions.

Le secrétaire communal délivrera, sur minute, un accusé de réception des actes de présentation.

- d) que tout membre du conseil communal a le droit d'assister aux séances des commissions dont il ne fait pas partie, mais sans voix délibérative.

Le secrétariat des commissions est assuré par le secrétaire communal ou par le ou les fonctionnaires communaux désignés par lui.

Il est dressé procès-verbal de chaque séance d'une commission; le procès-verbal est transcrit dans un registre ad hoc; il est signé par le secrétaire et le président; il mentionne le nom des membres ayant pris part aux discussions.

La présence à la commission des membres du collège des bourgmestre et échevins concerné est la règle.

Article 46 :

Les commissions sont convoquées par le collège des bourgmestre et échevins lorsque l'examen des affaires soumises aux délibérations du conseil communal le justifie ou à la demande du président de la commission.

La convocation pour les commissions convoquées par le collège des bourgmestre et échevins est jointe à la convocation pour la réunion du conseil communal.

Dans les autres cas, les commissions sont convoquées à la diligence du secrétaire communal ou du secrétaire de la commission, à la demande du président de la commission.

L'ordre du jour peut comporter toute autre question entrant dans l'attribution de la commission concernée.

Conseil communal du 24 mars 2015

A la demande d'au moins la moitié des membres, le président est tenu de convoquer la commission dans un délai de 5 jours francs.

Les commissions sont convoquées à l'initiative du collège des bourgmestre et échevins au moins quatre fois par année calendrier.

Les réunions de commission ont lieu normalement un autre jour que celui fixé pour une réunion du conseil communal. Si elles se tiennent le même jour, elles seront convoquées au plus tard une heure avant l'ouverture de la séance du conseil communal ou d'une autre commission.

Article 47 :

Les réunions des commissions ne sont pas publiques. Leur non-publicité ne fait pas obstacle à ce qu'elles entendent des experts ou des fonctionnaires communaux. Les commissions formulent leurs avis, quel que soit le nombre de leurs membres présents, à la majorité des suffrages.

Article 48 :

Le conseil communal se réunit d'office en commissions réunies pour l'examen du projet du budget, des propositions de modifications budgétaires et pour l'examen des comptes, de même que pour l'examen des questions de nature complexe ou intéressant plusieurs commissions.

Dans pareil cas, l'ordre du jour comprend l'ensemble des points soumis au conseil communal.

Les commissions réunies sont convoquées par le collège des bourgmestre et échevins.

Article 49 :

Indépendamment des commissions, il peut être créé des commissions spéciales si le conseil communal le juge nécessaire.

Le mode de nomination des membres composant ces commissions spéciales fait l'objet d'une délibération spéciale pour chaque cas.

CHAPITRE TROIS – Du droit, pour les membres du conseil communal, de poser des questions, d'obtenir copie des actes et pièces relatives à l'administration et de visiter les établissements et services communaux.

Article 50 :

Les membres du conseil communal ont le droit de poser au collège des bourgmestre et échevins des questions écrites et orales concernant l'administration de la commune.

Article 51 :

Il est répondu aux questions écrites dans le mois de leur réception par le bourgmestre ou celui qui le remplace.

Le texte de la question ainsi que celui de la réponse sera repris au "Bulletin des questions et réponses".

Article 52 :

Lors de chaque réunion du conseil communal, une fois terminé l'examen des points inscrits à l'ordre du jour de la séance publique, le président accorde la parole aux membres du conseil communal qui la demandent afin de poser des questions orales au collège des bourgmestre et échevins, étant entendu qu'il l'accorde selon l'ordre des demandes et, en cas de demandes simultanées, selon l'ordre du tableau dont il est question à l'article 17 de la NLC.

Il est répondu aux questions orales lors de la prochaine réunion du conseil communal, sans que le conseiller communal ne repose sa question, avant que le président accorde la parole afin que, le cas échéant, de nouvelles questions orales soient posées.

Les réponses des membres du collège des bourgmestre et échevins ne sont suivies d'aucune discussion.

Article 53 :

En application de l'article 84 de la NLC, aucun acte, aucune pièce concernant l'administration de la commune ne peut être soustrait à l'examen des membres du conseil communal.

Ne tombent pas sous l'application de l'article susmentionné de la NLC :

- les actes et registres de l'Etat-civil et la correspondance entretenue par l'officier de l'Etat-civil à ce sujet;
- les registres de la population;
- les documents relatifs au recensement de la population;
- les listes des personnes inscrites au registre des électeurs;
- les listes de milice;

Peuvent être consultés, sans demande écrite préalable, aux jours et heures mentionnés à l'article 14, al. 2 du présent règlement:

- 1) les budgets, pour les exercices antérieurs, de la commune;
- 2) les comptes pour les exercices antérieurs, de la commune et des associations intercommunales dont la commune est membre;
- 3) les rapports annuels, pour les exercices antérieurs, de la commune et des associations intercommunales dont la commune est membre;
- 4) les procès-verbaux approuvés des réunions du conseil communal;
- 5) les procès-verbaux approuvés des réunions du collège des bourgmestre et échevins, à l'exception des passages sur lesquels ne porte pas le droit de consultation des pièces reconnu aux membres du conseil communal;
- 6) les avis émis par les conseils consultatifs communaux;
- 7) les règlements de subsides, les ordonnances de police, les règlements de taxe et de redevance adoptés par le conseil communal ;
- 8) le registre des entrées et des sorties ;
- 9) le bulletin des questions et réponses ;

En ce qui concerne tous les actes et pièces, autres que ceux visés ci-dessus et l'article 14 du présent règlement et qui ont trait à l'administration de la commune, les conseillers communaux ont le droit de les consulter aux jours et heures mentionnés à l'article 14, alinéa 2 du présent règlement.

Les conseillers communaux informent, par écrit ou verbalement, le secrétaire communal des pièces et actes qu'ils désirent consulter, au moins trois jours francs avant la consultation.

Après s'être éventuellement assuré auprès du collège des bourgmestre et échevins que la demande concerne bien l'administration de la commune, le secrétaire

Conseil communal du 24 mars 2015

communal prend les dispositions voulues pour assurer la consultation des actes et/ou pièces concernés par le conseiller communal dans le délai voulu.

Le membre du conseil communal qui durant la semaine suivant la date à laquelle il a été avisé de ce que les actes et pièces visés ci-dessus étaient à la disposition n'est pas venu consulter ceux-ci est considéré comme ne souhaitant plus les consulter.

S'il échet le secrétaire communal informe au plus tard le troisième jour franc qui suit la demande, le conseiller communal concerné que sa demande de consultation a été jugée irrecevable par le collège des bourgmestre et échevins. Cette décision doit être motivée.

Article 54 :

Les membres du conseil communal ont le droit d'obtenir copie des actes et des pièces dont il est question à l'article 53, moyennant paiement d'une redevance fixée à 5 F par copie.

En vue de cette obtention, les membres du conseil communal remplissent une formule de demande qui leur est fournie sur simple demande par le secrétaire communal et qu'ils font parvenir au secrétaire communal ou à celui qui le remplace.

Les copies demandées sont enlevées par le demandeur ou par son mandataire au secrétariat communal ou envoyées à sa demande dans les 3 jours qui la suivent.

Article 55 :

Les membres du conseil communal ont le droit de visiter les établissements et les services communaux accompagnés d'un membre du collège des bourgmestre et échevins ou de son délégué.

Les membres du conseil communal désireux de visiter les établissements et les services communaux conviennent avec le membre du collège des bourgmestre et échevins concerné des jour et heure de leur visite.

Article 56 :

Durant leur visite les membres du conseil communal sont tenus de se comporter d'une manière passive et sereine et dans le respect des règles établies par les établissements visités.

CHAPITRE QUATRE - Jetons de présence

Article 57 :

Il est alloué, par le conseil communal, à chaque conseiller communal un jeton de présence pour chacune des réunions du conseil et des commissions, dont il est membre, auxquelles il participe, en ce compris les cas visés à l'article 22 de ce règlement, c'est-à-dire que le jeton est attribué aux membres dont la présence est constatée.

Article 58 :

Les présences aux réunions du conseil communal et des commissions sont constatées par une liste établie par le secrétaire communal et signée par le

Conseil communal du 24 mars 2015

président.

Les présences aux réunions des commissions et/ou les commissions spéciales sont constatées par le secrétaire de la commission ou de la commission spéciale (ou le secrétaire communal) et signées par leur président.

CHAPITRE CINQ - Mandats

Article 59 :

Les présentations de candidatures aux mandats dans les intercommunales et dans les autres personnes morales dont la commune est membre sont déposés entre les mains du secrétaire communal par le chef du groupe qui effectue la présentation, au plus tard cinq jours francs avant la réunion à l'ordre du jour de laquelle figure la nomination des représentants de la commune auprès des intercommunales et personnes morales en question.

Le secrétaire communal délivrera, sur minute, un accusé de réception des actes de présentation.

CHAPITRE SIX – Droit d'interpellation des habitants

Article 60 :

20 personnes, domiciliés dans la commune, âgées de 16 ans au moins, peuvent introduire auprès du conseil communal une demande d'interpellation à l'attention du collègue.

Article 61 :

L'interpellation devra être relative à un sujet d'intérêt communal, ne pas revêtir un intérêt exclusivement particulier et être rédigé en français ou en néerlandais.

Article 62 :

La liste des demandes d'interpellation est communiquée aux membres du conseil communal avant chaque séance.

Article 63 :

Le collège des bourgmestre et échevins met l'interpellation à l'ordre du jour de la prochaine séance dans l'ordre chronologique de réception des demandes, étant entendu que trois interpellations au maximum peuvent être inscrites à l'ordre du jour d'une même séance.

Article 64 :

L'acceptation des interventions est décidée par le collège des bourgmestre et échevins au cours de la séance de fixation de l'ordre du jour du conseil communal. Le choix des interpellations se fera uniquement en fonction de la date de réception sauf si le cas exposé nécessite le bénéfice de l'urgence.

Est irrecevable, l'interpellation relative à une matière qui relève des séances à huis clos, qui figure déjà à l'ordre du jour du conseil, qui a déjà fait l'objet d'une

Conseil communal du 24 mars 2015

interpellation au cours des derniers trois mois ou qui ne respecte pas les droits de l'homme ou revêt un caractère raciste ou xénophobe.

Article 65 :

Lorsqu'une demande est retenue, les interpellants seront avisés par écrit cinq jours francs avant la séance du conseil communal.

Article 66 :

L'exposé de l'interpellation a lieu avant l'ouverture de la séance publique du conseil communal. Le bourgmestre ou le membre du collège ayant ce point dans ses attributions répond à l'interpellation séance tenante.

Le débat (questions/réponses) qui s'en suit ne pourra dépasser 20 minutes (10 minutes pour chacune des parties).

Article 67 :

La problématique soulevée par l'interpellant sera automatiquement soumise à l'ordre du jour du premier conseil qui suivra l'interpellation.

Article 68 :

Le présent règlement sera communiqué, pour information, à la population par le biais du journal communal.

Article 69 :

La présente décision est d'application pour une durée indéterminée.

Article 70 :

Le présent chapitre abroge et remplace le règlement du 18 avril 1989 relatif aux interpellations du public avant les séances du conseil communal.

+++++

Conseil communal du 24 mars 2015

NOUVEAU REGLEMENT

Commune de Forest

REGLEMENT
D'ORDRE INTERIEUR
DU CONSEIL COMMUNAL

Règlement d'ordre intérieur du Conseil communal.

LE CONSEIL,

Vu l'article 91 de la nouvelle loi communale;

Arrête le règlement d'ordre intérieur comme suit:

CHAPITRE PREMIER - Des séances du conseil communal

Article 1 :

Le conseil communal se réunit toutes les fois que l'exigent les affaires dans ses attributions et au moins dix fois par an.

Article 2 :

Sans préjudice des articles 3 et 4, la compétence de décider que le conseil communal se réunira tel jour, à telle heure, appartient au collège des bourgmestre et échevins.

Article 3 :

Lors d'une de ses réunions, le conseil communal peut décider que, tel jour, à telle heure, il se réunira à nouveau afin de terminer l'examen, inachevé, des points inscrits à l'ordre du jour.

Article 4 :

A la demande d'un tiers des membres du conseil communal en t fonction au moins, le collège des bourgmestre et échevins , est tenu de le convoquer aux jours et heures indiqués par les demandeurs.

Article 5 :

Sans préjudice des articles 6 et 7 la compétence de décider de l'ordre du jour des réunions du conseil communal appartient au collège des bourgmestre et échevins.

Article 6 :

Lorsque le collège des bourgmestre et échevins convoque le conseil communal à la demande d'un tiers de ses membres en fonction, l'ordre du jour de la réunion du conseil communal comprend, par priorité, les points indiqués par les demandeurs de la réunion.

Article 7 :

Tout membre du conseil communal peut demander l'inscription d'un ou de plusieurs points supplémentaires à l'ordre du jour d'une réunion du conseil communal, étant entendu :

- a) que toute proposition étrangère à l'ordre du jour doit être remise au bourgmestre ou à celui qui le remplace, au moins cinq jours francs avant la réunion du conseil communal ;
- b) qu'elle doit être accompagnée d'une note explicative ou de tout document propre à éclairer le conseil communal ;
- c) qu'il est interdit à un membre du collège des bourgmestre et échevins de faire usage de cette faculté.

Conseil communal du 24 mars 2015

Le bourgmestre ou celui qui le remplace transmet sans délai les points supplémentaires aux membres du conseil communal.

Lors de la discussion d'un point supplémentaire celui-ci ne peut donner lieu à un vote au conseil communal que si un projet de délibération est présenté sous forme écrite.

Les interpellations visées au présent article et les réponses qui y sont apportées sont mises en ligne sur le site internet de la commune.

Article 8 :

Sans préjudice des articles 9 et 10, les réunions du conseil communal sont publiques.

Article 9 :

Sauf lorsqu'il est appelé à délibérer du budget, d'une modification budgétaire ou des comptes, le conseil communal, statuant à la majorité des deux tiers de ses membres présents, peut, dans l'intérêt de l'ordre public et en raison des inconvénients graves qui résulteraient de la publicité, décider que la réunion du conseil ne sera pas publique.

Article 10 :

La réunion du conseil communal n'est pas publique lorsqu'il s'agit de questions de personnes.

Il s'agit de "questions de personnes" lorsque sont mises en cause:

- soit des personnes autres que les membres du conseil communal ou que le secrétaire;
- soit la vie privée des membres du conseil ou du secrétaire.

Dès qu'une question de ce genre est soulevée, le président prononce le huis-clos.

Article 11 :

Lorsque la réunion du conseil communal n'est pas publique, seuls peuvent être présents:

- les membres du conseil communal;
- le secrétaire communal;
- et, s'il échet, des personnes appelées pour exercer une tâche professionnelle et toute personne que le conseil communal déciderait d'entendre.

Article 12 :

Sauf en matière disciplinaire, la séance à huis-clos ne peut avoir lieu qu'après la séance publique.

S'il paraît nécessaire, pendant la séance publique, de continuer l'examen d'un point en séance à huis-clos, la séance publique peut être interrompue, à cette seule fin.

Article 13 :

Sauf les cas d'urgence, la convocation se fait par courrier, par porteur à domicile, par télécopie ou par courrier électronique, au moins sept jours francs avant celui de la réunion; elle contient l'ordre du jour.

Ce délai est toutefois ramené à deux jours francs pour l'application de l'article 90, alinéa 3. de la NLC.

Conseil communal du 24 mars 2015

Les points de l'ordre du jour doivent être indiqués avec suffisamment de clarté et, pour les points qui le nécessitent, être accompagnés d'une note de synthèse explicative.

Article 14 :

§ 1. Sans préjudice de l'article 15, pour chaque point de l'ordre du jour, toutes les pièces s'y rapportant sont mises à la disposition, sans déplacement, des membres du conseil communal dès l'envoi de l'ordre du jour.

Si le conseiller en a fait la demande par écrit, courrier ordinaire ou électronique, les pièces susmentionnées lui sont transmises par voie électronique ou courrier normal.

§ 2. Les membres du conseil communal peuvent également consulter ces pièces au secrétariat communal les lundi, mardi, mercredi et jeudi de 8h30 à 13h et de 13h30 à 16h et le vendredi de 8h30 à 12h.

Ils conviennent avec le secrétaire communal des jours et heures de leur visite.

Le secrétaire communal peut éventuellement désigner les fonctionnaires communaux pour fournir des informations techniques aux conseillers au sujet des points à l'ordre du jour.

§ 3. Le collège des bourgmestre et échevins met à la disposition de chaque membre du conseil communal une adresse de courrier électronique personnelle.

Article 15 :

Au plus tard sept jours francs avant la réunion au cours de laquelle le conseil communal est appelé à délibérer du budget, d'une modification budgétaire ou des comptes, le collège des bourgmestre et échevins remet à chaque membre du conseil communal un exemplaire du projet du budget, du projet de modification(s) budgétaire(s) ou des comptes. Le projet est communiqué tel qu'il sera soumis aux délibérations du conseil communal dans la forme prescrite et accompagnée des annexes requises pour son arrêt définitif, à l'exception, pour ce qui concerne les comptes, des pièces justificatives.

Le projet de budget et les comptes sont accompagnés d'un rapport.

Ce rapport comporte une synthèse de budget ou des comptes. En outre, le rapport qui a trait au budget définit la politique générale et financière de la commune ainsi que tous les éléments utiles d'information. Celui qui a trait aux comptes synthétise la gestion des finances communales durant l'exercice auquel ces comptes se rapportent.

Avant que le conseil communal ne délibère, le collège des bourgmestre et échevins commente le contenu du rapport.

Article 16 :

Les lieu, jour et heure et l'ordre du jour des réunions du conseil communal sont portés à la connaissance du public par voie d'affichage à la maison communale ainsi que sur le site internet de la commune dans les mêmes délais que ceux prévus pour la convocation du conseil.

Les habitants intéressés de la commune sont à leur demande et dans un délai utile, informés gratuitement de l'ordre du jour des réunions du conseil communal.

Le délai utile ne s'applique pas pour les points qui sont ajoutés à l'ordre du jour après l'envoi de la convocation.

Conseil communal du 24 mars 2015

Article 17 :

La compétence de présider les réunions du conseil communal appartient au bourgmestre ou à celui qui le remplace. Lorsque le bourgmestre n'est pas présent dans la salle de réunion à l'heure fixée par la convocation, il y a lieu de considérer qu'il est absent ou empêché, au sens de l'article 14, al. 1er, de la NLC et de faire application de cet article.

Article 18 :

La compétence d'ouvrir et de clore les réunions du conseil communal appartient au président. La compétence de clore les réunions du conseil communal comporte celle de les suspendre.

Article 19 :

Sans préjudice de l'alinéa 2, le président doit ouvrir les réunions du conseil communal à l'heure fixée par la convocation.

Si tous les membres du conseil communal sont présents le président peut ouvrir ses réunions avant l'heure fixée par la convocation.

Article 20 :

Lorsque le président a clos une réunion du conseil communal:

- a) le conseil ne peut plus délibérer valablement;
- b) la réunion ne peut pas être rouverte.

Article 21 :

Sans préjudice de l'article 90, al. 2 de la NLC, le conseil communal ne peut prendre de résolution si la majorité de ses membres en fonction n'est présente.

Article 22 :

Lorsque trente minutes après l'heure indiquée par la convocation, le conseil communal n'est pas en nombre pour délibérer, la séance n'a pas lieu.

Lorsque, au cours de la réunion du conseil communal, le président constate que la majorité de ses membres en fonction n'est plus présente, il la clôt immédiatement.

Article 23 :

La police des réunions appartient au président.

Article 24 :

Toute communication entre le public et les membres du conseil communal en séance est interdite.

Le public présent aux séances se tient en silence.

Le président peut, après en avoir donné un avertissement, faire expulser à l'instant du lieu de l'auditoire tout individu qui donnera des signes publics soit d'approbation, soit d'improbation ou excitera au tumulte de quelque manière que ce soit.

Le président peut, en outre, dresser procès-verbal à charge du contrevenant et le renvoyer devant le tribunal de police.

Article 25 :

Le président intervient:

- de façon préventive, en accordant la parole, en la retirant au membre du conseil

Conseil communal du 24 mars 2015

communal qui persiste à s'écarter du sujet, en mettant aux voix les points de l'ordre du jour;

- de façon répressive, en retirant la parole au membre du conseil communal qui trouble la sérénité de la réunion, en le rappelant à l'ordre, en l'excluant de la réunion, en suspendant celle-ci pour une heure au plus. Ce temps écoulé la séance est reprise de droit. Si le tumulte se renouvelle, il peut lever la séance.

Article 26 :

1. Plus précisément, en ce qui concerne son intervention de façon préventive, le président :
 - a) avant qu'il ne soit discuté, commente le point ou invite un échevin à le commenter ;
 - b) après qu'il ait été commenté, accorde la parole aux membres du conseil communal qui la demandent, étant entendu qu'il l'accorde selon l'ordre des demandes et, en cas de demandes simultanées, selon l'ordre du tableau dont il est question à l'article 17 de la NLC ;
 - c) a le droit de clore la discussion dès lors qu'un membre du conseil communal s'est exprimé 15 minutes sur le même sujet ;
 - d) après qu'il ait clos la discussion, circonscrit l'objet du vote et met aux voix. Il peut passer au vote s'il estime que le conseil communal est suffisamment éclairé sur la question à résoudre.

2. Les points de l'ordre du jour sont discutés dans l'ordre indiqué par celui-ci, à moins que le conseil communal n'en décide autrement.

Les membres du conseil communal ne peuvent pas demander la parole plus de deux fois à propos du même point de l'ordre du jour, sauf si le président en décide autrement.

Tout intervenant dispose d'un temps de parole limité à 10 minutes. Sa réplique éventuelle ne pourra dépasser 5 minutes. Les interventions éventuelles sur l'objet de l'interpellation ne peuvent également dépasser 5 minutes.

Article 27:

Entre autres, sont considérés comme troublant la sérénité de la réunion du conseil communal, ses membres:

- qui prennent la parole sans que le président la leur ait accordée;
- qui conservent la parole alors que le président la leur a retirée;
- qui interrompent un autre membre du conseil pendant qu'il a la parole;
- qui expriment leur opinion sans modération;
- qui troublent l'ordre d'une façon quelconque ou qui oublient le respect et la considération qu'ils doivent au conseil communal.

Tout membre du conseil communal qui a été rappelé à l'ordre peut se justifier, après quoi le président décide si le rappel à l'ordre est maintenu ou retiré.

Article 28 :

Les réclamations concernant l'ordre du jour, la priorité et le renvoi au règlement ont la préférence sur la question principale et suspendent toujours la discussion de celle-ci.

La question préalable, c'est-à-dire celle tendant à faire déclarer qu'il n'y a pas lieu à délibérer, la question d'ajournement, c'est-à-dire celle ayant pour objet de suspendre la délibération pendant un temps déterminé et les amendements sont mis aux voix avant la proposition principale.

Pour qu'un amendement soit mis aux voix, il faut qu'il soit formulé par écrit.

Conseil communal du 24 mars 2015

Tout objet inscrit à l'ordre du jour peut être renvoyé par le conseil communal à l'avis des commissions ou d'une commission spéciale.

Article 29 :

La parole est toujours accordée pour un renvoi au règlement sur le point de la question, pour une motion d'ordre² ou pour répondre à un fait personnel. Néanmoins, sauf pour un renvoi au règlement, elle ne peut être accordée, qu'après que l'orateur qui a la parole ait terminé.

Article 30 :

Aucun point non inscrit à l'ordre du jour de la réunion du conseil communal ne peut être mis en discussion, sauf dans le cas d'urgence où le moindre retard pourrait occasionner du danger. L'urgence est déclarée par les deux tiers au moins des membres du conseil communal présents; leurs noms sont insérés au procès-verbal de la réunion.

Article 31 :

Les résolutions sont prises à la majorité absolue des suffrages; en cas de partage, la proposition est rejetée. Pour la détermination du nombre des votes n'interviennent pas les abstentions et, en cas de scrutin secret, les bulletins de vote nuls. En cas de scrutin secret, un bulletin de vote est nul lorsqu'il comporte une indication permettant d'identifier le membre du conseil communal qui l'a déposé.

Article 32 :

En cas de nomination ou de présentation de candidats, si la majorité absolue n'est pas obtenue au premier tour du scrutin, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les deux candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix. A cet effet, le président dresse une liste sur laquelle apparaissent uniquement les noms de ces deux candidats. Les suffrages ne peuvent être donnés qu'à un des deux candidats portés sur cette liste. La nomination ou la présentation a lieu à la majorité des voix. En cas de parité des voix, le plus âgé des candidats est préféré.

Article 33 :

Sans préjudice de l'article 34, le vote est public.

Article 34 :

Les présentations de candidats, les nominations aux emplois, les mises en disponibilité, les suspensions préventives dans l'intérêt du service et les sanctions disciplinaires font l'objet d'un scrutin secret.

Article 35 :

Lorsque le vote est public, les membres du conseil communal votent à haute voix à l'appel de leur nom.

Article 36 :

Au début de chaque réunion du conseil communal, en vue des votes publics, le

² Motion qui a pour objet particulier l'ordre de la délibération lorsque plusieurs propositions se trouvent en même temps en discussion et qu'il faut déterminer celle qui doit avoir priorité.

Conseil communal du 24 mars 2015

président tire au sort le nom du membre du conseil communal qui votera le premier.

Les membres dont les noms suivent sur le tableau dressé par ordre alphabétique votent ensuite, puis ceux dont les noms précèdent.

Le président vote le dernier.

Si le membre du conseil communal dont le nom a été tiré au sort est absent au moment d'un vote, le membre du conseil communal dont le nom suit au tableau alphabétique, votera le premier, s'il est présent.

Article 37 :

Les votes sont recensés par le président et le secrétaire communal. Après le vote le président proclame le résultat de celui-ci.

Article 38 :

Tout membre qui s'abstient de voter peut faire connaître les motifs de son abstention. Il en est fait mention au procès-verbal.

Le procès-verbal indique pour chaque membre du conseil communal, s'il a voté en faveur de la proposition, s'il a voté contre celle-ci ou s'il s'est abstenu.

Article 39 :

En cas de scrutin secret:

- a) le secret du vote est assuré par l'utilisation de bulletins de vote préparés;
- b) pour le vote et le dépouillement, le bureau est composé du président et des deux membres du conseil communal les plus jeunes;
- c) avant qu'il ne soit procédé au dépouillement, les bulletins de vote sont comptés; si leur nombre ne coïncide pas avec celui des membres du conseil communal ayant pris part au vote, les bulletins de vote sont annulés et les membres du conseil communal sont invités à voter une nouvelle fois;
- d) tout membre du conseil communal est autorisé à vérifier la régularité du dépouillement.

Article 40 :

Après chaque scrutin secret, le président proclame le résultat de celui-ci.

Article 41 :

Le procès-verbal des réunions du conseil communal reprend, dans l'ordre chronologique tous les objets mis en discussion ainsi que la suite réservée à tous les points pour lesquels le conseil communal n'a pas pris de décision. De même, il reproduit clairement toutes les décisions.

Article 42 :

Il est donné lecture, à l'ouverture des réunions du conseil communal du résumé des résolutions prises lors de la réunion précédente.

Le procès-verbal de la réunion précédente est mis à la disposition des membres du conseil communal sept jours francs avant la réunion du conseil communal.

Article 43 :

Tout membre du conseil communal a le droit, de faire des observations sur la rédaction du procès-verbal de la réunion précédente.

Ces observations doivent être faites immédiatement après la lecture du résumé des résolutions.

Conseil communal du 24 mars 2015

Si ces observations sont adoptées, le secrétaire est chargé de présenter, séance tenante ou au plus tard à la séance suivante, un nouveau texte conforme à la décision du conseil.

Si aucune remarque n'est formulée, le procès-verbal de la réunion précédente est considéré comme adopté et signé par le président et le secrétaire.

Chaque fois que le conseil communal le juge utile, le procès-verbal est rédigé séance tenante, en tout ou en partie, et signé par les membres du conseil communal présents.

CHAPITRE DEUX - Des commissions et des commissions spéciales

Article 44 :

Il est créé au sein du conseil communal au moins autant de commissions que le collège des bourgmestre et échevins compte de membres, avec un minimum de 9. Le nombre de commissions peut toutefois être augmenté par décision du conseil communal, si l'étendue et la variété des attributions des membres du collège des bourgmestre et échevins, le justifie. En aucun cas, ce nombre ne peut dépasser 12. Les commissions sont composées de 11 membres du conseil communal.

Article 45 :

Les commissions sont présidées, chacune, par un membre du conseil communal. Le président et les autres membres desdites commissions sont nommés par le conseil communal, étant entendu:

- a) que, commission par commission, les mandats de membre de celle-ci sont répartis proportionnellement entre les groupes qui composent le conseil communal;
- b) que, en vue de la nomination par le conseil communal, des membres de chaque commission, les groupes présentent, chacun, leurs candidats, commission par commission; le nombre de candidats présentés par chaque groupe est égal à celui des mandats auxquels il a droit;
- c) que les actes de présentation signés par la majorité des membres du conseil communal formant le groupe qui effectue la présentation, sont déposés entre les mains du secrétaire communal, au plus tard cinq jours avant la réunion à l'ordre du jour de laquelle figure la nomination des membres des commissions.

Le secrétaire communal délivrera, sur minute, un accusé de réception des actes de présentation.

- d) que tout membre du conseil communal a le droit d'assister aux séances des commissions dont il ne fait pas partie, mais sans voix délibérative.

Le secrétariat des commissions est assuré par le secrétaire communal ou par le fonctionnaire communal désigné par lui.

Il est dressé procès-verbal de chaque séance d'une commission. Le procès-verbal est transcrit dans un registre ad hoc. Il est signé par le secrétaire et le président. Il mentionne le nom des membres ayant pris part aux discussions.

La présence à la commission des membres du collège des bourgmestre et échevins concernés est la règle.

Conseil communal du 24 mars 2015

Article 46 :

Les commissions sont convoquées par le collège des bourgmestre et échevins lorsque l'examen des affaires soumises aux délibérations du conseil communal le justifie ou à la demande du président de la commission.

La convocation pour les commissions convoquées par le collège des bourgmestre et échevins est jointe à la convocation pour la réunion du conseil communal.

Dans les autres cas, les commissions sont convoquées à la diligence du secrétaire communal ou du secrétaire de la commission, à la demande du président de la commission.

L'ordre du jour peut comporter toute autre question entrant dans l'attribution de la commission concernée.

A la demande d'au moins la moitié des membres, le président est tenu de convoquer la commission dans un délai de 5 jours francs.

Les commissions sont convoquées à l'initiative du collège des bourgmestre et échevins au moins quatre fois par année calendrier.

Si elles se tiennent le même jour qu'une réunion du conseil communal, elles seront convoquées au plus tard une heure avant l'ouverture de la séance du conseil communal.

Article 47 :

Les réunions des commissions ne sont pas publiques. Leur non-publicité ne fait pas obstacle à ce qu'elles entendent des experts ou des fonctionnaires communaux. Les commissions forment leurs avis, quel que soit le nombre de leurs membres présents, à la majorité des suffrages.

Article 48 :

Le conseil communal se réunit d'office en commissions réunies pour l'examen du projet du budget, des propositions de modifications budgétaires et pour l'examen des comptes, de même que pour l'examen des questions de nature complexe ou intéressant plusieurs commissions.

Dans pareil cas, l'ordre du jour comprend l'ensemble des points soumis au conseil communal.

Les commissions réunies sont convoquées par le collège des bourgmestre et échevins.

Article 49 :

Indépendamment des commissions, il peut être créé des commissions spéciales si le conseil communal le juge nécessaire.

Le mode de nomination des membres composant ces commissions spéciales fait l'objet d'une délibération spéciale pour chaque cas.

CHAPITRE TROIS – Des droits des conseillers communaux.

Article 50 :

Les conseillers communaux ont le droit de poser au collège des bourgmestre et échevins des questions écrites et orales concernant tout objet que la commune est

Conseil communal du 24 mars 2015

appelée à connaître.

Le texte de ces questions peut être transmis à la commune par courrier, par télécopie, par courrier électronique ou par dépôt au secrétariat communal. Les questions écrites sont transmises à tout moment. Les questions orales sont communiquées au plus tard deux jours ouvrables avant la réunion du conseil communal. Le collège des bourgmestre et échevins a la possibilité de déroger au délai prévu pour le dépôt des questions orales pour les questions jugées d'actualité.

Les questions écrites et orales visées au premier paragraphe et les réponses qui y sont apportées sont mises en ligne sur le site internet de la commune.

Article 51 :

Il est répondu oralement aux questions orales lors de la séance du conseil communal.

Il est répondu aux questions écrites dans le mois de leur réception par le bourgmestre ou celui qui le remplace.

Il est répondu aux questions orales dans l'ordre de leur arrivée.

Les questions qui n'ont pas été abordées seront automatiquement reportées à la séance suivante, sauf si le conseiller communal qui a exercé le droit de poser des questions en décide autrement.

Article 52 :

Lors de chaque réunion du conseil communal, une fois terminé l'examen des points inscrits à l'ordre du jour de la séance publique, le président accorde la parole aux membres du conseil communal qui la demandent afin de poser des questions orales au collège des bourgmestre et échevins, étant entendu qu'il l'accorde selon l'ordre des demandes et, en cas de demandes simultanées, selon l'ordre du tableau dont il est question à l'article 17 de la NLC.

Il est répondu aux questions orales lors de la prochaine réunion du conseil communal, sans que le conseiller communal ne repose sa question, avant que le président accorde la parole afin que, le cas échéant, de nouvelles questions orales soient posées.

Les réponses des membres du collège des bourgmestre et échevins ne sont suivies d'aucune discussion.

Article 53 :

En application de l'article 84 de la NLC, aucun acte, aucune pièce concernant l'administration de la commune ne peut être soustrait à l'examen des membres du conseil communal.

Ne tombent pas sous l'application de l'article susmentionné de la NLC :

- les actes et registres de l'Etat-civil et la correspondance entretenue par l'officier de l'Etat-civil à ce sujet;
- les registres de la population;
- les documents relatifs au recensement de la population;
- les listes des personnes inscrites au registre des électeurs;
- les listes de milice;

Peuvent être consultés, sans demande écrite préalable, aux jours et heures mentionnés à l'article 14, al. 2 du présent règlement:

- 1) les budgets, pour les exercices antérieurs, de la commune;

Conseil communal du 24 mars 2015

- 2) les comptes pour les exercices antérieurs, de la commune et des associations intercommunales dont la commune est membre;
- 3) les rapports annuels, pour les exercices antérieurs, de la commune et des associations intercommunales dont la commune est membre;
- 4) les procès-verbaux approuvés des réunions du conseil communal;
- 5) les procès-verbaux approuvés des réunions du collège des bourgmestre et échevins, à l'exception des passages sur lesquels ne porte pas le droit de consultation des pièces reconnu aux membres du conseil communal;
- 6) les avis émis par les conseils consultatifs communaux;
- 7) les règlements de subsides, les ordonnances de police, les règlements de taxe et de redevance adoptés par le conseil communal ;
- 8) le registre des entrées et des sorties.

En ce qui concerne tous les actes et pièces autres que ceux visés ci-dessus et l'article 14 du présent règlement et qui ont trait à l'administration de la commune, les conseillers communaux ont le droit de les consulter aux jours et heures mentionnés à l'article 14, al. 2 du présent règlement.

Les conseillers communaux informent, par écrit ou verbalement, le secrétaire communal des pièces et actes qu'ils désirent consulter, au moins trois jours francs avant la consultation.

Après s'être éventuellement assuré auprès du collège des bourgmestre et échevins que la demande concerne bien l'administration de la commune, le secrétaire communal prend les dispositions voulues pour assurer la consultation des actes et/ou pièces concernés par le conseiller communal dans le délai voulu.

Le membre du conseil communal qui durant la semaine suivant la date à laquelle il a été avisé de ce que les actes et pièces visés ci-dessus étaient à la disposition n'est pas venu consulter ceux-ci est considéré comme ne souhaitant plus les consulter.

S'il échet le secrétaire communal informe au plus tard le troisième jour franc qui suit la demande, le conseiller communal concerné que sa demande de consultation a été jugée irrecevable par le collège des bourgmestre et échevins. Cette décision doit être motivée.

Article 54 :

Les membres du conseil communal ont le droit d'obtenir copie des actes et des pièces dont il est question à l'article 53.

En vue de cette obtention, les membres du conseil communal remplissent un formulaire de demande qui leur est fournie sur simple demande par le secrétaire communal et qu'ils font parvenir au secrétaire communal ou à celui qui le remplace.

Article 55 :

Les membres du conseil communal ont le droit de visiter les établissements et les services communaux accompagnés d'un membre du collège des bourgmestre et échevins ou de son délégué.

Les membres du conseil communal désireux de visiter les établissements et les services communaux conviennent avec le membre du collège des bourgmestre et échevins concerné des jour et heure de leur visite.

Article 56 :

Durant leur visite les membres du conseil communal sont tenus de se comporter d'une manière passive et sereine et dans le respect des règles établies par les

Conseil communal du 24 mars 2015

établissements visités.

CHAPITRE QUATRE - Jetons de présence

Article 57 :

Il est alloué, par le conseil communal, à chaque conseiller communal un jeton de présence pour chacune des réunions du conseil et des commissions, dont il est membre, auxquelles il participe et dont la présence est constatée, en ce compris les cas visés à l'article 22 de ce règlement.

Article 58 :

Les présences aux réunions du conseil communal et des commissions sont constatées par une liste établie par le secrétaire communal et signée par le président.

Les présences aux réunions des commissions et/ou les commissions spéciales sont constatées par le secrétaire de la commission ou de la commission spéciale (ou le secrétaire communal) et signées par leur président.

CHAPITRE CINQ - Mandats

Article 59 :

Les présentations de candidatures aux mandats dans les intercommunales et dans les autres personnes morales dont la commune est membre sont déposés entre les mains du secrétaire communal par le chef du groupe qui effectue la présentation, au plus tard cinq jours francs avant la réunion à l'ordre du jour de laquelle figure la nomination des représentants de la commune auprès des intercommunales et personnes morales en question.

Le secrétaire communal délivrera, sur minute, un accusé de réception des actes de présentation.

Les représentants du conseil communal dans les intercommunales, qui exercent une fonction d'administrateur, doivent fournir au conseil communal un rapport annuel relatif à la gestion de l'intercommunale concernée ainsi que sur leur propre activité au sein de l'intercommunale.

CHAPITRE SIX – Droit d'interpellation des habitants

Article 60 :

20 personnes, domiciliés dans la commune, âgées de 16 ans au moins, peuvent introduire auprès du conseil communal une demande d'interpellation à l'attention du collège.

Conseil communal du 24 mars 2015

Article 61 :

L'interpellation devra être relative à un sujet d'intérêt communal, ne pas revêtir un intérêt exclusivement particulier et être rédigé en français ou en néerlandais.

Article 62 :

La liste des demandes d'interpellation est communiquée aux membres du conseil communal avant chaque séance.

Article 63 :

Le collège des bourgmestre et échevins met l'interpellation à l'ordre du jour de la prochaine séance dans l'ordre chronologique de réception des demandes, étant entendu que trois interpellations au maximum peuvent être inscrites à l'ordre du jour d'une même séance.

Article 64 :

L'acceptation des interventions est décidée par le collège des bourgmestre et échevins au cours de la séance de fixation de l'ordre du jour du conseil communal. Le choix des interpellations se fera uniquement en fonction de la date de réception sauf si le cas exposé nécessite le bénéfice de l'urgence. Est irrecevable, l'interpellation relative à une matière qui relève des séances à huis clos, qui figure déjà à l'ordre du jour du conseil, qui a déjà fait l'objet d'une interpellation au cours des derniers trois mois ou qui ne respecte pas les droits de l'homme ou revêt un caractère raciste ou xénophobe.

Article 65 :

Lorsqu'une demande est retenue, les interpellants seront avisés par écrit cinq jours francs avant la séance du conseil communal.

Article 66 :

L'exposé de l'interpellation a lieu avant l'ouverture de la séance publique du conseil communal. Le bourgmestre ou le membre du collège ayant ce point dans ses attributions répond à l'interpellation séance tenante. Le débat (questions/réponses) qui s'en suit ne pourra dépasser 20 minutes (10 minutes pour chacune des parties).

Article 67 :

La problématique soulevée par l'interpellant sera automatiquement soumise à l'ordre du jour du premier conseil qui suivra l'interpellation.

Article 68 :

Dans chaque bulletin d'information communal un espace de maximum 2200 signes est réservé aux listes ou formations politiques représentées au conseil communal n'appartenant pas à la majorité afin de s'exprimer. Les articles de la tribune politique se doivent par ailleurs de respecter la législation en matière de presse et ne peuvent porter atteinte à l'ordre public ou aux bonnes moeurs, aux libertés démocratiques et/ou contrevenir aux lois et réglementations en vigueur. Sont notamment illicites les propos racistes, antisémites, sexistes, diffamatoires ou injurieux, reproduisant des échanges privés, ou utilisant des oeuvres protégées par les droits d'auteur. Tous propos jugés non conformes à la législation et/ou au présent règlement entraîneront la non publication de l'article.

+++++

Artikel 2.

Algemene zaken - Reglement van orde van de gemeenteraad - Wijziging.

De heer Hacken bedankt de leden van het schepencollege omdat ze naar de constructieve opmerkingen van de oppositie hebben geluisterd en dat ze het reglement hebben aangepast. Hij zegt dat er echter op een punt onduidelijkheid bestaat : Zijn de 2200 tekens voorbehouden voor elke lijst of moeten de drie lijsten van de oppositie deze oppervlakte onderling verdelen?

De heer Loewenstein antwoordt dat deze oppervlakte voor elke groep apart is gereserveerd, dus per uitgave komt er een andere groep aan de beurt om de oppervlakte te benutten.

DE RAAD,

Gelet op de ordonnantie van 27 februari 2014 (BS 02-04-2014) tot wijziging van de nieuwe gemeentewet en in het bijzonder artikelen 14 (betreffende de prerogatieven van de gemeenteraadsleden), 15 (betreffende de oproeping van de gemeenteraadsleden) en 16 (betreffende de vertegenwoordigers van de gemeenteraad in de intercommunales) ;

Gelet op artikelen 84 § 1, 84 bis § 1, 84 ter, 87 en 96 bis van de nieuwe gemeentewet ;

Overwegende dat het aangewezen is om het reglement van orde van de gemeenteraad te wijzigen ;

BESLIST :

Het reglement van orde van de gemeenteraad als volgt te wijzigen :

oud artikel 7 :

Elk lid van de gemeenteraad mag vragen dat één of meer bijkomende punten worden ingeschreven op de agenda, met dien verstande dat :

- a) elk voorstel dat niet op de agenda voorkomt uiterlijk vijf vrije dagen vóór de vergadering moet overhandigd worden aan de burgemeester of aan degene die hem vervangt;

Conseil communal du 24 mars 2015

- b) het moet vergezeld zijn van een verklarende nota of van elk document dat de gemeenteraad kan voorlichten;
- c) het verboden is aan een lid van het college van burgemeester en schepenen om van deze mogelijkheid gebruik te maken.

De burgemeester of, degene die hem vervangt, deelt de aanvullende punten onverwijld mee aan de leden van de gemeenteraad.

Bij de bespreking van een aanvullend punt kan dit laatste slechts aanleiding geven tot een stemming van de gemeenteraad als het schriftelijk onder de vorm van een beraadslaging wordt voorgesteld.

NIEUW ARTIKEL 7 :

§1. Elk lid van de gemeenteraad mag vragen dat één of meer bijkomende punten worden ingeschreven op de agenda, met dien verstande dat :

- a) elk voorstel dat niet op de agenda voorkomt uiterlijk vijf vrije dagen vóór de vergadering moet overhandigd worden aan de burgemeester of aan degene die hem vervangt ;
- b) het moet vergezeld zijn van een verklarende nota of van elk document dat de gemeenteraad kan voorlichten ;
- c) het verboden is aan een lid van het college van burgemeester en schepenen om van deze mogelijkheid gebruik te maken.

De burgemeester of, degene die hem vervangt, deelt de aanvullende punten onverwijld mee aan de leden van de gemeenteraad.

Bij de bespreking van een aanvullend punt kan dit laatste slechts aanleiding geven tot een stemming van de gemeenteraad als het schriftelijk onder de vorm van een beraadslaging wordt voorgesteld.

De interpellaties bedoeld in het huidige artikel en de antwoorden daarop worden bekendgemaakt op de website van de gemeente.

OUD ARTIKEL 11 :

Wanneer de vergadering van de gemeenteraad niet openbaar is, mogen slechts aanwezig zijn :

- de leden van de raad;
- de secretaris;
- en, indien nodig, personen die een beroepsactiviteit uitoefenen of die de gemeenteraad zou wensen te horen.

NIEUW ARTIKEL 11 :

Wanneer de vergadering van de gemeenteraad niet openbaar is, mogen slechts aanwezig zijn :

- de leden van de raad ;
- de secretaris ;
- en, indien nodig, personen die een beroepsactiviteit uitoefenen en elke persoon die de gemeenteraad zou wensen te horen.

OUD ARTIKEL 12 :

Uitgezonderd in tuchtzaken kan de besloten vergadering slechts plaatsvinden na de openbare vergadering.
als tijdens de openbare vergadering blijkt dat de behandeling van een punt in besloten vergadering moet worden voorgezet, kan de openbare vergadering, enkel met dit doel, worden onderbroken.

NIEUW ARTIKEL 12 :

Uitgezonderd in tuchtzaken kan de besloten vergadering slechts plaatsvinden na de openbare vergadering.
Als tijdens de openbare vergadering blijkt dat de behandeling van een punt in besloten vergadering moet worden voorgezet, kan de openbare vergadering, enkel met dit doel, worden onderbroken.

OUD ARTIKEL 13 :

Behalve in spoedeisende gevallen, geschiedt de oproeping voor de gemeenteraad, die op duidelijke wijze de agendapunten aanduidt, schriftelijk en aan huis, ten minste zeven vrije dagen voor de dag van de vergadering.
Deze termijn wordt teruggebracht tot twee vrije dagen voor de toepassing van art. 90, 3^{de} lid van de nieuwe gemeentewet.

NIEUW ARTIKEL 13 :

*Behalve in spoedeisende gevallen, geschiedt de oproeping per brief, via een bezorger aan huis, per fax of per elektronische post, ten minste zeven vrije dagen vóór de dag van de vergadering; zij vermeldt de agenda.
Deze termijn wordt evenwel tot twee vrije dagen teruggebracht voor de toepassing van artikel 90, 3^{de} lid van de NGW.*

De agendapunten dienen voldoende duidelijk omschreven te zijn en worden, voor de punten die dat vereisen, vergezeld van een verklarende synthesesnota.

OUD ARTIKEL 14 :

Zonder afbreuk te doen aan artikel 15, worden voor elk agendapunt van de gemeenteraad, alle stukken die er op betrekking hebben ter plaatse ter inzage gelegd van de leden van de gemeenteraad vanaf het verzenden van de agenda.

De leden van de gemeenteraad kunnen deze stukken raadplegen op het gemeentesecretariaat op maandag, dinsdag, woensdag en donderdag van 8u30 tot 13u en van 13u30 tot 16u en vrijdag van 8u30 tot 12u.

Zij komen met de gemeentesecretaris de dag en het uur van hun bezoek overeen.

De gemeentesecretaris kan eventueel de gemeentelijke ambtenaren aanduiden om aan de gemeenteraadsleden technische inlichtingen te verschaffen m.b.t. de punten op de agenda van de raad.

NIEUW ARTIKEL 14 :

§ 1. Zonder afbreuk te doen aan artikel 15, worden voor elk agendapunt van de gemeenteraad, alle stukken die er op betrekking hebben ter plaatse ter inzage gelegd van de leden van de gemeenteraad vanaf het verzenden van de agenda.

Indien het raadslid daartoe schriftelijk heeft verzocht, via gewone of elektronische post, worden voormelde stukken hem per elektronische of normale post toegezonden.

§ 2. De leden van de gemeenteraad kunnen deze stukken tevens raadplegen op het gemeentesecretariaat op maandag, dinsdag, woensdag en donderdag van 8u30 tot 13u en van 13u30 tot 16u en vrijdag van 8u30 tot 12u.

Zij komen met de gemeentesecretaris de dag en het uur van hun bezoek overeen.

De gemeentesecretaris kan eventueel de gemeentelijke ambtenaren aanduiden om aan de gemeenteraadsleden technische inlichtingen te verschaffen m.b.t. de punten op de agenda van de raad.

§ 3. *Het college van burgemeester en schepenen stelt een persoonlijk elektronisch adres ter beschikking van elk lid van de gemeenteraad.*

OUD ARTIKEL 15 :

Uiterlijk zeven vrije dagen voor de vergadering gedurende dewelke de gemeenteraad dient te beraadslagen over de begroting, een begrotingswijziging of de rekeningen, doet het college van burgemeester en schepenen aan elk gemeenteraadslid een exemplaar toekomen van het ontwerp van begroting, van het ontwerp van begrotingswijziging of van de rekeningen.

Het ontwerp wordt overgemaakt zoals het zal onderworpen worden aan de beraadslaging van de raad, in de voorgeschreven vorm en vergezeld van de bijlagen die vereist zijn voor de definitieve vaststelling, met uitzondering van de bewijsstukken, wat de rekeningen betreft.

Het ontwerp van de begroting en de rekeningen zijn vergezeld van een verslag.

Dit verslag bevat een synthese van de begroting of van de rekeningen. Bovendien geeft het verslag dat betrekking heeft op de begroting, het algemeen en financieel beleid van de gemeente weer evenals alle nuttige informatiegegevens.

Het verslag dat betrekking heeft op de rekeningen geeft een overzicht van het beheer van de gemeentefinanciën gedurende het dienstjaar waarop die rekeningen betrekking hebben.

Vooraleer de gemeenteraad beraadslaagt, geeft het college van burgemeester en schepenen toelichting bij de inhoud van het verslag.

NIEUW ARTIKEL 15 :

Uiterlijk zeven vrije dagen voor de vergadering gedurende dewelke de gemeenteraad dient te beraadslagen over de begroting, een begrotingswijziging of de rekeningen, doet het college van burgemeester en schepenen aan elk gemeenteraadslid een exemplaar toekomen van het ontwerp van begroting, van het ontwerp van begrotingswijziging of van de rekeningen.

Het ontwerp wordt overgezonden zoals het zal onderworpen worden aan de beraadslaging van de raad, in de voorgeschreven vorm en vergezeld van de bijlagen die vereist zijn voor de definitieve vaststelling, met uitzondering van de bewijsstukken, wat de rekeningen betreft.

Het ontwerp van de begroting en de rekeningen zijn vergezeld van een verslag.

Conseil communal du 24 mars 2015

Dit verslag bevat een synthese van de begroting of van de rekeningen. Bovendien geeft het verslag dat betrekking heeft op de begroting, het algemeen en financieel beleid van de gemeente weer evenals alle nuttige informatiegegevens.

Het verslag dat betrekking heeft op de rekeningen geeft een overzicht van het beheer van de gemeentefinanciën gedurende het dienstjaar waarop die rekeningen betrekking hebben.

Vooraleer de gemeenteraad beraadslaagt, geeft het college van burgemeester en schepenen toelichting bij de inhoud van het verslag.

OUD ARTIKEL 16 :

Plaats, dag, tijdstip en agenda van de vergaderingen van de gemeenteraad worden ter kennis gebracht van het publiek door aanplakking aan het gemeentehuis, binnen dezelfde termijnen als die voorzien voor de bijeenroeping van de gemeenteraad.

De belangstellende inwoners van de gemeente worden, op hun verzoek en binnen een nuttige termijn, gratis op de hoogte gesteld van de agenda van de gemeenteraad. De nuttige termijn is niet van toepassing voor de aanvullende agendapunten die worden ingediend na het verzenden van de oproeping.

NIEUW ARTIKEL 16 :

Plaats, dag, tijdstip en agenda van de vergaderingen van de gemeenteraad worden ter kennis gebracht van het publiek door aanplakking aan het gemeentehuis alsook op de website van de gemeente, binnen dezelfde termijnen als die voorzien voor de bijeenroeping van de gemeenteraad.

De belangstellende inwoners van de gemeente worden, op hun verzoek en binnen een nuttige termijn, gratis op de hoogte gesteld van de agenda van de gemeenteraad. De nuttige termijn is niet van toepassing voor de aanvullende agendapunten die worden ingediend na het verzenden van de oproeping.

OUD ARTIKEL 17 :

De burgemeester of degene die hem vervangt zit de vergaderingen van de gemeenteraad voor. Is de burgemeester niet in de zaal aanwezig op het in de oproeping vastgestelde uur, dan moet worden aangenomen dat hij afwezig of verhinderd is in de zin van artikel 14, 1^{ste} lid van de NGW en moet toepassing gemaakt worden van dit artikel.

NIEUW ARTIKEL 17 :

De burgemeester of degene die hem vervangt zit de vergaderingen van de gemeenteraad voor. Is de burgemeester niet in de zaal aanwezig op het in de oproeping vastgestelde uur, dan moet worden aangenomen dat hij afwezig of verhinderd is in de zin van artikel 14, 1^{ste} lid, van de NGW en moet toepassing gemaakt worden van dit artikel.

OUD ARTIKEL 20 :

Wanneer de voorzitter een vergadering van de gemeenteraad heeft gesloten :

- a) kan de raad niet meer geldig beraadslagen ;
- b) kan de vergadering niet meer heropend worden.

NIEUW ARTIKEL 20 :

Wanneer de voorzitter een vergadering van de gemeenteraad heeft gesloten :

- a) kan de raad niet meer geldig beraadslagen ;
- b) kan de vergadering niet meer heropend worden.

OUD ARTIKEL 24 :

Elke woordenwisseling tussen het publiek en de leden van de raad tijdens de zitting is verboden.

Het publiek dat de zittingen bijwoont, blijft zwijgzaam; het is verboden te roken in de zaal. De voorzitter kan, na een voorafgaande waarschuwing elk individu dat blijken van goed- of afkeuring geeft of op om het even welke manier tumult veroorzaakt, onverwijld doen verwijderen uit de zaal.

Bovendien kan hij proces-verbaal laten opstellen ten laste van de overtreder en deze laatste verwijzen naar de politierechtbank.

NIEUW ARTIKEL 24 :

Elke woordenwisseling tussen het publiek en de leden van de raad tijdens de zitting is verboden.

Het publiek dat de zittingen bijwoont, blijft zwijgzaam.

De voorzitter kan, na een voorafgaande waarschuwing, elk individu dat blijken van goed- of afkeuring geeft of op om het even welke manier tumult veroorzaakt, onverwijld doen verwijderen uit de zaal.

Bovendien kan hij proces-verbaal laten opstellen ten laste van de overtreder en deze laatste verwijzen naar de politierechtbank.

OUD ARTIKEL 26 :

1. Meer bepaald wat betreft zijn preventieve tussenkomst:

- a) geeft de voorzitter toelichting bij een agendapunt of verzoekt hij een schepen dit te doen, vooraleer er over beraadslaagd wordt;
- b) verleent hij, na de toelichting te hebben verstrekt, het woord aan de leden van de raad die erom verzoeken, waarbij hij de volgorde van de vragen eerbiedigt en, ingeval van gelijktijdige aanvragen, de rangorde waarvan sprake in artikel 17 van de NGW volgt;
- c) heeft hij het recht de bespreking te beëindigen wanneer een lid van de gemeenteraad gedurende 15 minuten het woord heeft gevoerd over hetzelfde onderwerp.
- d) omschrijft hij het voorwerp van de stemming en gaat over tot de stemming, nadat hij de discussie heeft gesloten. Hij gaat over tot de stemming als hij van oordeel is dat de gemeenteraad voldoende werd ingelicht over de op te lossen vraag.

2. De agendapunten worden besproken in de volgorde bepaald door de agenda, behalve als de gemeenteraad er anders over beslist.

Geen lid van de raad mag meer dan tweemaal het woord nemen over hetzelfde onderwerp, tenzij de voorzitter er anders over beslist.

Elke intervenant beschikt over een spreekduur van 10 minuten. Zijn eventuele repliek mag ten hoogste 5 minuten duren. De eventuele tussenkomsten m.b.t. het voorwerp van een interpellatie mogen evenmin langer zijn dan 5 minuten.

NIEUW ARTIKEL 26 :

1. Meer bepaald wat betreft zijn preventieve tussenkomst:
 - a) geeft de voorzitter toelichting bij een agendapunt of verzoekt hij een schepen dit te doen, vooraleer er over beraadslaagd wordt;
 - b) verleent hij, na de toelichting te hebben verstrekt, het woord aan de leden van de raad die erom verzoeken, waarbij hij de volgorde van de vragen eerbiedigt en, ingeval van gelijktijdige aanvragen, de rangorde waarvan sprake in artikel 17 van de NGW volgt;
 - c) heeft hij het recht de bespreking te beëindigen wanneer een lid van de gemeenteraad gedurende 15 minuten het woord heeft gevoerd over hetzelfde onderwerp.
 - d) omschrijft hij het voorwerp van de stemming en gaat over tot de stemming, nadat hij de discussie heeft gesloten. Hij gaat over tot de stemming als hij van oordeel is dat de gemeenteraad voldoende werd ingelicht over de op te lossen vraag.
2. De agendapunten worden besproken in de volgorde bepaald door de agenda, behalve als de gemeenteraad er anders over beslist.

Geen lid van de raad mag meer dan tweemaal het woord nemen over hetzelfde onderwerp, tenzij de voorzitter er anders over beslist.

Elke intervenant beschikt over een spreekduur van 10 minuten. Zijn eventuele repliek mag ten hoogste 5 minuten duren. De eventuele tussenkomsten m.b.t. het voorwerp van een interpellatie mogen evenmin langer zijn dan 5 minuten.

OUD ARTIKEL 29 :

Het woord wordt altijd verleend voor een verwijzing naar het reglement aangaande de stand van de kwestie, voor een ordemotie (1) of om te antwoorden over een persoonlijke zaak. Niettemin mag, behoudens voor een verwijzing naar het reglement, het woord slechts verleend worden wanneer de spreker, die het woord heeft, zijn tussenkomst heeft beëindigd.

NIEUW ARTIKEL 29 :

Het woord wordt altijd verleend voor een verwijzing naar het reglement aangaande de stand van de kwestie, voor een ordemotie³ of om te antwoorden over een persoonlijke zaak. Niettemin mag, behoudens voor een verwijzing naar het reglement, het woord slechts verleend worden wanneer de spreker, die het woord heeft, zijn tussenkomst heeft beëindigd.

OUD ARTIKEL 32 :

Ingeval bij de benoeming of de voordracht van kandidaten de volstreekte meerderheid niet is verkregen bij de eerste stemming, heeft herstemming plaats over de twee kandidaten die de meeste stemmen hebben behaald.
Te dien einde maakt de voorzitter een lijst op waarop alleen de naam van die twee kandidaten voorkomt.

³ Motie die de orde van de beraadslaging als bijzonder doel heeft, wanneer meerdere voorstellen terzelfder tijd in bespreking zijn en wanneer er moet bepaald worden welk voorstel de voorrang moet hebben.

Conseil communal du 24 mars 2015

De stemmen kunnen slechts worden gegeven aan één van beide kandidaten die op de lijst voorkomen. De benoeming of voordracht gebeurt bij meerderheid van stemmen. Bij staking van stemmen heeft de oudste kandidaat de voorkeur.

NIEUW ARTIKEL 32 :

Ingeval bij de benoeming of de voordracht van kandidaten de volstrekte meerderheid niet is verkregen bij de eerste stemming, heeft herstemming plaats over de twee kandidaten die de meeste stemmen hebben behaald.

Te dien einde maakt de voorzitter een lijst op waarop alleen de naam van die twee kandidaten voorkomt.

De stemmen kunnen slechts worden gegeven aan één van beide kandidaten die op de lijst voorkomen. De benoeming of voordracht gebeurt bij meerderheid van stemmen. Bij staking van stemmen heeft de oudste kandidaat de voorkeur.

OUD ARTIKEL 38 :

Elk lid dat zich bij de stemming onthoudt, kan de redenen van zijn onthouding kenbaar maken. Er wordt melding van gemaakt in de notulen.

De notulen vermelden voor elk lid van de raad of hij voor of tegen het voorstel heeft gestemd of zich onthouden heeft.

NIEUW ARTIKEL 38 :

Elk lid dat zich bij de stemming onthoudt, kan de redenen van zijn onthouding kenbaar maken. Er wordt melding van gemaakt in de notulen.

De notulen vermelden voor elk lid van de raad of hij voor het voorstel heeft gestemd, of hij ertegen heeft gestemd of zich onthouden heeft.

OUD ARTIKEL 39 :

Ingeval van geheime stemming :

- a) wordt het geheime karakter van de stemming verzekerd door het gebruik van klaargemaakte stembriefjes;
- b) is, voor de stemming en de stemopneming, het bureau samengesteld uit de voorzitter en de twee jongste raadsleden;
- c) worden de stembriefjes geteld alvorens tot de stemming over te gaan; stemt dit aantal niet overeen met het aantal raadsleden, dat aan de stemming heeft deelgenomen, dan worden de stembriefjes vernietigd en worden de leden van de raad uitgenodigd om opnieuw te stemmen;
- d) is elk raadslid gemachtigd de regelmatigheid van de stemopneming na te gaan.

NIEUW ARTIKEL 39 :

Ingeval van geheime stemming :

- a) wordt het geheime karakter van de stemming verzekerd door het gebruik van klaargemaakte stembriefjes;

Conseil communal du 24 mars 2015

- b) is, voor de stemming en de stemopneming, het bureau samengesteld uit de voorzitter en de twee jongste raadsleden; .
- c) worden de stembriefjes geteld alvorens tot de stemming over te gaan; stemt dit aantal niet overeen met het aantal raadsleden, dat aan de stemming heeft deelgenomen, dan worden de stembriefjes vernietigd en worden de leden van de raad uitgenodigd om opnieuw te stemmen;
- d) is elk raadslid gemachtigd de regelmatigheid van de stemopneming na te gaan.

OUD ARTIKEL 43 :

Elk lid van de gemeenteraad heeft het recht om opmerkingen te maken bij de redactie van de notulen van de vorige vergadering.

Deze opmerkingen moeten gemaakt worden onmiddellijk na de lezing van de samenvatting van de beslissingen.

Indien deze gegrond worden bevonden, is de secretaris gehouden, staande de vergadering of ten laatste in de eerstvolgende vergadering, een nieuwe tekst voor te leggen die in overeenstemming is met de beslissing van de raad.

Indien geen opmerkingen geformuleerd worden, worden de notulen van de vorige vergadering als goedgekeurd beschouwd en worden ze ondertekend door de voorzitter en de gemeentesecretaris.

Zo dikwijls de gemeenteraad het gewenst acht, worden de notulen staande de vergadering opgemaakt en door de aanwezige leden ondertekend.

NIEUW ARTIKEL 43 :

Elk lid van de gemeenteraad heeft het recht om opmerkingen te maken bij de redactie van de notulen van de vorige vergadering.

Deze opmerkingen moeten gemaakt worden onmiddellijk na de lezing van de samenvatting van de beslissingen.

Indien deze gegrond worden bevonden, is de secretaris gehouden, staande de vergadering of ten laatste in de eerstvolgende vergadering, een nieuwe tekst voor te leggen die in overeenstemming is met de beslissing van de raad.

Indien geen opmerkingen geformuleerd worden, worden de notulen van de vorige vergadering als goedgekeurd beschouwd en worden ze ondertekend door de voorzitter en de gemeentesecretaris.

Zo dikwijls de gemeenteraad het *nuttig* acht, worden de notulen staande de vergadering opgemaakt en door de aanwezige leden ondertekend.

OUD ARTIKEL 45 :

De commissies worden voorgezeten door een lid van de gemeenteraad.

De voorzitter en de andere leden van deze commissies worden aangesteld door de gemeenteraad, met dien verstande :

- a) dat, commissie per commissie, de ledenmandaten ervan evenredig worden verdeeld over de fracties waaruit de gemeenteraad is samengesteld;
- b) dat met het oog op de aanstelling door de gemeenteraad van de leden van elke commissie, de fracties elk hun kandidaten, commissie per commissie, voorstellen; het aantal kandidaten voorgesteld door elke fractie is gelijk aan dat van de mandaten waarop ze recht heeft;

Conseil communal du 24 mars 2015

c) dat de voordrachtsakten, ondertekend door de meerderheid van de leden van de gemeenteraad die de fractie vormen die de voordracht doet, worden neergelegd in de handen van de gemeentesecretaris, ten laatste vijf vrije dagen voor de vergadering die als agendapunt de aanstelling van de leden van de commissies heeft.

De gemeentesecretaris levert onmiddellijk een ontvangstbewijs af van de voordrachtsakten.

d) dat elk lid van de raad het recht heeft de zittingen van de commissies bij te wonen, waarvan hij geen deel uitmaakt, maar zonder beraadslagende stem.

Het secretariaat van de commissies wordt verzekerd door de gemeentesecretaris of door de ambtenaar of ambtenaren door hem aangeduid.

Er wordt proces-verbaal opgesteld van elke zitting van een commissie, het proces-verbaal wordt overgeschreven in een speciaal daartoe bestemd register; het wordt ondertekend door de secretaris en de voorzitter; het vermeldt de naam van de leden die aan de besprekingen hebben deelgenomen.

Het is de regel dat het betrokken lid van het college van burgemeester en schepenen de commissie bijwoont.

NIEUW ARTIKEL 45 :

De commissies worden voorgezeten door een lid van de gemeenteraad.

De voorzitter en de andere leden van deze commissies worden aangesteld door de gemeenteraad, met dien verstande :

a) dat, commissie per commissie, de ledenmandaten ervan evenredig worden verdeeld over de fracties waaruit de gemeenteraad is samengesteld;

b) dat met het oog op de aanstelling door de gemeenteraad van de leden van elke commissie, de fracties elk hun kandidaten, commissie per commissie, voorstellen; het aantal kandidaten voorgesteld door elke fractie is gelijk aan dat van de mandaten waarop ze recht heeft;

c) dat de voordrachtsakten, ondertekend door de meerderheid van de leden van de gemeenteraad die de fractie vormen die de voordracht doet, worden neergelegd in de handen van de gemeentesecretaris, ten laatste vijf vrije dagen voor de vergadering die als agendapunt de aanstelling van de leden van de commissies heeft.

De gemeentesecretaris levert onmiddellijk een ontvangstbewijs af van de voordrachtsakten.

d) dat elk lid van de raad het recht heeft de zittingen van de commissies bij te wonen, waarvan hij geen deel uitmaakt, maar zonder beraadslagende stem.

Het secretariaat van de commissies wordt verzekerd door de gemeentesecretaris of door de gemeentelijke ambtenaar door hem aangeduid.

Er wordt proces-verbaal opgesteld van elke zitting van een commissie. Het proces-verbaal wordt overgeschreven in een speciaal daartoe bestemd register. Het wordt ondertekend door de secretaris en de voorzitter. Het vermeldt de naam van de leden die aan de besprekingen hebben deelgenomen.

Het is de regel dat de betrokken leden van het college van burgemeester en schepenen de commissie bijwonen.

OUD ARTIKEL 46 :

De commissies worden opgeroepen door het college van burgemeester en schepenen wanneer het onderzoek van de zaken onderworpen aan de beslissing van de gemeenteraad het rechtvaardigt of op vraag van de voorzitter van de commissie.

De oproeping voor de commissies opgeroepen door het college van burgemeester en schepenen wordt gevoegd bij de oproeping voor de vergadering van de gemeenteraad.

Conseil communal du 24 mars 2015

In de andere gevallen worden de commissies opgeroepen door toedoen van de gemeentesecretaris of de secretaris van de commissie op vraag van de voorzitter van de commissie.

De dagorde mag elk ander punt bevatten dat tot de bevoegdheid van de commissie in kwestie behoort.

Op vraag van minstens de helft van de leden is de voorzitter gehouden de commissie bijeen te roepen binnen de 5 vrije dagen.

De commissies worden op initiatief van het college van burgemeester en schepenen minstens viermaal per kalenderjaar bijeengeroepen.

De vergaderingen van de commissies hebben in principe plaats op een andere dag dan deze voorzien voor een vergadering van de gemeenteraad. Als ze dezelfde dag worden gehouden, zullen ze ten minste één uur voor de aanvang van de zitting van de gemeenteraad of van een andere commissie worden opgeroepen.

NIEUW ARTIKEL 46 :

De commissies worden opgeroepen door het college van burgemeester en schepenen wanneer het onderzoek van de zaken onderworpen aan de beslissing van de gemeenteraad het rechtvaardigt of op vraag van de voorzitter van de commissie.

De oproeping voor de commissies opgeroepen door het college van burgemeester en schepenen wordt gevoegd bij de oproeping voor de vergadering van de gemeenteraad.

In de andere gevallen worden de commissies opgeroepen door toedoen van de gemeentesecretaris of de secretaris van de commissie op vraag van de voorzitter van de commissie.

De dagorde mag elk ander punt bevatten dat tot de bevoegdheid van de commissie in kwestie behoort.

Op vraag van minstens de helft van de leden is de voorzitter gehouden de commissie bijeen te roepen binnen de 5 vrije dagen.

De commissies worden op initiatief van het college van burgemeester en schepenen minstens viermaal per kalenderjaar bijeengeroepen.

Als ze dezelfde dag als een vergadering van de gemeenteraad worden gehouden, zullen ze ten minste één uur voor de aanvang van de zitting van de gemeenteraad worden opgeroepen.

OUD HOOFDSTUK DRIE :

HOOFDSTUK DRIE – HET RECHT VAN DE GEMEENTERAADSLEDEN OM VRAGEN TE STELLEN. EEN AFSCHRIFT TE BEKOMEN VAN DE AKTEN EN DE STUKKEN M.B.T. HET BESTUUR. EN OM DE GEMEENTELIJKE INSTELLINGEN EN DIENSTEN TE BEZOEKEN

NIEUW HOOFDSTUK DRIE :

**HOOFDSTUK DRIE – DE RECHTEN VAN DE
GEMEENTERAADSLEDEN.**

OUD ARTIKEL 50 :

De leden van de gemeenteraad hebben het recht om schriftelijke en mondelinge vragen m.b.t. het bestuur van de gemeente te stellen aan het college van burgemeester en schepenen.

NIEUW ARTIKEL 50 :

De gemeenteraadsleden hebben het recht aan het college van burgemeester en schepenen schriftelijke en mondelinge vragen te stellen betreffende *alle aangelegenheden waarmee de gemeente te maken heeft*.

De tekst van deze vragen kan aan de gemeente worden bezorgd per brief, per fax, per e-mail of kan worden afgegeven op het gemeentesecretariaat. De schriftelijke vragen worden op elk moment bezorgd. De mondelinge vragen worden uiterlijk twee werkdagen vóór de zitting van de gemeenteraad meegedeeld. Het college van burgemeester en schepenen heeft de mogelijkheid af te wijken van de termijn die bepaald is voor het indienen van de mondelinge vragen voor vragen die actueel worden geacht.

De mondelinge en schriftelijke vragen bedoeld in paragraaf 1 en de antwoorden daarop worden bekendgemaakt op de website van de gemeente.

OUD ARTIKEL 51 :

De burgemeester of degene die hem vervangt, beantwoordt de schriftelijke vragen binnen de maand na ontvangst.

De tekst van de vraag evenals van het antwoord wordt opgenomen in een "Bulletin van vragen en antwoorden".

NIEUW ARTIKEL 51 :

Er wordt mondeling geantwoord op de mondelinge vragen tijdens de zitting van de gemeenteraad.

De burgemeester of degene die hem vervangt, beantwoordt de schriftelijke vragen binnen de maand na ontvangst.

Er wordt geantwoord op de mondelinge vragen volgens de volgorde van binnenkomen. De vragen die niet aan bod konden komen, worden automatisch uitgesteld tot de volgende zitting, behalve indien het gemeenteraadslid dat het recht om vragen te stellen heeft uitgeoefend, er anders over beslist.

OUD ARTIKEL 53 :

In toepassing van artikel 84 van de NGW mag geen akte, geen stuk betreffende het bestuur van de gemeente onttrokken worden aan het onderzoek van de leden van de gemeenteraad.

Vallen niet onder de toepassing van bovenvernoemd artikel van de NGW:

- de akten en registers van de burgerlijke stand en de briefwisseling die de ambtenaar van de burgerlijke stand ter zake voert;
- de bevolkingsregisters;
- de documenten betreffende de volkstelling;
- de kiezerslijsten;
- de militielijsten;

Mogen geraadpleegd worden, zonder voorafgaandelijke schriftelijke vraag, op de dagen en uren vermeld in artikel 14, 2^{de} lid van dit reglement :

- 1) de begrotingen van de vorige dienstjaren van de gemeente;
- 2) de rekeningen van de vorige dienstjaren van de gemeente en van de intercommunale verenigingen waarvan de gemeente lid is;
- 3) de jaarlijkse verslagen van de vorige dienstjaren van de gemeente en de intercommunale verenigingen waarvan de gemeente lid is;
- 4) de goedgekeurde notulen van de vergaderingen van de gemeenteraad;
- 5) de goedgekeurde notulen van de vergaderingen van het college van burgemeester en schepenen, met uitzondering van de passages die niet vallen onder de toepassing van het inzagerecht van de stukken door de gemeenteraadsleden;
- 6) de adviezen uitgebracht door de gemeentelijke adviesraden;
- 7) de reglementen van de subsidies, de politieverordeningen, de retributie- en de belastingreglementen aangenomen door de gemeenteraad;
- 8) het register van de in en uitgaande briefwisseling;
- 9) het bulletin der vragen en antwoorden.

Alle andere akten en stukken dan deze hierboven vermeld en bedoeld door artikel 14 van dit reglement en die betrekking hebben op het bestuur van de gemeente, kunnen door de gemeenteraadsleden geraadpleegd worden op de dagen en uren vermeld in artikel 14, 2^{de} lid van dit reglement.

De gemeenteraadsleden lichten de gemeentesecretaris, schriftelijk of mondeling in, over de stukken en akten die zijn wensen te raadplegen, ten minste drie vrije dagen voor de raadpleging. Na zich eventueel bij het college van burgemeester en schepenen te hebben vergewist of de vraag wel degelijk het bestuur van de gemeente betreft, treft de gemeentesecretaris de nodige schikkingen om de raadpleging van de betrokken akten en/of stukken door het gemeenteraadslid binnen de gewenste termijn te verzekeren.

Het gemeenteraadslid dat gedurende de week volgend op de dag waarop hij werd verwittigd dat de akten en stukken te zijner beschikking waren, deze niet is komen raadplegen, wordt verondersteld ze niet meer te willen raadplegen.

Indien nodig licht de gemeentesecretaris ten laatste de derde dag die volgt op de vraag het betrokken gemeenteraadslid in dat zijn vraag tot raadpleging onontvankelijk werd verklaard door het college. Deze beslissing moet gemotiveerd worden.

NIEUW ARTIKEL 53 :

In toepassing van artikel 84 van de NGW mag geen akte, geen stuk betreffende het bestuur van de gemeente onttrokken worden aan het onderzoek van de leden van de gemeenteraad.

Vallen niet onder de toepassing van bovenvernoemd artikel van de NGW:

- de akten en registers van de burgerlijke stand en de briefwisseling die de ambtenaar van de burgerlijke stand ter zake voert;
- de bevolkingsregisters;
- de documenten betreffende de volkstelling;
- de kiezerslijsten;
- de militielijsten;

Mogen geraadpleegd worden, zonder voorafgaandelijke schriftelijke vraag, op de dagen en uren vermeld in artikel 14, al. 2 van dit reglement :

- 1) de begrotingen van de vorige dienstjaren van de gemeente;
- 2) de rekeningen van de vorige dienstjaren van de gemeente en van de intercommunale verenigingen waarvan de gemeente lid is;
- 3) de jaarlijkse verslagen van de vorige dienstjaren van de gemeente en de intercommunale verenigingen waarvan de gemeente lid is;
- 4) de goedgekeurde notulen van de vergaderingen van de gemeenteraad;
- 5) de goedgekeurde notulen van de vergaderingen van het college van burgemeester en schepenen, met uitzondering van de passages die niet vallen onder de toepassing van het inzagerecht van de stukken door de gemeenteraadsleden;
- 6) de adviezen uitgebracht door de gemeentelijke adviesraden;
- 7) de reglementen van de subsidies, de politieverordeningen, de retributie- en de belastingreglementen aangenomen door de gemeenteraad;
- 8) *het register van de in en uitgaande briefwisseling;*

Alle andere akten en stukken dan deze hierboven vermeld en bedoeld door artikel 14 van dit reglement en die betrekking hebben op het bestuur van de gemeente, kunnen door de gemeenteraadsleden geraadpleegd worden op de dagen en uren vermeld in artikel 14, 2^{de} lid van dit reglement.

De gemeenteraadsleden lichten de gemeentesecretaris, schriftelijk of mondeling in, over de stukken en akten die zijn wensen te raadplegen, ten minste drie vrije dagen voor de raadpleging. Na zich eventueel bij het college van burgemeester en schepenen te hebben vergewist of de vraag wel degelijk het bestuur van de gemeente betreft, treft de gemeentesecretaris de nodige schikkingen om de raadpleging van de betrokken akten en/of stukken door het gemeenteraadslid binnen de gewenste termijn te verzekeren.

Het gemeenteraadslid dat gedurende de week volgend op de dag waarop hij werd verwittigd dat de akten en stukken te zijner beschikking waren, deze niet is komen raadplegen, wordt verondersteld ze niet meer te willen raadplegen.

Indien nodig licht de gemeentesecretaris ten laatste de derde dag die volgt op de vraag het betrokken gemeenteraadslid in dat zijn vraag tot raadpleging onontvankelijk werd verklaard door het college. Deze beslissing moet gemotiveerd worden.

OUD ARTIKEL 54 :

De leden van de gemeenteraad hebben het recht afschriften te bekomen van de akten en stukken vermeld in artikel 53, tegen betaling van een bijdrage vastgesteld op 5 F per afschrift. Met het oog hierop, vullen de gemeenteraadsleden een aanvraagformulier in dat hen door de gemeentesecretaris wordt afgeleverd op eenvoudige aanvraag en dat zij overhandigen aan de gemeentesecretaris of aan degene die hem vervangt.

Conseil communal du 24 mars 2015

De gevraagde afschriften worden afgehaald door de aanvrager of zijn gevolmachtigde op het gemeentelijk secretariaat of opgestuurd op zijn vraag binnen de drie dagen na de aanvraag.

NIEUW ARTIKEL 54 :

De leden van de gemeenteraad hebben het recht afschriften te bekomen van de akten en stukken vermeld in artikel 53.

Met het oog hierop, vullen de gemeenteraadsleden een aanvraagformulier in dat hen door de gemeentesecretaris wordt afgeleverd op eenvoudige aanvraag en dat zij overhandigen aan de gemeentesecretaris of aan degene die hem vervangt.

OUD ARTIKEL 57 :

Aan elk gemeenteraadslid wordt door de gemeenteraad presentiegeld toegekend voor elke vergadering van de gemeenteraad en van de commissies waarvan hij lid is, waaraan hij deelneemt, met inbegrip van de gevallen waarvan sprake in artikel 22 van dit reglement, m.a.w. dat het presentiegeld wordt toegekend aan de leden waarvan de aanwezigheid werd vastgesteld.

NIEUW ARTIKEL 57 :

Aan elk gemeenteraadslid wordt door de gemeenteraad presentiegeld toegekend voor elke vergadering van de gemeenteraad en van de commissies waarvan hij lid is, waaraan hij deelneemt en van wie de aanwezigheid werd vastgesteld, met inbegrip van de gevallen waarvan sprake in artikel 22 van dit reglement..

OUD ARTIKEL 59 :

De voordracht van de kandidaturen voor de mandaten in de intercommunales en de andere rechtspersonen waarvan de gemeente lid is, worden neergelegd in de handen van de gemeentesecretaris door de leider van de fractie die de voordracht doet, ten laatste vijf vrije dagen voor de vergadering die als agendapunt de aanstelling heeft van de vertegenwoordigers van de gemeente bij hogervermelde intercommunales en rechtspersonen.
De gemeentesecretaris levert onmiddellijk een ontvangstbewijs af van de voordrachtsakten.

NIEUW ARTIKEL 59 :

De voordracht van de kandidaturen voor de mandaten in de intercommunales en de andere rechtspersonen waarvan de gemeente lid is, worden neergelegd in de handen van de gemeentesecretaris door de leider van de fractie die de voordracht doet, ten laatste vijf vrije dagen voor de vergadering die als agendapunt de aanstelling heeft van de vertegenwoordigers van de gemeente bij hogervermelde intercommunales en rechtspersonen.
De gemeentesecretaris levert onmiddellijk een ontvangstbewijs af van de voordrachtsakten.
De vertegenwoordigers van de gemeenteraad in de intercommunales met een bestuurdersfunctie dienen bij de gemeenteraad jaarlijks verslag uit te brengen over het beheer van de betrokken intercommunale en over hun eigen activiteit binnen de intercommunale.

OUD ARTIKEL 68 :

Huidig reglement zal, ter informatie, worden bekendgemaakt aan de bevolking door middel van het gemeentelijk informatieblad.

NIEUW ARTIKEL 68 :

In elk gemeentelijk informatieblad wordt er een ruimte van maximaal 2200 tekens voorbehouden voor de politieke lijsten of formaties die vertegenwoordigd zijn in de gemeenteraad, maar geen deel uitmaken van de meerderheid, om zich uit te drukken. De artikelen van de politieke tribune moeten daarenboven de wetgeving inzake de pers naleven en mogen geen inbreuk maken op de openbare orde of de goede zeden, op de democratische vrijheden en/of de van kracht zijnde wetten en reglementen overtreden. Racistische, antisemitische, seksistische, belasterende of beledigende uitspraken, privéuitwisselingen, of uitwisselingen die gebruik maken van werken die beschermd zijn door auteursrechten, zijn onwettig. Utlatingen waarvan wordt geoordeeld dat zij niet overeenstemmen met de wetgeving en/of onderhavig reglement zullen leiden tot de weigering van publicatie van het artikel.

OUD ARTIKELEN 69-70 :

Artikel 69 :

Huidige beslissing geldt voor onbepaalde duur.

Artikel 70 :

Dit hoofdstuk vervangt het reglement betreffende de interpellaties van het publiek voor de gemeenteraadszittingen van 18 april 1989, dat wordt afgeschaft.

NIEUW ARTIKELEN 69-70 :

De artikelen 69 en 70 worden geschrapt.

OUDE TEKST:

Gemeente Vorst

REGLEMENT VAN ORDE VAN
DE GEMEENTERAAD

Reglement van orde van de gemeenteraad.

DE RAAD,

Gelet op artikel 91 van de nieuwe gemeentewet;

Stelt het reglement van orde vast als volgt :

HOOFDSTUK I - De zitting van de gemeenteraad

Artikel 1 :

De gemeenteraad vergadert zo dikwijls als de zaken die tot zijn bevoegdheid behoren het vereisen en ten minste tienmaal per jaar.

Artikel 2 :

Zonder afbreuk te doen aan de artikelen 3 en 4 behoort de beslissing om de gemeenteraad bijeen te roepen op die bepaalde dag om dat bepaald uur, tot de bevoegdheid van het college van burgemeester en schepenen.

Artikel 3 :

Bij gelegenheid van één van zijn zittingen, kan de gemeenteraad beslissen opnieuw bijeen te komen om op die bepaalde dag om dat bepaald uur het onderzoek te beëindigen van de punten die op de agenda waren ingeschreven en die niet konden afgehandeld worden.

Artikel 4 :

Wanneer ten minste één derde van de zitting hebbende leden het vraagt, is het college van burgemeester en schepenen verplicht de raad bijeen te roepen op de door de aanvragers aangewezen dag en het aangewezen uur.

Artikel 5 :

Zonder afbreuk te doen aan de artikelen 6 en 7, behoort het tot de bevoegdheid van het college van burgemeester en schepenen om de dagorde van de gemeenteraad vast te stellen.

Artikel 6 :

Wanneer het college van burgemeester en schepenen de gemeenteraad bijeenroept op vraag van één derde van de zitting hebbende leden, bevat de agenda van de vergadering van de gemeenteraad bij voorrang de punten aangeduid door de aanvragers van de vergadering.

Artikel 7 :

Elk lid van de gemeenteraad mag vragen dat één of meer bijkomende punten worden ingeschreven op de agenda, met dien verstande dat :

- a) elk voorstel dat niet op de agenda voorkomt uiterlijk vijf vrije dagen vóór de vergadering moet overhandigd worden aan de burgemeester of aan degene die hem vervangt;
- b) het moet vergezeld zijn van een verklarende nota of van elk document dat de gemeenteraad kan voorlichten;

Conseil communal du 24 mars 2015

c) het verboden is aan een lid van het college van burgemeester en schepenen om van deze mogelijkheid gebruik te maken.

De burgemeester of, degene die hem vervangt, deelt de aanvullende punten onverwijld mee aan de leden van de gemeenteraad.

Bij de bespreking van een aanvullend punt kan dit laatste slechts aanleiding geven tot een stemming van de gemeenteraad als het schriftelijk onder de vorm van een beraadslaging wordt voorgesteld.

Artikel 8 :

Zonder afbreuk te doen aan de artikelen 9 en 10, zijn de vergaderingen van de gemeenteraad openbaar.

Artikel 9 :

Behalve wanneer de gemeenteraad zich moet uitspreken over de begroting, een begrotingswijziging of de rekeningen, kan de gemeenteraad, met een tweede derde meerderheid van de aanwezige leden, in het belang van de openbare orde en op grond van ernstige bezwaren tegen de openbaarheid, beslissen dat de vergadering niet openbaar is.

Artikel 10 :

De vergadering van de gemeenteraad is niet openbaar wanneer het om personen gaat.

Het gaat om personen wanneer :

- het gaat om personen die vreemd zijn aan de gemeenteraad of de gemeentesecretaris;
- het gaat om het privé-leven van de leden van de gemeenteraad of de gemeentesecretaris.

Zodra een dergelijk punt aan de orde is, beveelt de voorzitter de behandeling in besloten vergadering.

Artikel 11 :

Wanneer de vergadering van de gemeenteraad niet openbaar is, mogen slechts aanwezig zijn :

- de leden van de raad;
- de secretaris;
- en, indien nodig, personen die een beroepsactiviteit uitoefenen of die de gemeenteraad zou wensen te horen.

Artikel 12 :

Uitgezonderd in tuchtzaken kan de besloten vergadering slechts plaatsvinden na de openbare vergadering.

Als tijdens de openbare vergadering blijkt dat de behandeling van een punt in besloten vergadering moet worden voortgezet, kan de openbare vergadering, enkel met dit doel, worden onderbroken.

Artikel 13 :

Behalve in spoedeisende gevallen, geschiedt de oproeping voor de gemeenteraad, die op duidelijke wijze de agendapunten aanduidt, schriftelijk en aan huis, ten minste zeven vrije dagen voor de dag van de vergadering.

Deze termijn wordt teruggebracht tot twee vrije dagen voor de toepassing van art. 90, 3^{de} lid van de nieuwe gemeentewet.

Artikel 14 :

Zonder afbreuk te doen aan artikel 15, worden voor elk agendapunt van de gemeenteraad, alle stukken die er op betrekking hebben ter plaatse ter inzage gelegd van de leden van de gemeenteraad vanaf het verzenden van de agenda. De leden van de gemeenteraad kunnen deze stukken raadplegen op het gemeentesecretariaat op maandag, dinsdag, woensdag en donderdag van 8u30 tot 13u en van 13u30 tot 16u en vrijdag van 8u30 tot 12u. Zij komen met de gemeentesecretaris de dag en het uur van hun bezoek overeen. De gemeentesecretaris kan eventueel de gemeentelijke ambtenaren aanduiden om aan de gemeenteraadsleden technische inlichtingen te verschaffen m.b.t. de punten op de agenda van de raad.

Artikel 15 :

Uiterlijk zeven vrije dagen voor de vergadering gedurende dewelke de gemeenteraad dient te beraadslagen over de begroting, een begrotingswijziging of de rekeningen, doet het college van burgemeester en schepenen aan elk gemeenteraadslid een exemplaar toekomen van het ontwerp van begroting, van het ontwerp van begrotingswijziging of van de rekeningen. Het ontwerp wordt overgemaakt zoals het zal onderworpen worden aan de beraadslaging van de raad, in de voorgeschreven vorm en vergezeld van de bijlagen die vereist zijn voor de definitieve vaststelling, met uitzondering van de bewijsstukken, wat de rekeningen betreft. Het ontwerp van de begroting en de rekeningen zijn vergezeld van een verslag. Dit verslag bevat een synthese van de begroting of van de rekeningen. Bovendien geeft het verslag dat betrekking heeft op de begroting, het algemeen en financieel beleid van de gemeente weer evenals alle nuttige informatiegegevens. Het verslag dat betrekking heeft op de rekeningen geeft een overzicht van het beheer van de gemeentefinanciën gedurende het dienstjaar waarop die rekeningen betrekking hebben. Vooraleer de gemeenteraad beraadslaagt, geeft het college van burgemeester en schepenen toelichting bij de inhoud van het verslag.

Artikel 16. :

Plaats, dag, tijdstip en agenda van de vergaderingen van de gemeenteraad worden ter kennis gebracht van het publiek door aanplakking aan het gemeentehuis, binnen dezelfde termijnen als die voorzien voor de bijeenroeping van de gemeenteraad. De belangstellende inwoners van de gemeente worden, op hun verzoek en binnen een nuttige termijn, gratis op de hoogte gesteld van de agenda van de gemeenteraad. De nuttige termijn is niet van toepassing voor de aanvullende agendapunten die worden ingediend na het verzenden van de oproeping.

Artikel 17 :

De burgemeester of degene die hem vervangt zit de vergaderingen van de gemeenteraad voor. Is de burgemeester niet in de zaal aanwezig op het in de oproeping vastgestelde uur, dan moet worden aangenomen dat hij afwezig of verhinderd is in de zin van artikel 14, 1^{ste} lid van de NGW en moet toepassing gemaakt worden van dit artikel.

Conseil communal du 24 mars 2015

Artikel 18 :

Het behoort de voorzitter toe de vergadering te openen en te sluiten. Hij kan de zitting van de gemeenteraad ook schorsen.

Artikel 19 :

Zonder afbreuk te doen aan lid 2 moet de voorzitter de vergaderingen van de gemeenteraad openen op het uur bepaald in de oproeping.
Indien alle leden van de gemeenteraad aanwezig zijn, kan de voorzitter de vergaderingen openen voor het uur bepaald in de oproeping.

Artikel 20 :

Wanneer de voorzitter een vergadering van de gemeenteraad heeft gesloten :
a) kan de raad niet meer geldig beraadslagen;
b) kan de vergadering niet meer heropend worden.

Artikel 21 :

Zonder afbreuk te doen aan art. 90, 2^{de} lid van de NGW, kan de raad geen beslissing nemen indien niet de meerderheid van de zitting hebbende leden aanwezig is.

Artikel 22 :

Indien dertig minuten na het in de oproeping bepaalde uur, de raad niet in aantal is om te beraadslagen, gaat de vergadering niet door.
Indien de voorzitter tijdens de vergadering van de gemeenteraad vaststelt dat de meerderheid van de zitting hebbende leden niet meer aanwezig is, sluit hij onverwijld de vergadering.

Artikel 23 :

De voorzitter is bevoegd voor de handhaving van de orde van de vergaderingen.

Artikel 24 :

Elke woordenwisseling tussen het publiek en de leden van de raad tijdens de zitting is verboden.
Het publiek dat de zittingen bijwoont, blijft zwijgzaam; het is verboden te roken in de zaal.
De voorzitter kan, na een voorafgaande waarschuwing elk individu dat blijken van goed- of afkeuring geeft of op om het even welke manier tumult veroorzaakt, onverwijld doen verwijderen uit de zaal.
Bovendien kan hij proces-verbaal laten opstellen ten laste van de overtreder en deze laatste verwijzen naar de politierechtbank.

Artikel 25 :

De voorzitter komt tussen :
- op preventieve wijze, door het woord te verlenen, door het te ontnemen aan een lid van de gemeenteraad dat blijft afwijken van het onderwerp, door de punten van de agenda ter stemming te leggen;
- op repressieve wijze, door het woord te ontnemen aan een lid van de raad dat de orde verstoort, door hem tot de orde te roepen, door hem uit te sluiten uit de vergadering, door de zitting maximaal voor een uur te schorsen. Na verloop van die tijd wordt de zitting van rechtswege hernomen. Indien de wanorde aanhoudt, kan hij de zitting opheffen.

Artikel 26 :

1. Meer bepaald wat betreft zijn preventieve tussenkomst:
 - a) geeft de voorzitter toelichting bij een agendapunt of verzoekt hij een schepen dit te doen, vooraleer er over beraadslaagd wordt;
 - b) verleent hij, na de toelichting te hebben verstrekt, het woord aan de leden van de raad die erom verzoeken, waarbij hij de volgorde van de vragen eerbiedigt en, ingeval van gelijktijdige aanvragen, de rangorde waarvan sprake in artikel 17 van de NGW volgt;
 - c) heeft hij het recht de bespreking te beëindigen wanneer een lid van de gemeenteraad gedurende 15 minuten het woord heeft gevoerd over hetzelfde onderwerp.
 - d) omschrijft hij het voorwerp van de stemming en gaat over tot de stemming, nadat hij de discussie heeft gesloten. Hij gaat over tot de stemming als hij van oordeel is dat de gemeenteraad voldoende werd ingelicht over de op te lossen vraag.
2. De agendapunten worden besproken in de volgorde bepaald door de agenda, behalve als de gemeenteraad er anders over beslist.
Geen lid van de raad mag meer dan tweemaal het woord nemen over hetzelfde onderwerp, tenzij de voorzitter er anders over beslist.
Elke intervenant beschikt over een spreekduur van 10 minuten. Zijn eventuele repliek mag ten hoogste 5 minuten duren. De eventuele tussenkomsten m.b.t. het voorwerp van een interpellatie mogen evenmin langer zijn dan 5 minuten.

Artikel 27 :

- Worden beschouwd als ordeverstoorers de raadsleden die:
- het woord nemen zonder dat het hen door de voorzitter werd verleend; .
 - het woord behouden nadat het hen door de voorzitter werd ontnomen;
 - een ander lid van de raad die het woord heeft, onderbreken;
 - op een of andere manier de orde verstoren of die de eerbied en de achting die ze aan de gemeenteraad verschuldigd zijn, vergeten.
- Elk lid van de gemeenteraad dat tot de orde werd geroepen, mag zich verantwoorden, waarna de voorzitter beslist of de terugroeping tot de orde gehandhaafd blijft of ingetrokken wordt.

Artikel 28 :

- De bezwaren m.b.t. de agenda, de voorrang en de verwijzing naar het reglement hebben steeds voorrang op de hoofdvraag en schorsen de bespreking ervan. De voorafgaande vraag, m.a.w. deze die beoogt dat men verklaart dat men niet zal besluiten, de vraag tot verdaging, m.a.w. deze die tot voorwerp heeft dat het onderwerp van de beraadslaging gedurende een bepaalde tijd wordt geschorst en de amendementen worden ter stemming gelegd voor de hoofdvraag. Opdat een amendement ter stemming zou gelegd worden moet het schriftelijk ingediend worden.
- Elk onderwerp dat op de dagorde werd geplaatst, mag door de gemeenteraad voor advies naar de commissies of een bijzondere commissie verwezen worden.

Artikel 29 :

- Het woord wordt altijd verleend voor een verwijzing naar het reglement aangaande de stand van de kwestie, voor een ordemotie (1) of om te antwoorden over een persoonlijke zaak. Niettemin mag, behoudens voor een verwijzing naar het

Conseil communal du 24 mars 2015

reglement, het woord slechts verleend worden wanneer de spreker, die het woord heeft, zijn tussenkomst heeft beëindigd.

Artikel 30 :

Een punt dat niet op de agenda van de gemeenteraad voorkomt, mag niet in bespreking worden gebracht, behalve in spoedeisende gevallen wanneer het geringste uitstel gevaar zou kunnen opleveren.

De spoed wordt uitgeroepen door ten minste twee derde van de aanwezige leden van de gemeenteraad; hun namen worden vermeld in de notulen.

Artikel 31 :

De beslissingen worden genomen bij volstrekte meerderheid van de stemmen; indien de stemmen staken, is het voorstel verworpen.

Voor het bepalen van het aantal stemmen worden de onthoudingen, en, ingeval van geheime stemming, de ongeldige stemmen, niet in aanmerking genomen. Ingeval van geheime stemming, is een stembriefje ongeldig, wanneer het een aanduiding bevat dat de identificatie van het raadslid dat het heeft afgegeven, mogelijk maakt.

(1) motie die de orde van de beraadslaging als bijzonder doel heeft, wanneer meerdere voorstellen terzelfder tijd in bespreking zijn en wanneer er moet bepaald worden welk voorstel de voorrang moet hebben.

Artikel 32 :

Ingeval bij de benoeming of de voordracht van kandidaten de volstrekte meerderheid niet is verkregen bij de eerste stemming, heeft herstemming plaats over de twee kandidaten die de meeste stemmen hebben behaald.

Te dien einde maakt de voorzitter een lijst op waarop alleen de naam van die twee kandidaten voorkomt.

De stemmen kunnen slechts worden gegeven aan één van beide kandidaten die op de lijst voorkomen. De benoeming of voordracht gebeurt bij meerderheid van stemmen. Bij staking van stemmen heeft de oudste kandidaat de voorkeur.

Artikel 33 :

Zonder afbreuk te doen aan artikel 34 is de stemming openbaar.

Artikel 34 :

De voordrachten van kandidaten, de benoemingen tot ambten, de terbeschikkingstellingen, de preventieve schorsingen in het belang van de dienst en de tuchtstraffen geschieden bij geheime stemming.

Artikel 35 :

Wanneer de stemming openbaar is, stemmen de leden van de gemeenteraad mondeling bij naamafroeping.

Conseil communal du 24 mars 2015

Artikel 36 :

Bij de aanvang van elke vergadering loot de voorzitter, met het oog op de openbare stemmingen, de naam uit van het lid van de gemeenteraad dat eerst zal stemmen.

Vervolgens stemmen de leden wier namen volgen op de alfabetische lijst, daarna deze wier namen voorafgaan. De voorzitter stemt als laatste.

Indien het aangeduide lid afwezig is, wordt de stemming begonnen met het eerstvolgende lid, dat aanwezig is, op de alfabetische lijst.

Artikel 37 :

De stemmen worden geteld door de voorzitter en de gemeentesecretaris. Na de stemming kondigt de voorzitter de uitslag ervan af.

Artikel 38 :

Elk lid dat zich bij de stemming onthoudt, kan de redenen van zijn onthouding kenbaar maken. Er wordt melding van gemaakt in de notulen.

De notulen vermelden voor elk lid van de raad of hij voor of tegen het voorstel heeft gestemd of zich onthouden heeft.

Artikel 39 :

Ingeval van geheime stemming :

- a) wordt het geheime karakter van de stemming verzekerd door het gebruik van klaargemaakte stembriefjes;
- b) is, voor de stemming en de stemopneming, het bureau samengesteld uit de voorzitter en de twee jongste raadsleden;
- c) worden de stembriefjes geteld alvorens tot de stemming over te gaan; stemt dit aantal niet overeen met het aantal raadsleden, dat aan de stemming heeft deelgenomen, dan worden de stembriefjes vernietigd en worden de leden van de raad uitgenodigd om opnieuw te stemmen;
- d) is elk raadslid gemachtigd de regelmatigheid van de stemopneming na te gaan.

Artikel 40 :

Na elke geheime stemming kondigt de voorzitter het resultaat ervan af.

Artikel 41 :

De notulen van de vergaderingen van de gemeenteraad vermelden, in chronologische volgorde alle besproken onderwerpen, alsook het gevolg dat werd gegeven aan de punten waaromtrent de raad geen beslissing heeft genomen. Zij maken eveneens duidelijk melding van alle beslissingen.

Artikel 42 :

Bij de opening van de vergaderingen van de gemeenteraad, wordt er lezing gegeven van de samenvatting van de beslissingen genomen tijdens de vorige vergadering.

Deze worden ter beschikking gelegd van de raadsleden zeven vrije dagen voor de vergadering van de gemeenteraad.

Artikel 43 :

Elk lid van de gemeenteraad heeft het recht om opmerkingen te maken bij de redactie van de notulen van de vorige vergadering.

Conseil communal du 24 mars 2015

Deze opmerkingen moeten gemaakt worden onmiddellijk na de lezing van de samenvatting van de beslissingen.

Indien deze gegrond worden bevonden, is de secretaris gehouden, staande de vergadering of ten laatste in de eerstvolgende vergadering, een nieuwe tekst voor te leggen die in overeenstemming is met de beslissing van de raad.

Indien geen opmerkingen geformuleerd worden, worden de notulen van de vorige vergadering als goedgekeurd beschouwd en worden ze ondertekend door de voorzitter en de gemeentesecretaris.

Zo dikwijls de gemeenteraad het gewenst acht, worden de notulen staande de vergadering opgemaakt en door de aanwezige leden ondertekend.

HOOFDSTUK TWEE - De commissies en de bijzondere commissies

Artikel 44 :

Er worden binnen de gemeenteraad ten minste zoveel commissies opgericht als het college van burgemeester en schepenen leden telt, met een minimum van 9. Het aantal commissies mag evenwel door beslissing van de gemeenteraad gewijzigd worden, indien de omvang en de verscheidenheid van de bevoegdheden van de leden van het college van burgemeester en schepenen het rechtvaardigen.

In geen geval mag dit aantal meer dan 12 bedragen.

De commissies worden samengesteld uit 11 leden van de gemeenteraad.

Artikel 45 :

De commissies worden voorgezeten door een lid van de gemeenteraad.

De voorzitter en de andere leden van deze commissies worden aangesteld door de gemeenteraad, met dien verstande :

- a) dat, commissie per commissie, de ledenmandaten ervan evenredig worden verdeeld over de fracties waaruit de gemeenteraad is samengesteld;
- b) dat met het oog op de aanstelling door de gemeenteraad van de leden van elke commissie, de fracties elk hun kandidaten, commissie per commissie, voorstellen; het aantal kandidaten voorgesteld door elke fractie is gelijk aan dat van de mandaten waarop ze recht heeft;
- c) dat de voordrachtsakten, ondertekend door de meerderheid van de leden van de gemeenteraad die de fractie vormen die de voordracht doet, worden neergelegd in de handen van de gemeentesecretaris, ten laatste vijf vrije dagen voor de vergadering die als agendapunt de aanstelling van de leden van de commissies heeft.

De gemeentesecretaris levert onmiddellijk een ontvangstbewijs af van de voordrachtsakten.

- d) dat elk lid van de raad het recht heeft de zittingen van de commissies bij te wonen, waarvan hij geen deel uitmaakt, maar zonder beraadslagende stem.

Het secretariaat van de commissies wordt verzekerd door de gemeentesecretaris of door de ambtenaar of ambtenaren door hem aangeduid.

Er wordt proces-verbaal opgesteld van elke zitting van een commissie, het proces-verbaal wordt overgeschreven in een speciaal daartoe bestemd register; het wordt ondertekend door de secretaris en de voorzitter; het vermeldt de naam van de leden die aan de besprekingen hebben deelgenomen.

Conseil communal du 24 mars 2015

Het is de regel dat het betrokken lid van het college van burgemeester en schepenen de commissie bijwoont.

Artikel 46 :

De commissies worden opgeroepen door het college van burgemeester en schepenen wanneer het onderzoek van de zaken onderworpen aan de beslissing van de gemeenteraad het rechtvaardigt of op vraag van de voorzitter van de commissie.

De oproeping voor de commissies opgeroepen door het college van burgemeester en schepenen wordt gevoegd bij de oproeping voor de vergadering van de gemeenteraad.

In de andere gevallen worden de commissies opgeroepen door toedoen van de gemeentesecretaris of de secretaris van de commissie op vraag van de voorzitter van de commissie.

De dagorde mag elk ander punt bevatten dat tot de bevoegdheid van de commissie in kwestie behoort.

Op vraag van minstens de helft van de leden is de voorzitter gehouden de commissie bijeen te roepen binnen de 5 vrije dagen.

De commissies worden op initiatief van het college van burgemeester en schepenen minstens viermaal per kalenderjaar bijeengeroepen.

De vergaderingen van de commissies hebben in principe plaats op een andere dag dan deze voorzien voor een vergadering van de gemeenteraad. Als ze dezelfde dag worden gehouden, zullen ze ten minste één uur voor de aanvang van de zitting van de gemeenteraad of van een andere commissie worden opgeroepen.

Artikel 47 :

De vergaderingen van de commissies zijn niet openbaar.

Hun besloten karakter belet niet dat er deskundigen of gemeentelijke ambtenaren kunnen worden gehoord.

De commissies formuleren hun advies, ongeacht het aantal van hun aanwezige leden, bij meerderheid van stemmen.

Artikel 48 :

De gemeenteraad komt van ambtswege in verenigde commissies bijeen voor het onderzoek van het ontwerp van begroting, van de voorstellen tot begrotingswijziging en voor het onderzoek van de rekeningen, alsook voor het onderzoek van onderwerpen van ingewikkelde aard of van onderwerpen die meerdere secties aanbelangen.

In dergelijk geval bevat de agenda het geheel van de punten voorgelegd aan de gemeenteraad.

De verenigde commissies worden opgeroepen door het college van burgemeester en schepenen.

Artikel 49 :

Onafhankelijk van deze commissies, kan de gemeenteraad bijzondere commissies oprichten als hij het noodzakelijk acht.

De wijze van benoeming van de leden waaruit deze bijzondere commissies zijn samengesteld, maakt het voorwerp uit van een bijzondere beraadslaging voor elk geval.

HOOFDSTUK DRIE – Het recht van de gemeenteraadsleden om vragen te stellen, een afschrift te bekomen van de akten en de stukken m.b.t. het bestuur, en om de gemeentelijke instellingen en diensten te bezoeken

Artikel 50 :

De leden van de gemeenteraad hebben het recht om schriftelijke en mondelinge vragen m.b.t. het bestuur van de gemeente te stellen aan het college van burgemeester en schepenen.

Artikel 51 :

De burgemeester of degene die hem vervangt, beantwoordt de schriftelijke vragen binnen de maand na ontvangst.

De tekst van de vraag evenals van het antwoord wordt opgenomen in een "Bulletin van vragen en antwoorden".

Artikel 52 :

Bij elke vergadering van de gemeenteraad, verleent de voorzitter, na afloop van het onderzoek van de agendapunten in openbare zitting, het woord aan de leden van de raad die erom vragen om mondelinge vragen te stellen aan het college van burgemeester en schepenen, met dien verstande dat hij het woord verleent volgens de volgorde van de vragen, en bij gelijktijdige vragen, volgens de rangorde waarvan sprake in artikel 17 van de NGW.

De mondelinge vragen worden beantwoord op de volgende vergadering van de gemeenteraad, zonder dat het gemeenteraadslid zijn vraag opnieuw stelt, vooraleer de voorzitter het woord verleent om in voorkomend geval nieuwe vragen te stellen. De antwoorden van de leden van het college van burgemeester en schepenen geven geen aanleiding tot discussie.

Artikel 53 :

In toepassing van artikel 84 van de NGW mag geen akte, geen stuk betreffende het bestuur van de gemeente onttrokken worden aan het onderzoek van de leden van de gemeenteraad.

Vallen niet onder de toepassing van bovenvernoemd artikel van de NGW:

- de akten en registers van de burgerlijke stand en de briefwisseling die de ambtenaar van de burgerlijke stand ter zake voert;
- de bevolkingsregisters;
- de documenten betreffende de volkstelling;
- de kiezerslijsten;
- de militielijsten;

Mogen geraadpleegd worden, zonder voorafgaandelijke schriftelijke vraag, op de dagen en uren vermeld in artikel 14, 2^{de} lid van dit reglement :

- 1) de begrotingen van de vorige dienstjaren van de gemeente;
- 2) de rekeningen van de vorige dienstjaren van de gemeente en van de intercommunale verenigingen waarvan de gemeente lid is;
- 3) de jaarlijkse verslagen van de vorige dienstjaren van de gemeente en de intercommunale verenigingen waarvan de gemeente lid is;
- 4) de goedgekeurde notulen van de vergaderingen van de gemeenteraad;

Conseil communal du 24 mars 2015

- 5) de goedgekeurde notulen van de vergaderingen van het college van burgemeester en schepenen, met uitzondering van de passages die niet vallen onder de toepassing van het inzagerecht van de stukken door de gemeenteraadsleden;
- 6) de adviezen uitgebracht door de gemeentelijke adviesraden;
- 7) de reglementen van de subsidies, de politieverordeningen, de retributie- en de belastingreglementen aangenomen door de gemeenteraad;
- 8) het register van de in- en uitgaande briefwisseling;
- 9) het bulletin der vragen en antwoorden.

Alle andere akten en stukken dan deze hierboven vermeld en bedoeld door artikel 14 van dit reglement en die betrekking hebben op het bestuur van de gemeente, kunnen door de gemeenteraadsleden geraadpleegd worden op de dagen en uren vermeld in artikel 14, 2^{de} lid van dit reglement.

De gemeenteraadsleden lichten de gemeentesecretaris, schriftelijk of mondeling in, over de stukken en akten die zijn wensen te raadplegen, ten minste drie vrije dagen voor de raadpleging. Na zich eventueel bij het college van burgemeester en schepenen te hebben vergewist of de vraag wel degelijk het bestuur van de gemeente betreft, treft de gemeentesecretaris de nodige schikkingen om de raadpleging van de betrokken akten en/of stukken door het gemeenteraadslid binnen de gewenste termijn te verzekeren.

Het gemeenteraadslid dat gedurende de week volgend op de dag waarop hij werd verwittigd dat de akten en stukken te zijner beschikking waren, deze niet is komen raadplegen, wordt verondersteld ze niet meer te willen raadplegen.

Indien nodig licht de gemeentesecretaris ten laatste de derde dag die volgt op de vraag het betrokken gemeenteraadslid in dat zijn vraag tot raadpleging onontvankelijk werd verklaard door het college. Deze beslissing moet gemotiveerd worden.

Artikel 54 :

De leden van de gemeenteraad hebben het recht afschriften te bekomen van de akten en stukken vermeld in artikel 53, tegen betaling van een bijdrage vastgesteld op 5 F per afschrift.

Met het oog hierop, vullen de gemeenteraadsleden een aanvraagformulier in dat hen door de gemeentesecretaris wordt afgeleverd op eenvoudige aanvraag en dat zij overhandigen aan de gemeentesecretaris of aan degene die hem vervangt.

De gevraagde afschriften worden afgehaald door de aanvrager of zijn gevolmachtigde op het gemeentelijk secretariaat of opgestuurd op zijn vraag binnen de drie dagen na de aanvraag.

Artikel 55 :

De gemeenteraadsleden hebben het recht om vergezeld door een lid van het college van burgemeester en schepenen of zijn afgevaardigde de gemeentelijke instellingen en diensten te bezoeken.

De leden van de gemeenteraad die de gemeentelijke instellingen en diensten wensen te bezoeken, komen met het lid van het college van burgemeester en schepenen overeen op welke dag en uur het bezoek zal plaats hebben.

Artikel 56 :

Tijdens hun bezoek moeten de gemeenteraadsleden zich op passieve en serene wijze gedragen en de regels van de bezochten instellingen eerbiedigen.

HOOFDSTUK VIER – Presentiegeld

Artikel 57 :

Aan elk gemeenteraadslid wordt door de gemeenteraad presentiegeld toegekend voor elke vergadering van de gemeenteraad en van de commissies waarvan hij lid is, waaraan hij deelneemt, met inbegrip van de gevallen waarvan sprake in artikel 22 van dit reglement, m.a.w. dat het presentiegeld wordt toegekend aan de leden waarvan de aanwezigheid werd vastgesteld.

Artikel 58 :

De aanwezigheden op de vergaderingen van de gemeenteraad worden vastgesteld op een lijst opgesteld door de secretaris en ondertekend door de voorzitter. De aanwezigheden op de vergaderingen van de commissies of bijzondere commissies worden vastgesteld door de secretaris van de commissie of van de bijzondere commissie (of de gemeentesecretaris) en ondertekend door hun voorzitter.

HOOFDSTUK VIJF – Mandaten

Artikel 59 :

De voordracht van de kandidaturen voor de mandaten in de intercommunales en de andere rechtspersonen waarvan de gemeente lid is, worden neergelegd in de handen van de gemeentesecretaris door de leider van de fractie die de voordracht doet, ten laatste vijf vrije dagen voor de vergadering die als agendapunt de aanstelling heeft van de vertegenwoordigers van de gemeente bij hogervermelde intercommunales en rechtspersonen. De gemeentesecretaris levert onmiddellijk een ontvangstbewijs af van de voordrachtsakten.

HOOFDSTUK ZES – Interpellatierecht van de inwoners

Artikel 60 :

20 personen die in de gemeente wonen en die minstens 16 jaar oud zijn, mogen bij de gemeenteraad een vraag tot interpellatie indienen ter attentie van het college.

Artikel 61 :

De interpellatie moet betrekking hebben op een onderwerp van gemeentelijk belang, mag geen uitsluitend privé-belang hebben en moet in het Nederlands of het Frans gesteld zijn.

Conseil communal du 24 mars 2015

Artikel 62 :

De lijst van de verzoeken tot interpellatie wordt voor elke vergadering meegedeeld aan de leden van de gemeenteraad.

Artikel 63 :

Het college van burgemeester en schepenen zet de interpellatie op de agenda van de volgende vergadering, in chronologische volgorde van ontvangst van de verzoeken, met dien verstande dat maximum drie interpellaties mogen worden ingeschreven op de agenda van eenzelfde vergadering.

Artikel 64 :

De aanvaarding van de tussenkomsten wordt beslist door het college van burgemeester en schepenen tijdens de zitting waarop de dagorde van de gemeenteraad wordt vastgelegd. De keuze van de interpellaties geschiedt uitsluitend in functie van de ontvangstdatum, behalve als het voorgesteld geval dringend is.

De interpellatie betreffende een aangelegenheid die moet behandeld worden met gesloten deuren, die reeds op de agenda van de raad staat, die de mensenrechten met de voeten treedt of racistisch of xenofob van aard is, is onontvankelijk.

Artikel 65 :

Wanneer een aanvraag aangenomen wordt, worden de interpellanten schriftelijk en vijf vrije dagen voor de zitting van de gemeenteraad verwittigd.

Artikel 66 :

De interpellatie wordt gehouden voor de opening van de openbare zitting van de gemeenteraad. De burgemeester of het lid van het college tot wiens bevoegdheid dat punt behoort, antwoordt tijdens de vergadering op de interpellatie.

Het daaropvolgende debat (vragen en antwoorden) mag niet langer duren dan 20 minuten (10 minuten voor elke partij).

Artikel 67 :

De problematiek aangehaald door de interpellant wordt automatisch op de dagorde geplaatst van de eerste gemeenteraad die volgt op de interpellatie.

Artikel 68 :

Huidig reglement zal, ter informatie, worden bekendgemaakt aan de bevolking door middel van het gemeentelijk informatieblad.

Artikel 69 :

Huidige beslissing geldt voor onbepaalde duur.

Artikel 70 :

Dit hoofdstuk vervangt het reglement betreffende de interpellaties van het publiek voor de gemeenteraadszittingen van 18 april 1989, dat wordt afgeschaft.

+++++

NIEUW TEKST:

Gemeente Vorst

REGLEMENT VAN ORDE VAN
DE GEMEENTERAAD

Reglement van orde van de gemeenteraad.

DE RAAD,

Gelet op artikel 91 van de nieuwe gemeentewet;

Stelt het reglement van orde vast als volgt :

HOOFDSTUK I - De zitting van de gemeenteraad

Artikel 1 :

De gemeenteraad vergadert zo dikwijls als de zaken die tot zijn bevoegdheid behoren het vereisen en ten minste tienmaal per jaar.

Artikel 2 :

Zonder afbreuk te doen aan de artikelen 3 en 4 behoort de beslissing om de gemeenteraad bijeen te roepen op die bepaalde dag om dat bepaald uur, tot de bevoegdheid van het college van burgemeester en schepenen.

Artikel 3 :

Bij gelegenheid van één van zijn zittingen, kan de gemeenteraad beslissen opnieuw bijeen te komen om op die bepaalde dag om dat bepaald uur het onderzoek te beëindigen van de punten die op de agenda waren ingeschreven en die niet konden afgehandeld worden.

Artikel 4 :

Wanneer ten minste één derde van de zitting hebbende leden het vraagt, is het college van burgemeester en schepenen verplicht de raad bijeen te roepen op de door de aanvragers aangewezen dag en het aangewezen uur.

Artikel 5 :

Zonder afbreuk te doen aan de artikelen 6 en 7, behoort het tot de bevoegdheid van het college van burgemeester en schepenen om de dagorde van de gemeenteraad vast te stellen.

Artikel 6 :

Wanneer het college van burgemeester en schepenen de gemeenteraad bijeenroept op vraag van één derde van de zitting hebbende leden, bevat de agenda van de vergadering van de gemeenteraad bij voorrang de punten aangeduid door de aanvragers van de vergadering.

Artikel 7 :

- §1. Elk lid van de gemeenteraad mag vragen dat één of meer bijkomende punten worden ingeschreven op de agenda, met dien verstande dat :
- a) elk voorstel dat niet op de agenda voorkomt uiterlijk vijf vrije dagen vóór de vergadering moet overhandigd worden aan de burgemeester of aan degene die hem vervangt ;
 - b) het moet vergezeld zijn van een verklarende nota of van elk document dat de gemeenteraad kan voorlichten ;

Conseil communal du 24 mars 2015

c) het verboden is aan een lid van het college van burgemeester en schepenen om van deze mogelijkheid gebruik te maken.

De burgemeester of, degene die hem vervangt, deelt de aanvullende punten onverwijld mee aan de leden van de gemeenteraad.

Bij de bespreking van een aanvullend punt kan dit laatste slechts aanleiding geven tot een stemming van de gemeenteraad als het schriftelijk onder de vorm van een beraadslaging wordt voorgesteld.

De interpellaties bedoeld in het huidige artikel en de antwoorden daarop worden bekendgemaakt op de website van de gemeente.

Artikel 8 :

Zonder afbreuk te doen aan de artikelen 9 en 10, zijn de vergaderingen van de gemeenteraad openbaar.

Artikel 9 :

Behalve wanneer de gemeenteraad zich moet uitspreken over de begroting, een begrotingswijziging of de rekeningen, kan de gemeenteraad, met een tweede derde meerderheid van de aanwezige leden, in het belang van de openbare orde en op grond van ernstige bezwaren tegen de openbaarheid, beslissen dat de vergadering niet openbaar is.

Artikel 10 :

De vergadering van de gemeenteraad is niet openbaar wanneer het om personen gaat.

Het gaat om personen wanneer :

- het gaat om personen die vreemd zijn aan de gemeenteraad of de gemeentesecretaris;
- het gaat om het privé-leven van de leden van de gemeenteraad of de gemeentesecretaris.

Zodra een dergelijk punt aan de orde is, beveelt de voorzitter de behandeling in besloten vergadering.

Artikel 11 :

Wanneer de vergadering van de gemeenteraad niet openbaar is, mogen slechts aanwezig zijn :

- de leden van de raad ;
- de secretaris ;
- en, indien nodig, personen die een beroepsactiviteit uitoefenen en elke persoon die de gemeenteraad zou wensen te horen.

Artikel 12 :

Uitgezonderd in tuchtzaken kan de besloten vergadering slechts plaatsvinden na de openbare vergadering.

Als tijdens de openbare vergadering blijkt dat de behandeling van een punt in besloten vergadering moet worden voorgezet, kan de openbare vergadering, enkel met dit doel, worden onderbroken.

Conseil communal du 24 mars 2015

Artikel 13 :

Behalve in spoedeisende gevallen, geschiedt de oproeping per brief, via een bezorger aan huis, per fax of per elektronische post, ten minste zeven vrije dagen vóór de dag van de vergadering; zij vermeldt de agenda.

Deze termijn wordt evenwel tot twee vrije dagen teruggebracht voor de toepassing van artikel 90, 3^{de} lid van de NGW.

De agendapunten dienen voldoende duidelijk omschreven te zijn en worden, voor de punten die dat vereisen, vergezeld van een verklarende synthesenota.

Artikel 14 :

§ 1. Zonder afbreuk te doen aan artikel 15, worden voor elk agendapunt van de gemeenteraad, alle stukken die er op betrekking hebben ter plaatse ter inzage gelegd van de leden van de gemeenteraad vanaf het verzenden van de agenda. Indien het raadslid daartoe schriftelijk heeft verzocht, via gewone of elektronische post, worden voormelde stukken hem per elektronische of normale post toegezonden.

§ 2. De leden van de gemeenteraad kunnen deze stukken tevens raadplegen op het gemeentesecretariaat op maandag, dinsdag, woensdag en donderdag van 8u30 tot 13u en van 13u30 tot 16u en vrijdag van 8u30 tot 12u.

Zij komen met de gemeentesecretaris de dag en het uur van hun bezoek overeen. De gemeentesecretaris kan eventueel de gemeentelijke ambtenaren aanduiden om aan de gemeenteraadsleden technische inlichtingen te verschaffen m.b.t. de punten op de agenda van de raad.

§ 3. Het college van burgemeester en schepenen stelt een persoonlijk elektronisch adres ter beschikking van elk lid van de gemeenteraad.

Artikel 15 :

Uiterlijk zeven vrije dagen voor de vergadering gedurende dewelke de gemeenteraad dient te beraadslagen over de begroting, een begrotingswijziging of de rekeningen, doet het college van burgemeester en schepenen aan elk gemeenteraadslid een exemplaar toekomen van het ontwerp van begroting, van het ontwerp van begrotingswijziging of van de rekeningen.

Het ontwerp wordt overgezonden zoals het zal onderworpen worden aan de beraadslaging van de raad, in de voorgeschreven vorm en vergezeld van de bijlagen die vereist zijn voor de definitieve vaststelling, met uitzondering van de bewijsstukken, wat de rekeningen betreft. Het ontwerp van de begroting en de rekeningen zijn vergezeld van een verslag.

Dit verslag bevat een synthese van de begroting of van de rekeningen. Bovendien geeft het verslag dat betrekking heeft op de begroting, het algemeen en financieel beleid van de gemeente weer evenals alle nuttige informatiegegevens.

Het verslag dat betrekking heeft op de rekeningen geeft een overzicht van het beheer van de gemeentefinanciën gedurende het dienstjaar waarop die rekeningen betrekking hebben.

Vooraleer de gemeenteraad beraadslaagt, geeft het college van burgemeester en schepenen toelichting bij de inhoud van het verslag.

Conseil communal du 24 mars 2015

Artikel 16. :

Plaats, dag, tijdstip en agenda van de vergaderingen van de gemeenteraad worden ter kennis gebracht van het publiek door aanplakking aan het gemeentehuis alsook op de website van de gemeente, binnen dezelfde termijnen als die voorzien voor de bijeenroeping van de gemeenteraad.

De belangstellende inwoners van de gemeente worden, op hun verzoek en binnen een nuttige termijn, gratis op de hoogte gesteld van de agenda van de gemeenteraad. De nuttige termijn is niet van toepassing voor de aanvullende agendapunten die worden ingediend na het verzenden van de oproeping.

Artikel 17 :

De burgemeester of degene die hem vervangt zit de vergaderingen van de gemeenteraad voor. Is de burgemeester niet in de zaal aanwezig op het in de oproeping vastgestelde uur, dan moet worden aangenomen dat hij afwezig of verhinderd is in de zin van artikel 14, 1^{ste} lid, van de NGW en moet toepassing gemaakt worden van dit artikel.

Artikel 18 :

Het behoort de voorzitter toe de vergadering te openen en te sluiten. Hij kan de zitting van de gemeenteraad ook schorsen.

Artikel 19 :

Zonder afbreuk te doen aan lid 2 moet de voorzitter de vergaderingen van de gemeenteraad openen op het uur bepaald in de oproeping.

Indien alle leden van de gemeenteraad aanwezig zijn, kan de voorzitter de vergaderingen openen voor het uur bepaald in de oproeping.

Artikel 20 :

Wanneer de voorzitter een vergadering van de gemeenteraad heeft gesloten :

- a) kan de raad niet meer geldig beraadslagen ;
- b) kan de vergadering niet meer heropend worden.

Artikel 21 :

Zonder afbreuk te doen aan art. 90, 2^{de} lid van de NGW, kan de raad geen beslissing nemen indien niet de meerderheid van de zitting hebbende leden aanwezig is.

Artikel 22 :

Indien dertig minuten na het in de oproeping bepaalde uur, de raad niet in aantal is om te beraadslagen, gaat de vergadering niet door.

Indien de voorzitter tijdens de vergadering van de gemeenteraad vaststelt dat de meerderheid van de zitting hebbende leden niet meer aanwezig is, sluit hij onverwijld de vergadering.

Artikel 23 :

De voorzitter is bevoegd voor de handhaving van de orde van de vergaderingen.

Artikel 24 :

Elke woordenwisseling tussen het publiek en de leden van de raad tijdens de zitting is verboden.

Het publiek dat de zittingen bijwoont, blijft zwijgzaam.

Conseil communal du 24 mars 2015

De voorzitter kan, na een voorafgaande waarschuwing, elk individu dat blijken van goed- of afkeuring geeft of op om het even welke manier tumult veroorzaakt, onverwijld doen verwijderen uit de zaal.

Bovendien kan hij proces-verbaal laten opstellen ten laste van de overtreder en deze laatste verwijzen naar de politierechtbank.

Artikel 25 :

De voorzitter komt tussen :

- op preventieve wijze, door het woord te verlenen, door het te ontnemen aan een lid van de gemeenteraad dat blijft afwijken van het onderwerp, door de punten van de agenda ter stemming te leggen;
- op repressieve wijze, door het woord te ontnemen aan een lid van de raad dat de orde verstoort, door hem tot de orde te roepen, door hem uit te sluiten uit de vergadering, door de zitting maximaal voor een uur te schorsen. Na verloop van die tijd wordt de zitting van rechtswege hernomen. Indien de wanorde aanhoudt, kan hij de zitting opheffen.

Artikel 26 :

1. Meer bepaald wat betreft zijn preventieve tussenkomst:

- a) geeft de voorzitter toelichting bij een agendapunt of verzoekt hij een schepen dit te doen, vooraleer er over beraadslaagd wordt;
- b) verleent hij, na de toelichting te hebben verstrekt, het woord aan de leden van de raad die erom verzoeken, waarbij hij de volgorde van de vragen eerbiedigt en, ingeval van gelijktijdige aanvragen, de rangorde waarvan sprake in artikel 17 van de NGW volgt;
- c) heeft hij het recht de bespreking te beëindigen wanneer een lid van de gemeenteraad gedurende 15 minuten het woord heeft gevoerd over hetzelfde onderwerp.
- d) omschrijft hij het voorwerp van de stemming en gaat over tot de stemming, nadat hij de discussie heeft gesloten. Hij gaat over tot de stemming als hij van oordeel is dat de gemeenteraad voldoende werd ingelicht over de op te lossen vraag.

2. De agendapunten worden besproken in de volgorde bepaald door de agenda, behalve als de gemeenteraad er anders over beslist.

Geen lid van de raad mag meer dan tweemaal het woord nemen over hetzelfde onderwerp, tenzij de voorzitter er anders over beslist.

Elke intervenant beschikt over een spreekduur van 10 minuten. Zijn eventuele repliek mag ten hoogste 5 minuten duren. De eventuele tussenkomsten m.b.t. het voorwerp van een interpellatie mogen evenmin langer zijn dan 5 minuten.

Artikel 27 :

Worden beschouwd als ordeverstoorders de raadsleden die:

- het woord nemen zonder dat het hen door de voorzitter werd verleend; .
- het woord behouden nadat het hen door de voorzitter werd ontnomen;
- een ander lid van de raad die het woord heeft, onderbreken;
- op een of andere manier de orde verstoren of die de eerbied en de achting die ze aan de gemeenteraad verschuldigd zijn, vergeten.

Elk lid van de gemeenteraad dat tot de orde werd geroepen, mag zich verantwoorden, waarna de voorzitter beslist of de terugroeping tot de orde gehandhaafd blijft of ingetrokken wordt.

Artikel 28 :

De bezwaren m.b.t. de agenda, de voorrang en de verwijzing naar het reglement hebben steeds voorrang op de hoofdvraag en schorsen de bespreking ervan. De voorafgaande vraag, m.a.w. deze die beoogt dat men verklaart dat men niet zal besluiten, de vraag tot verdaging, m.a.w. deze die tot voorwerp heeft dat het onderwerp van de beraadslaging gedurende een bepaalde tijd wordt geschorst en de amendementen worden ter stemming gelegd voor de hoofdvraag. Opdat een amendement ter stemming zou gelegd worden moet het schriftelijk ingediend worden. Elk onderwerp dat op de dagorde werd geplaatst, mag door de gemeenteraad voor advies naar de commissies of een bijzondere commissie verwezen worden.

Artikel 29 :

Het woord wordt altijd verleend voor een verwijzing naar het reglement aangaande de stand van de kwestie, voor een ordemotie⁴ of om te antwoorden over een persoonlijke zaak. Niettemin mag, behoudens voor een verwijzing naar het reglement, het woord slechts verleend worden wanneer de spreker, die het woord heeft, zijn tussenkomst heeft beëindigd.

Artikel 30 :

Een punt dat niet op de agenda van de gemeenteraad voorkomt, mag niet in bespreking worden gebracht, behalve in spoedeisende gevallen wanneer het geringste uitstel gevaar zou kunnen opleveren. De spoed wordt uitgeroepen door ten minste twee derde van de aanwezige leden van de gemeenteraad; hun namen worden vermeld in de notulen.

Artikel 31 :

De beslissingen worden genomen bij volstreekte meerderheid van de stemmen; indien de stemmen staken, is het voorstel verworpen. Voor het bepalen van het aantal stemmen worden de onthoudingen, en, ingeval van geheime stemming, de ongeldige stemmen, niet in aanmerking genomen. Ingeval van geheime stemming, is een stembriefje ongeldig, wanneer het een aanduiding bevat dat de identificatie van het raadslid dat het heeft afgegeven, mogelijk maakt.

Artikel 32 :

Ingeval bij de benoeming of de voordracht van kandidaten de volstreekte meerderheid niet is verkregen bij de eerste stemming, heeft herstemming plaats over de twee kandidaten die de meeste stemmen hebben behaald. Te dien einde maakt de voorzitter een lijst op waarop alleen de naam van die twee kandidaten voorkomt. De stemmen kunnen slechts worden gegeven aan één van beide kandidaten die op de lijst voorkomen. De benoeming of voordracht gebeurt bij meerderheid van stemmen. Bij staking van stemmen heeft de oudste kandidaat de voorkeur.

Artikel 33 :

⁴ Motie die de orde van de beraadslaging als bijzonder doel heeft, wanneer meerdere voorstellen terzelfder tijd in bespreking zijn en wanneer er moet bepaald worden welk voorstel de voorrang moet hebben.

Conseil communal du 24 mars 2015

Zonder afbreuk te doen aan artikel 34 is de stemming openbaar.

Artikel 34 :

De voordrachten van kandidaten, de benoemingen tot ambten, de terbeschikkingstellingen, de preventieve schorsingen in het belang van de dienst en de tuchtstraffen geschieden bij geheime stemming.

Artikel 35 :

Wanneer de stemming openbaar is, stemmen de leden van de gemeenteraad mondeling bij naamafroeping.

Artikel 36 :

Bij de aanvang van elke vergadering loot de voorzitter, met het oog op de openbare stemmingen, de naam uit van het lid van de gemeenteraad dat eerst zal stemmen.

Vervolgens stemmen de leden wier namen volgen op de alfabetische lijst, daarna deze wier namen voorafgaan. De voorzitter stemt als laatste.

Indien het aangeduide lid afwezig is, wordt de stemming begonnen met het eerstvolgende lid, dat aanwezig is, op de alfabetische lijst.

Artikel 37 :

De stemmen worden geteld door de voorzitter en de gemeentesecretaris. Na de stemming kondigt de voorzitter de uitslag ervan af.

Artikel 38 :

Elk lid dat zich bij de stemming onthoudt, kan de redenen van zijn onthouding kenbaar maken. Er wordt melding van gemaakt in de notulen.

De notulen vermelden voor elk lid van de raad of hij voor het voorstel heeft gestemd, of hij ertegen heeft gestemd of zich onthouden heeft.

Artikel 39 :

Ingeval van geheime stemming :

- a) wordt het geheime karakter van de stemming verzekerd door het gebruik van klaargemaakte stembriefjes;
- b) is, voor de stemming en de stemopneming, het bureau samengesteld uit de voorzitter en de twee jongste raadsleden; .
- c) worden de stembriefjes geteld alvorens tot de stemming over te gaan; stemt dit aantal niet overeen met het aantal raadsleden, dat aan de stemming heeft deelgenomen, dan worden de stembriefjes vernietigd en worden de leden van de raad uitgenodigd om opnieuw te stemmen;
- d) is elk raadslid gemachtigd de regelmatigheid van de stemopneming na te gaan.

Artikel 40 :

Na elke geheime stemming kondigt de voorzitter het resultaat ervan af.

Artikel 41 :

De notulen van de vergaderingen van de gemeenteraad vermelden, in chronologische volgorde alle besproken onderwerpen, alsook het gevolg dat werd gegeven aan de punten waaromtrent de raad geen beslissing heeft genomen. Zij maken eveneens duidelijk melding van alle beslissingen.

Conseil communal du 24 mars 2015

Artikel 42 :

Bij de opening van de vergaderingen van de gemeenteraad, wordt er lezing gegeven van de samenvatting van de beslissingen genomen tijdens de vorige vergadering.

Deze worden ter beschikking gelegd van de raadsleden zeven vrije dagen voor de vergadering van de gemeenteraad.

Artikel 43 :

Elk lid van de gemeenteraad heeft het recht om opmerkingen te maken bij de redactie van de notulen van de vorige vergadering.

Deze opmerkingen moeten gemaakt worden onmiddellijk na de lezing van de samenvatting van de beslissingen.

Indien deze gegrond worden bevonden, is de secretaris gehouden, staande de vergadering of ten laatste in de eerstvolgende vergadering, een nieuwe tekst voor te leggen die in overeenstemming is met de beslissing van de raad.

Indien geen opmerkingen geformuleerd worden, worden de notulen van de vorige vergadering als goedgekeurd beschouwd en worden ze ondertekend door de voorzitter en de gemeentesecretaris.

Zo dikwijls de gemeenteraad het nuttig acht, worden de notulen staande de vergadering opgemaakt en door de aanwezige leden ondertekend.

HOOFDSTUK TWEE - De commissies en de bijzondere commissies

Artikel 44 :

Er worden binnen de gemeenteraad ten minste zoveel commissies opgericht als het college van burgemeester en schepenen leden telt, met een minimum van 9. Het aantal commissies mag evenwel door beslissing van de gemeenteraad gewijzigd worden, indien de omvang en de verscheidenheid van de bevoegdheden van de leden van het college van burgemeester en schepenen het rechtvaardigen. In geen geval mag dit aantal meer dan 12 bedragen.

De commissies worden samengesteld uit 11 leden van de gemeenteraad.

Artikel 45 :

De commissies worden voorgezeten door een lid van de gemeenteraad.

De voorzitter en de andere leden van deze commissies worden aangesteld door de gemeenteraad, met dien verstande :

- a) dat, commissie per commissie, de ledenmandaten ervan evenredig worden verdeeld over de fracties waaruit de gemeenteraad is samengesteld;
- b) dat met het oog op de aanstelling door de gemeenteraad van de leden van elke commissie, de fracties elk hun kandidaten, commissie per commissie, voorstellen; het aantal kandidaten voorgesteld door elke fractie is gelijk aan dat van de mandaten waarop ze recht heeft;
- c) dat de voordrachtsakten, ondertekend door de meerderheid van de leden van de gemeenteraad die de fractie vormen die de voordracht doet, worden neergelegd in de handen van de gemeentesecretaris, ten laatste vijf vrije dagen voor de vergadering die als agendapunt de aanstelling van de leden van de commissies heeft.

Conseil communal du 24 mars 2015

De gemeentesecretaris levert onmiddellijk een ontvangstbewijs af van de voordrachtsakten.

d) dat elk lid van de raad het recht heeft de zittingen van de commissies bij te wonen, waarvan hij geen deel uitmaakt, maar zonder beraadslagende stem.

Het secretariaat van de commissies wordt verzekerd door de gemeentesecretaris of door de gemeentelijke ambtenaar door hem aangeduid.

Er wordt proces-verbaal opgesteld van elke zitting van een commissie. Het proces-verbaal wordt overgeschreven in een speciaal daartoe bestemd register.

Het wordt ondertekend door de secretaris en de voorzitter. Het vermeldt de naam van de leden die aan de besprekingen hebben deelgenomen.

Het is de regel dat de betrokken leden van het college van burgemeester en schepenen de commissie bijwonen.

Artikel 46 :

De commissies worden opgeroepen door het college van burgemeester en schepenen wanneer het onderzoek van de zaken onderworpen aan de beslissing van de gemeenteraad het rechtvaardigt of op vraag van de voorzitter van de commissie.

De oproeping voor de commissies opgeroepen door het college van burgemeester en schepenen wordt gevoegd bij de oproeping voor de vergadering van de gemeenteraad.

In de andere gevallen worden de commissies opgeroepen door toedoen van de gemeentesecretaris of de secretaris van de commissie op vraag van de voorzitter van de commissie.

De dagorde mag elk ander punt bevatten dat tot de bevoegdheid van de commissie in kwestie behoort.

Op vraag van minstens de helft van de leden is de voorzitter gehouden de commissie bijeen te roepen binnen de 5 vrije dagen.

De commissies worden op initiatief van het college van burgemeester en schepenen minstens viermaal per kalenderjaar bijeengeroepen.

Als ze dezelfde dag als een vergadering van de gemeenteraad worden gehouden, zullen ze ten minste één uur voor de aanvang van de zitting van de gemeenteraad worden opgeroepen.

Artikel 47 :

De vergaderingen van de commissies zijn niet openbaar.

Hun besloten karakter belet niet dat er deskundigen of gemeentelijke ambtenaren kunnen worden gehoord.

De commissies formuleren hun advies, ongeacht het aantal van hun aanwezige leden, bij meerderheid van stemmen.

Artikel 48 :

De gemeenteraad komt van ambtswege in verenigde commissies bijeen voor het onderzoek van het ontwerp van begroting, van de voorstellen tot begrotingswijziging en voor het onderzoek van de rekeningen, alsook voor het onderzoek van onderwerpen van ingewikkelde aard of van onderwerpen die meerdere secties aanbelangen.

In dergelijk geval bevat de agenda het geheel van de punten voorgelegd aan de gemeenteraad.

De verenigde commissies worden opgeroepen door het college van burgemeester en schepenen.

Artikel 49 :

Onafhankelijk van deze commissies, kan de gemeenteraad bijzondere commissies oprichten als hij het noodzakelijk acht.

De wijze van benoeming van de leden waaruit deze bijzondere commissies zijn samengesteld, maakt het voorwerp uit van een bijzondere beraadslaging voor elk geval.

HOOFDSTUK DRIE – DE RECHTEN VAN DE GEMEENTERAADSLEDEN

Artikel 50 :

De gemeenteraadsleden hebben het recht aan het college van burgemeester en schepenen schriftelijke en mondelinge vragen te stellen betreffende alle aangelegenheden waarmee de gemeente te maken heeft.

De tekst van deze vragen kan aan de gemeente worden bezorgd per brief, per fax, per e-mail of kan worden afgegeven op het gemeentesecretariaat. De schriftelijke vragen worden op elk moment bezorgd. De mondelinge vragen worden uiterlijk twee werkdagen vóór de zitting van de gemeenteraad meegedeeld. Het college van burgemeester en schepenen heeft de mogelijkheid af te wijken van de termijn die bepaald is voor het indienen van de mondelinge vragen voor vragen die actueel worden geacht.

De mondelinge en schriftelijke vragen bedoeld in paragraaf 1 en de antwoorden daarop worden bekendgemaakt op de website van de gemeente.

Artikel 51 :

Er wordt mondeling geantwoord op de mondelinge vragen tijdens de zitting van de gemeenteraad.

De burgemeester of degene die hem vervangt, beantwoordt de schriftelijke vragen binnen de maand na ontvangst.

Er wordt geantwoord op de mondelinge vragen volgens de volgorde van binnenkomen.

De vragen die niet aan bod konden komen, worden automatisch uitgesteld tot de volgende zitting, behalve indien het gemeenteraadslid dat het recht om vragen te stellen heeft uitgeoefend, er anders over beslist.

Artikel 52 :

Bij elke vergadering van de gemeenteraad, verleent de voorzitter, na afloop van het onderzoek van de agendapunten in openbare zitting, het woord aan de leden van de raad die erom vragen om mondelinge vragen te stellen aan het college van burgemeester en schepenen, met dien verstande dat hij het woord verleent volgens de volgorde van de vragen, en bij gelijktijdige vragen, volgens de rangorde waarvan sprake in artikel 17 van de NGW.

De mondelinge vragen worden beantwoord op de volgende vergadering van de gemeenteraad, zonder dat het gemeenteraadslid zijn vraag opnieuw stelt, vooraleer de voorzitter het woord verleent om in voorkomend geval nieuwe vragen te

Conseil communal du 24 mars 2015

stellen. De antwoorden van de leden van het college van burgemeester en schepenen geven geen aanleiding tot discussie.

Artikel 53 :

In toepassing van artikel 84 van de NGW mag geen akte, geen stuk betreffende het bestuur van de gemeente onttrokken worden aan het onderzoek van de leden van de gemeenteraad.

Vallen niet onder de toepassing van bovenvernoemd artikel van de NGW:

- de akten en registers van de burgerlijke stand en de briefwisseling die de ambtenaar van de burgerlijke stand ter zake voert;
- de bevolkingsregisters;
- de documenten betreffende de volkstelling;
- de kiezerslijsten;
- de militielijsten;

Mogen geraadpleegd worden, zonder voorafgaandelijke schriftelijke vraag, op de dagen en uren vermeld in artikel 14, al. 2 van dit reglement :

- 1) de begrotingen van de vorige dienstjaren van de gemeente;
- 2) de rekeningen van de vorige dienstjaren van de gemeente en van de intercommunale verenigingen waarvan de gemeente lid is;
- 3) de jaarlijkse verslagen van de vorige dienstjaren van de gemeente en de intercommunale verenigingen waarvan de gemeente lid is;
- 4) de goedgekeurde notulen van de vergaderingen van de gemeenteraad;
- 5) de goedgekeurde notulen van de vergaderingen van het college van burgemeester en schepenen, met uitzondering van de passages die niet vallen onder de toepassing van het inzagerecht van de stukken door de gemeenteraadsleden;
- 6) de adviezen uitgebracht door de gemeentelijke adviesraden;
- 7) de reglementen van de subsidies, de politieverordeningen, de retributie- en de belastingreglementen aangenomen door de gemeenteraad;
- 8) het register van de in en uitgaande briefwisseling;

Alle andere akten en stukken dan deze hierboven vermeld en bedoeld door artikel 14 van dit reglement en die betrekking hebben op het bestuur van de gemeente, kunnen door de gemeenteraadsleden geraadpleegd worden op de dagen en uren vermeld in artikel 14, 2^{de} lid van dit reglement.

De gemeenteraadsleden lichten de gemeentesecretaris, schriftelijk of mondeling in, over de stukken en akten die zijn wensen te raadplegen, ten minste drie vrije dagen voor de raadpleging. Na zich eventueel bij het college van burgemeester en schepenen te hebben vergewist of de vraag wel degelijk het bestuur van de gemeente betreft, treft de gemeentesecretaris de nodige schikkingen om de raadpleging van de betrokken akten en/of stukken door het gemeenteraadslid binnen de gewenste termijn te verzekeren.

Het gemeenteraadslid dat gedurende de week volgend op de dag waarop hij werd verwittigd dat de akten en stukken te zijner beschikking waren, deze niet is komen raadplegen, wordt verondersteld ze niet meer te willen raadplegen.

Indien nodig licht de gemeentesecretaris ten laatste de derde dag die volgt op de vraag het betrokken gemeenteraadslid in dat zijn vraag tot raadpleging onontvankelijk werd verklaard door het college. Deze beslissing moet gemotiveerd worden.

Conseil communal du 24 mars 2015

Artikel 54 :

De leden van de gemeenteraad hebben het recht afschriften te bekomen van de akten en stukken vermeld in artikel 53.

Met het oog hierop, vullen de gemeenteraadsleden een aanvraagformulier in dat hen door de gemeentesecretaris wordt afgeleverd op eenvoudige aanvraag en dat zij overhandigen aan de gemeentesecretaris of aan degene die hem vervangt.

Artikel 55 :

De gemeenteraadsleden hebben het recht om vergezeld door een lid van het college van burgemeester en schepenen of zijn afgevaardigde de gemeentelijke instellingen en diensten te bezoeken.

De leden van de gemeenteraad die de gemeentelijke instellingen en diensten wensen te bezoeken, komen met het lid van het college van burgemeester en schepenen overeen op welke dag en uur het bezoek zal plaats hebben.

Artikel 56 :

Tijdens hun bezoek moeten de gemeenteraadsleden zich op passieve en serene wijze gedragen en de regels van de bezochten instellingen eerbiedigen.

HOOFDSTUK VIER – Presentiegeld

Artikel 57 :

Aan elk gemeenteraadslid wordt door de gemeenteraad presentiegeld toegekend voor elke vergadering van de gemeenteraad en van de commissies waarvan hij lid is, waaraan hij deelneemt en van wie de aanwezigheid werd vastgesteld, met inbegrip van de gevallen waarvan sprake in artikel 22 van dit reglement..

Artikel 58 :

De aanwezigheden op de vergaderingen van de gemeenteraad worden vastgesteld op een lijst opgesteld door de secretaris en ondertekend door de voorzitter.

De aanwezigheden op de vergaderingen van de commissies of bijzondere commissies worden vastgesteld door de secretaris van de commissie of van de bijzondere commissie (of de gemeentesecretaris) en ondertekend door hun voorzitter.

HOOFDSTUK VIJF – Mandaten

Artikel 59 :

De voordracht van de kandidaturen voor de mandaten in de intercommunales en de andere rechtspersonen waarvan de gemeente lid is, worden neergelegd in de handen van de gemeentesecretaris door de leider van de fractie die de voordracht doet, ten laatste vijf vrije dagen voor de vergadering die als agendapunt de aanstelling heeft van de vertegenwoordigers van de gemeente bij hogervermelde intercommunales en rechtspersonen.

Conseil communal du 24 mars 2015

De gemeentesecretaris levert onmiddellijk een ontvangstbewijs af van de voordrachtsakten.

De vertegenwoordigers van de gemeenteraad in de intercommunales met een bestuurdersfunctie dienen bij de gemeenteraad jaarlijks verslag uit te brengen over het beheer van de betrokken intercommunale en over hun eigen activiteit binnen de intercommunale.

HOOFDSTUK ZES – Interpellatierecht van de inwoners

Artikel 60 :

20 personen die in de gemeente wonen en die minstens 16 jaar oud zijn, mogen bij de gemeenteraad een vraag tot interpellatie indienen ter attentie van het college.

Artikel 61 :

De interpellatie moet betrekking hebben op een onderwerp van gemeentelijk belang, mag geen uitsluitend privé-belang hebben en moet in het Nederlands of het Frans gesteld zijn.

Artikel 62 :

De lijst van de verzoeken tot interpellatie wordt voor elke vergadering meegedeeld aan de leden van de gemeenteraad.

Artikel 63 :

Het college van burgemeester en schepenen zet de interpellatie op de agenda van de volgende vergadering, in chronologische volgorde van ontvangst van de verzoeken, met dien verstande dat maximum drie interpellaties mogen worden ingeschreven op de agenda van eenzelfde vergadering.

Artikel 64 :

De aanvaarding van de tussenkomsten wordt beslist door het college van burgemeester en schepenen tijdens de zitting waarop de dagorde van de gemeenteraad wordt vastgelegd. De keuze van de interpellaties geschiedt uitsluitend in functie van de ontvangstdatum, behalve als het voorgesteld geval dringend is.

De interpellatie betreffende een aangelegenheid die moet behandeld worden met gesloten deuren, die reeds op de agenda van de raad staat, die de mensenrechten met de voeten treedt of racistisch of xenofob van aard is, is onontvankelijk.

Artikel 65 :

Wanneer een aanvraag aangenomen wordt, worden de interpellanten schriftelijk en vijf vrije dagen voor de zitting van de gemeenteraad verwittigd.

Artikel 66 :

De interpellatie wordt gehouden voor de opening van de openbare zitting van de gemeenteraad. De burgemeester of het lid van het college tot wiens bevoegdheid dat punt behoort, antwoordt tijdens de vergadering op de interpellatie.

Het daaropvolgende debat (vragen en antwoorden) mag niet langer duren dan 20 minuten (10 minuten voor elke partij).

Conseil communal du 24 mars 2015

Artikel 67 :

De problematiek aangehaald door de interpellant wordt automatisch op de dagorde geplaatst van de eerste gemeenteraad die volgt op de interpellatie.

Artikel 68 :

In elk gemeentelijk informatieblad wordt er een ruimte van maximaal 2200 tekens voorbehouden voor de politieke lijsten of formaties die vertegenwoordigd zijn in de gemeenteraad, maar geen deel uitmaken van de meerderheid, om zich uit te drukken.

De artikelen van de politieke tribune moeten daarenboven de wetgeving inzake de pers naleven en mogen geen inbreuk maken op de openbare orde of de goede zeden, op de democratische vrijheden en/of de van kracht zijnde wetten en reglementen overtreden. Racistische, antisemitische, seksistische, belasterende of beledigende uitspraken, privéuitwisselingen, of uitwisselingen die gebruik maken van werken die beschermd zijn door auteursrechten, zijn onwettig.

Uitlatingen waarvan wordt geoordeeld dat zij niet overeenstemmen met de wetgeving en/of onderhavig reglement zullen leiden tot de weigering van publicatie van het artikel.

+++++

Article 3.

Propriétés communales - Concession de voirie d'une partie de la rue des Anciens Etangs à Forest - Avenant.

LE CONSEIL,

Vu sa décision du 03 mars 2009 d'octroyer une concession de voirie de la partie de la rue des Ancien Etangs à Forest, telle que définie sur le plan de mesurage daté du 13 février 2009 et dressé par le géomètre Monsieur Bernard Demeur, à la SA AUDI BRUSSELS, sise boulevard de la 2^{ème} Armée Britannique, 201 à 1190 Forest ; par lettre du 27 avril 2009, le service de la tutelle sur les administrations locales du Ministère de la Région de Bruxelles-capitale informe la Commune que la décision précitée est devenue exécutoire par expiration des délais impartis pour statuer et fait néanmoins des remarques ;

Vu sa décision du 06 juillet 2009 d'approuver, pour la période prenant cours le premier du mois suivant la réception par la Commune de la lettre du service de la tutelle sur les administrations locales du Ministère de la Région de Bruxelles-capitale rendant la présente décision exécutoire (01^{er} octobre 2009), les termes de la convention à conclure avec la SA AUDI BRUSSELS pour la concession de voirie de la partie de la rue des Ancien Etangs à Forest, telle que définie sur le plan de mesurage daté du 13 février 2009 et dressé par le

Conseil communal du 24 mars 2015

géomètre Monsieur Bernard Demeur ; par lettre du 31 août 2009, le service de la tutelle sur les administrations locales du Ministère de la Région de Bruxelles-capitale informe la Commune que la décision précitée est devenue exécutoire ;

Vu le contrat de concession signé par la SA AUDI BRUSSELS et la Commune, devant satisfaire aux exigences citées dans les remarques du service de la tutelle ; que cette convention a pris cours le 01^{er} octobre 2009 pour une durée de dix ans ;

Considérant que la SA AUDI BRUSSELS a émis le souhait de prolongé la durée de ce contrat pour une nouvelle durée de dix ans ; que dès lors, il y aurait lieu d'établir un avenant au contrat de base ;

Vu la nouvelle loi communale ;

DECIDE:

1. d'approuver les termes de l'avenant à la concession de voirie, conclue en date du 16 septembre 2009 avec la SA AUDI BRUSSELS, boulevard de la 2^{ème} Armée Britannique, 201 à 1190 Forest, pour la partie de voirie de la rue des Ancien Etangs à Forest, telle que définie sur le plan de mesurage daté du 13 février 2009 et dressé par le géomètre Monsieur Bernard Demeur ; cet avenant permettra de prolonger la durée initiale (10 ans, soit du 01 octobre 2009 au 30 septembre 2019) d'une nouvelle période de dix ans, soit jusqu'au 30 septembre 2029 ;

2. de charger le Bourgmestre ou son délégué, assisté du Secrétaire Communal ou son délégué, aux fins de représenter valablement la Commune de Forest lors de la signature de cet avenant.

Conseil communal du 24 mars 2015

Artikel 3.

Gemeente-eigendommen - Wegenisconcessie voor een gedeelte van de Oude Vijversstraat te Vorst - Bijvoegsel.

DE RAAD,

Gelet op zijn beslissing van 03 maart 2009 houdende toekenning van een wegenisconcessie voor het gedeelte van de Oude Vijversstraat te Vorst, zoals omschreven in het door Landmeter Bernard Demeur op 13 februari 2009 opgemaakt plan, aan de NV AUDI BRUSSELS, Britse Tweedelegerlaan 201 te 1190 Vorst; per brief d.d. 27 april 2009 meldt de dienst toezicht op de lokale besturen van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de Gemeente dat voormelde beslissing uitvoerbaar geworden is door het verstrijken van de beschikbare termijn, weliswaar met opmerkingen;

Gelet op zijn beslissing van 06 juli 2009 houdende goedkeuring, voor de periode ingaand op de eerste van de maand volgend op de ontvangst door de Gemeente van de brief van de dienst toezichthoudende overheid van de lokale besturen van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, die onderhavige beslissing uitvoerbaar verklaart (01 oktober 2009), van de bepalingen van de met de NV AUDI BRUSSELS, Britse Tweedelegerlaan 201 te 1190 Vorst te sluiten overeenkomst; per brief d.d. 31 augustus 2009 meldt de dienst toezicht op de lokale besturen van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de Gemeente dat voormelde beslissing uitvoerbaar geworden is;

Gelet op de door de Gemeente ondertekende overeenkomst, die diende te voldoen aan de opgelegde eisen, vermeld in de opmerkingen van de dienst toezicht; dat deze overeenkomst begon te lopen op 01 oktober 2009 voor een termijn van tien jaar;

Overwegende dat de NV AUDI BRUSSELS de wens heeft geuit om de duur van de overeenkomst met een nieuwe termijn van tien jaar te verlengen; dat dientengevolge een bijvoegsel aan de basisovereenkomst dient opgemaakt te worden;

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

BESLIST :

1. de bepalingen van het bijvoegsel aan de concessieovereenkomst, gesloten op 16 september 2009 met de NV AUDI BRUSSEL, Britse Tweedelegerlaan 201 te 1190 Vorst, voor het wegenisgedeelte van de Oude Vijversstraat te Vorst, zoals omschreven in het door Landmeter Bernard Demeur op 13 februari 2009 opgemaakt plan, goed te keuren; dit bijvoegsel zal toelaten de oorspronkelijke duur (10 jaar, hetzij van 01 oktober 2009 t.e.m. 30 september 2019) met een nieuwe periode van tien jaar, hetzij tot 30 september 2029, te verlengen;

2. de Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of zijn afgevaardigde, te machtigen ten einde de Gemeente Vorst geldig te vertegenwoordigen bij het ondertekenen van de overeenkomst.

Conseil communal du 24 mars 2015

Article 4.

Logement - Logements communaux - Modèle de bail à loyer et règlement d'ordre intérieur - Approbation - Mandat au collège des bourgmestre et échevins pour signature.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale et notamment les articles 117 et 133;

Vu l'arrêté royal du 8 juillet 1997 déterminant les conditions minimales à remplir pour qu'un bien immeuble donné en location à titre de résidence principale soit conforme aux exigences élémentaires de sécurité, de salubrité et d'habitabilité

Vu l'arrêté royal du 4 mai 2007 pris en exécution de l'article 11bis du livre III, titre VIII, chapitre II, section 2, du Code civil

Vu l'ordonnance de la Région de Bruxelles capitale du 28 janvier 2010 organique de la revitalisation urbaine ;

Vu le code bruxellois du logement adopté le 11 juillet 2013 en particulier le chapitre IV relatif aux règles applicables aux opérateurs immobiliers publics;

Vu la décision du conseil communal du 6 mai 2014, portant règlement d'attribution des logements communaux;

Considérant que la législation régionale relative aux contrats de quartier prévoit pour les logements rénovés ou construits dans ce cadre une règle spécifique de résolution du bail lorsque le revenu du locataire dépasse le plafond fixé dans l'ordonnance susvisée;

Considérant que ceci déroge au contrat de bail issu des dispositions du code civil, et qu'il convient de l'adapter pour les baux concernant des logements produits dans le cadre des contrats de quartier,

Considérant qu'il y a lieu également de préciser le contrat de bail notamment en y annexant un règlement d'ordre intérieur des logements communaux qui fait partie du contrat;

Considérant que l'article 13 du règlement susvisé prévoit que le collège fait rapport annuellement au Conseil communal de ses décisions d'attribution;

DECIDE:

D'approuver le modèle de contrat de bail et le règlement d'ordre intérieur des logements communaux annexés à la présente décision.

De donner mandat au collège des bourgmestre et échevins pour signer, dans le cadre de la procédure prévue par le règlement communal d'attribution, le contrat de bail avec le locataire d'un logement communal conforme à ce modèle.

Conseil communal du 24 mars 2015

Artikel 4.

Huisvesting - Gemeentewoningen - Model van huurovereenkomst en huishoudelijk reglement - Goedkeuring - Machtiging aan het college van burgemeester en schepenen voor ondertekening.

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet en inzonderheid artikelen 117 en 133;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 juli 1997 tot vaststelling van de voorwaarden waaraan ten minste voldaan moet zijn wil een onroerend goed dat wordt verhuurd als hoofdverblijfplaats in overeenstemming zijn met de elementaire vereisten inzake veiligheid, gezondheid en woonbaarheid;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 mei 2007 tot uitvoering van artikel 11 bis van boek III, titel VIII, hoofdstuk II, afdeling 2, van het Burgerlijk Wetboek;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 28 januari 2010 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering;

Gelet op de Brusselse huisvestingscode aangenomen op 11 juli 2013, in het bijzonder hoofdstuk IV betreffende de regels die van toepassing zijn op de openbare vastgoedoperators;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 6 mei 2014 houdende toewijzingsreglement van de gemeentewoningen;

Overwegende dat de gewestelijke wetgeving met betrekking tot de wijkcontracten voor de woningen gerenoveerd of gebouwd in dit kader een specifieke regel van ontbinding van de huurovereenkomst voorziet wanneer het inkomen van de huurder het plafond vastgelegd in de bovenvermelde ordonnantie overschrijdt;

Overwegende dat dit afwijkt van de huurovereenkomst afkomstig uit de bepalingen van het burgerlijk wetboek, en dat het aangewezen is ze aan te passen voor de huurovereenkomsten die betrekking hebben op de woningen gerealiseerd in het kader van de wijkcontracten;

Overwegende dat het tevens noodzakelijk is de huurovereenkomst te verduidelijken met name door een huishoudelijk reglement van de gemeentewoningen dat deel uitmaakt van de overeenkomst in bijlage op te nemen;

Overwegende dat artikel 13 van het bovenvermelde reglement voorziet dat het college jaarlijks verslag uitbrengt aan de Gemeenteraad over zijn toewijzingsbeslissingen;

BESLIST:

Het model van huurovereenkomst en het huishoudelijk reglement van de gemeentewoningen opgenomen in bijlage bij de huidige beslissing goed te keuren;

Conseil communal du 24 mars 2015

Het college van burgemeester en schepenen machtiging te verlenen om, in het kader van de procedure voorzien door het gemeentelijke toewijzingsreglement, de huurovereenkomst met de huurder van een gemeentewoning te ondertekenen conform dit model.

Conseil communal du 24 mars 2015

Article 5.

Sports - Subsidés accordés aux clubs sportifs forestois par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale - 2015.

LE CONSEIL,

Vu la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de libérer chaque année un montant pour le subventionnement des infrastructures sportives pour les jeunes ;

Attendu qu'une subvention est octroyée aux clubs qui introduisent à cet effet un projet auprès de la Région de Bruxelles-Capitale et ce, dans le cadre du budget disponible à ces fins ;

Attendu que les projets forestois suivants ont été acceptés par le comité de pilotage, et que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a prévu la répartition suivante :

«L'ASSA» avenue St-Augustin, 16 à 1190 Forest	7.500,00 €
«Cercle Sportif la Forestoise Athlétisme» avenue du Globe, 46 à 1190 Forest	10.500,00 €
«Black Devils Basket Vorst» av. Van Volxem, 325 à 1190 Forest	1.457,00 €
«Cercle d'escrime européen de Bxl» 217, chaussée d'Alsemberg à 1190 Forest	1.800,00 €
«Educ Active» 16, rue Berthelot à 1190 Forest	4.500,00 €

DECIDE :

D'approuver les termes des conventions entre la Région, la commune et, l'ASSA, le CSFA, Black Devils, CEEB et Educ Active ;

D'inscrire à l'article 764/465-48 du service ordinaire 2015 le subside alloué :

«L'ASSA» avenue St-Augustin, 16 à 1190 Forest	7.500,00 €
«Cercle Sportif la Forestoise Athlétisme» avenue du Globe, 46 à 1190 Forest	10.500,00 €
«Black Devils Basket Vorst» av. Van Volxem, 325 à 1190 Forest	1.457,00 €
«Cercle d'escrime européen de Bxl» 217, chaussée d'Alsemberg à 1190 Forest	1.800,00 €
«Educ Active» 16, rue Berthelot à 1190 Forest	4.500,00 €

D'inscrire à l'article 764/332-02 du service ordinaire du budget 2015 la dépense de :

«L'ASSA» avenue St-Augustin, 16 à 1190 Forest	7.500,00 €
«Cercle Sportif la Forestoise Athlétisme» avenue du Globe, 46 à 1190 Forest	10.500,00 €
«Black Devils Basket Vorst» av. Van Volxem, 325 à 1190 Forest	1.457,00 €
«Cercle d'escrime européen de Bxl» 217, chaussée d'Alsemberg à 1190 Forest	1.800,00 €
«Educ Active» 16, rue Berthelot à 1190 Forest	4.500,00 €

Conseil communal du 24 mars 2015

Artikel 5.

Sport - Toelagen toegekend aan de Vorstse sportclubs door de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - 2015.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest om elk jaar een bedrag uit te trekken voor de betoelaging van de sportinfrastructuur voor jongeren;

Overwegende dat er een toelage wordt toegekend aan de clubs die hiertoe een project indienen bij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en dit, binnen de hiertoe beschikbare begroting;

Overwegende dat projecten van de volgende Vorstse Clubs door het stuurcomité aanvaard werden en dat de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de volgende verdeling opgesteld heeft :

«L'ASSA» Sint Augustinuslaan, 16 te 1190 Vorst	7.500,00 €
«Cercle Sportif la Forestoise Athlétisme» Globelaan, 46 te 1190 Vorst	10.500,00 €
«Black Devils Basket» Van Volxemlaan, 325 te 1190 Vorst	1.457,00 €
«CEEB» Alsebergsesteenweg, 217 te 1190 Vorst	1.800,00 €
«Educ Active» Berthelotstraat, 16 te 1190 Vorst	4.500,000 €

BESLIST,

De inhoud van de overeenkomsten tussen het Gewest, de Gemeente, en de ASSA, CSFA, Black Devils, CEEB en Educ Active goed te keuren;

De toegekende subsidie op artikel 764/464-48 van de gewone dienst van de begroting 2015 in te schrijven:

«L'ASSA» Sint Augustinuslaan, 16 te 1190 Vorst	7.500,00 €
«Cercle Sportif la Forestoise Athlétisme» Globelaan, 46 te 1190 Vorst	10.500,00 €
«Black Devils Basket» Van Volxemlaan, 325 te 1190 Vorst	1.457,00 €
«CEEB» Alsebergsesteenweg, 217 te 1190 Vorst	1.800,00 €
«Educ Active» Berthelotstraat, 16 te 1190 Vorst	4.500,000 €

De volgende uitgaven op artikel 764/332-02 van de gewone dienst van de begroting 2015 in te schrijven:

«L'ASSA» Sint Augustinuslaan, 16 te 1190 Vorst	7.500,00 €
«Cercle Sportif la Forestoise Athlétisme» Globelaan, 46 te 1190 Vorst	10.500,00 €
«Black Devils Basket» Van Volxemlaan, 325 te 1190 Vorst	1.457,00 €
«CEEB» Alsebergsesteenweg, 217 te 1190 Vorst	1.800,00 €
«Educ Active» Berthelotstraat, 16 te 1190 Vorst	4.500,000 €

Conseil communal du 24 mars 2015

Article 6.

Sports - Redevances relatives à l'occupation des installations et locaux omnisports communaux - Nouveau règlement.

Monsieur Quartassi répète qu'en commission il a été décidé de rajouter la phrase suivante à l'article 1, C : ou qui a ses activités sur Forest depuis au moins 5 ans et à l'article 3, paragraphe 2 : « ou des services communaux (service extrascolaire, ...) ».

Monsieur Hacken dit que ceci est le deuxième dossier qui avait été reporté suite à des remarques de l'opposition et il rend à nouveau hommage au collègue d'avoir entendu les remarques constructives de l'opposition. Il rappelle la commission constructive en présence de l'échevin Quartassi et dit être très satisfait que la discrimination entre les écoles a disparue. En ce qui concerne l'augmentation des prix, il aurait préféré qu'on y aille progressivement, un palier en 2 ans par exemple.

Monsieur Ghysels dit que les tarifs sont encore en-dessous de la moyenne régionale et que les clubs ont été informé, des tarifs et du fait que le ROI du Bempt prévoit une contribution des clubs pour l'utilisation des douches, du gaz et de l'électricité. Tous ces tarifs seront d'application à partir du 1^{er} septembre. Il rappelle le problème de la capacité d'accueil de l'infrastructure du Bempt.

LE CONSEIL,

Attendu qu'au vu de la situation financière de la commune, il y a lieu de revoir entièrement le règlement relatif à la gestion des installations sportives ;

Attendu que ledit règlement sera d'application à partir du 1er septembre 2015 ;

Vu la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

Abstention du Cdh

Par 26 voix et une abstention (Hacken)

D'adopter les termes du règlement repris ci-dessous, ainsi que les modalités reprises en annexe :

Règlement redevance relatif à l'occupation des infrastructures sportives communales

Article 1^{er} : Définitions

- a) Par « infrastructures sportives communales », on entend les infrastructures suivantes :
- Stade Bertelson
 - Complexe sportif « Bempt » (terrains de pétanque inclus)
 - Salle Omnisports « Petit Palais des Sports »
 - Salle Omnisports « Primeurs »
 - Salle Omnisports « Hall Van Volxem »

Chacune est dotée d'un règlement d'ordre intérieur spécifique.

Elles ne peuvent en aucun cas être utilisées pour des activités autres que sportives.

- b) Par « activités sportives reconnues », on entend : celles agréées par le COIB, par l'ADEPS ou le BLOSO, ainsi que celles agréées par le Collège sur base d'un dossier circonstancié.
- c) Par « club sportif forestois », on entend le club sportif dont le siège est situé sur le territoire de la commune de Forest et qui compte parmi ses membres au moins 60 % de personnes domiciliées à Forest, ou qui a ses activités sur Forest depuis au moins 5 ans.
- d) Par « association para-communale forestoise », on entend les associations dont les organes de gestion sont composés en partie de membres désignés par le Conseil communal de Forest.
- e) Par « jeune », on entend toute personne ayant moins de 18 ans au 31 août de l'année n+1.
- f) Par « occupations annuelles », on entend les occupations régulières hebdomadaires, sur base d'une saison comptant 35 semaines, en incluant les périodes d'entraînement ainsi que les matches officiels.

Conseil communal du 24 mars 2015

- g) Par « occupations occasionnelles », on entend toutes les autres occupations (dont les demandes ponctuelles, les stages, les tournois, etc.).
- h) Par « entreprises privées », on entend toute personne morale à but lucratif.

Article 2 : Demandes d'occupation

- §1. Les demandes d'occupation de locaux et terrains pour la pratique d'une activité sportive reconnue sont à introduire auprès de l'administration communale, par courrier (Service des Sports, rue du Curé n° 2, 1190 Bruxelles) ou par courriel (ServiceSports@forest.brussels).
- §2. Toute demande d'occupation occasionnelle devra être adressée au plus tard un mois avant la date d'occupation souhaitée.
- §3. Les demandes introduites par une association ou club sportif forestois seront, dans la limite des disponibilités, traitées prioritairement par le service.
- §4. Dès l'introduction de leur demande, les associations ou clubs sportifs sont tenus de désigner la personne physique qui sera responsable vis-à-vis de la commune du respect du présent règlement, du règlement d'ordre intérieur de l'infrastructure concernée, ainsi que des consignes qui pourraient être données par toute personne habilitée.
- §5. Les associations ou clubs sportifs sont tenus de faire parvenir au service des Sports, la liste de chacune de leurs équipes en mentionnant les nom, prénom, domicile et numéro national des joueurs tels que repris sur leur carte d'identité.
- §6. L'administration communale se réserve le droit de vérifier l'exactitude des renseignements transmis par les responsables des clubs concernés.
- §7. Le Collège est seul habilité à autoriser l'occupation des infrastructures sportives communales.
- §8. La décision du Collège est communiquée à la personne demanderesse par courrier. Dans les 15 jours de la notification de la décision du Collège, le demandeur est invité à transmettre les documents exigés.
- §9. Les entreprises privées sont assimilées à des organisations non forestoises.

Article 3 : Redevance

- §1. L'occupation des infrastructures sportives communales donne lieu à la perception d'une redevance, dont les montants sont fixés conformément à l'annexe au présent règlement, qui en fait partie intégrante.
- §2. Par dérogation à l'alinéa précédent, l'occupation d'infrastructures sportives communales est octroyée à titre gratuit (dans la limite des disponibilités) lorsque le demandeur est une école forestoise (tous réseaux confondus), une

Conseil communal du 24 mars 2015

association para-communale ou des services communaux (service extrascolaire, ...).

- §3. Le jeune demandeur ou les équipes de jeunes bénéficient d'une réduction de 50 % sur le montant des redevances, conformément aux tarifs en annexe et à la condition que l'infrastructure est effectivement occupée par les jeunes.
- §4. Concernant les occupations occasionnelles, la redevance doit obligatoirement être acquittée préalablement à l'occupation des infrastructures sportives communales.
- §5. En cas de renonciation à une occupation occasionnelle signalée à la commune moins de 8 jours avant l'activité, le demandeur sera tenu au paiement de 50 % de la redevance réclamée.
- §6. Concernant les occupations annuelles, le montant de la redevance est établi de façon dégressive, par tranches successives. Le paiement de la redevance annuelle pourra être scindé en deux tranches de 50 %, pour autant que la première tranche de 50 % soit acquittée au plus tard pour le 1^{er} novembre de la saison sportive en cours et la seconde tranche de 50 % au plus tard pour le 1^{er} mars de la même saison.
- §7. Les redevances sont payables à la Recette communale ou sont versées sur le compte **BE98 0910 0967 7393** au bénéfice de l'administration communale de Forest.

Article 4 : Calendrier

Toutes les infrastructures sportives seront fermées du 1^{er} juillet au 15 juillet inclus.

Sauf dérogation accordée par le Collège, les terrains en gazon sont inaccessibles du 15 mai au 15 août.

Un nouveau calendrier d'occupation des infrastructures sportives communales est établi à chaque entre-saison par le service des Sports et soumis à l'approbation du Collège.

Priorité sera accordée aux clubs qui antérieurement occupaient déjà des infrastructures sportives communales, pour autant que ceux-ci aient respecté le présent règlement ainsi que le règlement d'ordre intérieur des infrastructures concernées durant la saison écoulée.

Article 5 : Accessibilité

Les activités dans les infrastructures sportives communales se déroulent entre 8h30 et 22h30. Ces dernières doivent être libérées au plus tard à 23h00.

Conseil communal du 24 mars 2015

Des dérogations à ces horaires peuvent être accordées par le Collège, en fonction du type d'activités ou de manifestations et pour autant qu'une demande écrite ait été introduite un mois avant la date de l'évènement.

Le demandeur ne peut de sa propre initiative modifier l'horaire ou la durée de l'occupation qui lui a été octroyée.

Aucune sous-location ou cession de droits de quelque nature que ce soit n'est autorisée.

Article 6 : Responsabilités

- §1. L'occupation des infrastructures sportives ainsi que l'utilisation du matériel et équipement sportifs se font sous l'entière responsabilité de l'occupant. Ce dernier est tenu de prendre l'ensemble des assurances nécessaires à la couverture des risques liés à l'occupation des lieux et à l'exercice de ses activités, en ce compris les actes de vandalisme qui seraient commis par toute personne sous leur responsabilité.
- §2. Le demandeur veillera à fournir avant l'occupation des infrastructures la preuve de la souscription du ou des contrats. A défaut, l'accès aux dites infrastructures lui sera refusé.
- §3. Le demandeur reste personnellement responsable vis-à-vis des tiers et de n'importe quelle autorité ou administration. Il est tenu, le cas échéant, de payer taxes, impôts, droits d'auteur et autres redevances éventuelles qu'entraîneraient ses activités.
- §4. La commune décline toute responsabilité en cas de dommage corporel, dégâts matériels subis par tout utilisateur ou visiteur de l'infrastructure ou en cas de vol, perte ou détérioration d'objets personnels.
- §5. Tout dommage causé entraînera l'indemnisation à charge du demandeur, sans préjudice de sanctions administratives qui pourraient également être prises.
- §6. Sans préjudice de la réparation des dommages qui pourraient en résulter, toute contravention à l'une des dispositions du présent règlement entraînera la suspension de l'autorisation d'accès aux infrastructures, ce jusqu'à ce qu'une décision définitive soit prise par le Collège.
- §7. Les utilisateurs des infrastructures sportives communales sont tenus de se conformer aux dispositions du Règlement général de police.

Article 7 : Inoccupation prolongée

L'inoccupation, pendant un mois, de l'infrastructure mise à disposition du demandeur entraîne le retrait de l'autorisation d'occupation, qui lui est notifié par écrit.

Conseil communal du 24 mars 2015

Il revient au Collège d'apprécier la validité des éventuelles justifications avancées par le demandeur.

Article 8 : Dispositions finales

Le Collège est seul habilité à régler les cas particuliers découlant de l'application du présent règlement ou plus généralement de l'occupation des infrastructures sportives communales.

ANNEXE AU RÈGLEMENT REDEVANCE RELATIF À L'OCCUPATION DES INFRASTRUCTURES SPORTIVES COMMUNALES

REDEVANCES												
(Les montants repris ci-dessous sont les montant par heure)												
OCCUPATIONS ANNUELLES						Infrastructure sportive	OCCUPATIONS OCCASIONNELLES					
(Le montant total de la redevance annuelle est calculé sur la base d'une saison comportant 35 semaines)												
	heures / semaine	FORESTOIS		NON-FORESTOIS		ENTREPRISES		FORESTOIS		NON-FORESTOIS		ENTREPRISES
		Jeunes	Adultes	Jeunes	Adultes			Jeunes	Adultes	Jeunes	Adultes	
1 ^è tranche	1 h - 10 h	€ 2,00	€ 4,00	€ 4,00	€ 8,00	€ 30,00	BEMPT (hors charges)					€ 80,00
2 ^è tranche	11 h - 20 h	€ 1,75	€ 3,50	€ 3,50	€ 7,00							
3 ^è tranche	21 h - 30 h	€ 1,50	€ 3,00	€ 3,00	€ 6,00							
4 ^è tranche	> 30 h	€ 1,25	€ 2,50	€ 2,50	€ 5,00							
							€ 10,00	€ 20,00	€ 20,00	€ 40,00		
1 ^è tranche	1 h - 10 h	€ 2,50	€ 5,00	€ 5,00	€ 10,00	€ 30,00	BERTELSON - P.P.S. - Primeurs - Van Volxem (charges incluses)					
2 ^è tranche	11 h - 20 h	€ 2,25	€ 4,50	€ 4,50	€ 9,00							
3 ^è tranche	21 h - 30 h	€ 2,00	€ 4,00	€ 4,00	€ 8,00							
4 ^è tranche	> 30 h	€ 1,75	€ 3,50	€ 3,50	€ 7,00							

Exemple de calcul : Un club d'adultes forestois occupe 15h au Bempt :

$$(10 h \times 4,00 \text{ €} \times 35 \text{ sem}) + (5 h \times 3,50 \text{ €} \times 35 \text{ sem}) = 2.012,50 \text{ €}$$

Artikel 6.

Sport - Retributies voor het gebruik van de gemeentelijke installaties en omnisportzalen - Nieuw reglement.

De heer Quartassi herhaalt dat er in de commissie beslist werd om de volgende zin aan artikel 1, C toe te voegen : of die zijn activiteiten in Vorst uitoefent sinds minstens 5 jaar en in artikel 3, paragraaf 2 : “of een gemeentedienst (dienst buitenschoolse activiteiten, ...)”.

De heer Hacken zegt dat dit het tweede dossier is dat wegens opmerkingen van de oppositie werd verdaagd en hij feliciteert het college opnieuw omdat het naar de constructieve opmerkingen van de oppositie heeft geluisterd en hij herinnert aan de constructieve commissie die heeft plaatsgevonden in aanwezigheid van de heer Quartassi, schepen. Hij zegt dat hij heel tevreden is over het feit dat de discriminatie tussen de scholen is weggewerkt. Wat de verhoging van de prijzen betreft, zegt hij dat hij liever had gezien dat men progressief te werk zou zijn gegaan, in een tijdsperiode van 2 jaar bijvoorbeeld.

De heer Ghyssels zegt dat de tarieven nog onder het Gewestelijk gemiddelde liggen en dat de clubs op de hoogte werden gebracht van de tarieven en dat het RIO van de Bempt voorziet dat de clubs moeten tussenkomen in de kosten voor het verbruik van de douches, gas en elektriciteit. Al deze tarieven zullen van toepassing zijn vanaf 1 september. Hij herinnert aan de problemen i.v.m. de opvangcapaciteit van de Bempt.

DE RAAD,

Overwegende dat het, gezien de financiële toestand van de gemeente, aangewezen is om het reglement van beheer van de sportinstallaties volledig te herzien;

Overwegende dat bovengenoemd reglement van toepassing zal zijn vanaf 1 september 2015;

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

Onthouding van Cdh

Met 26 stemmen en een onthouding (Hacken)

De bepalingen van het hieronder vermelde reglement, alsook de modaliteiten opgenomen in bijlage, goed te keuren :

Retributiereglement betreffende het gebruik van de gemeentelijke sportinfrastructuren

Artikel 1 : Definities

- a) Onder « gemeentelijke sportinfrastructuren » worden de volgende infrastructuren verstaan :
- Bertelson stadion
 - Sportcomplex « Bempt » (met inbegrip van de petanquebanen)
 - Omnisportzaal « Klein Sportpaleis »
 - Omnisportzaal « Primeurs »
 - Omnisportzaal « Hall Van Volxem »

Elk van de zalen heeft een specifiek huishoudelijk reglement.

Ze mogen in geen geval gebruikt worden voor activiteiten die geen betrekking hebben op sport.

- b) Onder « erkende sportactiviteiten » wordt verstaan : diegene erkend door het BOIC, door de ADEPS of door BLOSO, evenals diegene erkend door het College op basis van een omstandig dossier.
- c) Onder « Vorstse sportclub » wordt verstaan de sportclub met zetel gelegen op het grondgebied van de gemeente Vorst en waarvan minstens 60 % van de leden gedomicilieerd is in Vorst, of die zijn activiteiten in Vorst uitoefent sinds minstens 5 jaar.
- d) Onder « Vorstse para-gemeentelijke vereniging » wordt verstaan de verenigingen waarvan de beheersorganen gedeeltelijk samengesteld zijn uit leden aangesteld door de Gemeenteraad van Vorst.
- e) Onder « jongere » wordt verstaan elke persoon van minder dan 18 jaar op 31 augustus van het jaar n+1.

Conseil communal du 24 mars 2015

- f) Onder « jaarlijks gebruik » wordt verstaan het regelmatige wekelijkse gebruik, op basis van een seizoen van 35 weken, met inbegrip van de perioden van training alsook van de officiële wedstrijden.
- g) Onder « occasioneel gebruik » wordt verstaan alle andere gebruiken (waaronder punctuele aanvragen, stages, toernooien, enz.).
- h) Onder « private ondernemingen » wordt verstaan elke rechtspersoon met winstoogmerk.

Artikel 2 : Aanvragen voor gebruik

- §1. De aanvragen voor gebruik van lokalen en terreinen voor de beoefening van een erkende sportactiviteit moeten ingediend worden bij het gemeentebestuur, per brief (Sportdienst, Pastoorstraat nr 2, 1190 Brussel) of per e-mail (ServiceSports@forest.brussels).
- §2. Elke aanvraag voor occasioneel gebruik moet ten laatste een maand voor de gewenste datum van gebruik ingediend worden.
- §3. De aanvragen ingediend door een Vorstse vereniging of sportclub zullen, binnen de beperking van de beschikbaarheid, prioritair behandeld worden door de dienst.
- §4. Zodra ze een aanvraag hebben ingediend, zijn de verenigingen of sportclubs verplicht een natuurlijke persoon aan te duiden die ten opzichte van de gemeente verantwoordelijk is voor de naleving van het onderhavige reglement, van het huishoudelijke reglement van de betrokken infrastructuur, alsook van de instructies die gegeven kunnen worden door elke gemachtigde persoon.
- §5. De verenigingen of sportclubs zijn ertoe gehouden om de lijst van elk van hun teams over te maken aan de Sportdienst met vermelding van de naam, voornaam, domicilie en rijksregisternummer van de spelers zoals vermeld op hun identiteitskaart.
- §6. Het gemeentebestuur behoudt zich het recht voor om de nauwkeurigheid van de inlichtingen overgemaakt door de verantwoordelijken van de betrokken clubs te controleren.
- §7. Alleen het College is gemachtigd om toestemming te geven voor het gebruik van de gemeentelijke sportinfrastructuren.
- §8. De beslissing van het College wordt per brief meegedeeld aan de verzoeker. Binnen de 15 dagen na de betekening van de beslissing van het College wordt de verzoeker uitgenodigd om de vereiste documenten over te maken.
- §9. Private ondernemingen worden gelijkgesteld aan niet Vorstse organisaties.

Artikel 3 : Retributie

- §1. Het gebruik van de gemeentelijke sportinfrastructuren geeft aanleiding tot de inning van een retributie waarvan de bedragen worden vastgesteld conform de bijlage bij het onderhavige reglement, die er integraal deel van uitmaakt.
- §2. In afwijking van het vorige lid wordt het gebruik van de gemeentelijke sportinfrastructuren gratis toegekend (binnen de beperking van de beschikbaarheid) wanneer de aanvrager een Vorstse school (alle netten) een para-gemeentelijke vereniging of een gemeentedienst (dienst buitenschoolse activiteiten,...) is.
- §3. De jonge aanvrager of de teams van jongeren genieten van een korting van 50% op het bedrag van de retributies, conform de tarieven in bijlage en op voorwaarde dat de infrastructuur effectief gebruikt wordt door de jongeren.
- §4. Voor het occasionele gebruik moet de retributie verplicht betaald worden vóór het gebruik van de gemeentelijke sportinfrastructuren.
- §5. In geval van verzaking aan een occasioneel gebruik dat aan de gemeente minder dan 8 dagen vóór de activiteit meegedeeld wordt, zal de aanvrager verplicht zijn om 50% van de gevraagde retributie te betalen.
- §6. Voor het jaarlijkse gebruik wordt het bedrag van de retributie vastgesteld op degressieve wijze, door opeenvolgende schijven. De betaling van de jaarlijkse retributie kan opgesplitst worden in twee schijven van 50%, voor zover de eerste schijf van 50% betaald is tegen ten laatste 1 november van het lopende sportseizoen en de tweede schijf van 50% tegen ten laatste 1 maart van hetzelfde seizoen.
- §7. De retributies zijn betaalbaar aan de dienst gemeentevangsten of worden gestort op rekening **BE98 0910 0967 7393** ten gunste van het gemeentebestuur van Vorst.

Artikel 4 : Kalender

Alle sportinfrastructuren zijn gesloten van 1 juli tot 15 juli inbegrepen.

Behoudens afwijking toegekend door het College zijn de grasvelden niet toegankelijk van 15 mei tot 15 augustus.

Er wordt tijdens elk tussenseizoen een nieuwe kalender van gebruik van de gemeentelijke sportinfrastructuren opgesteld door de Sportdienst en ter goedkeuring voorgelegd aan het College.

Er wordt voorrang verleend aan de clubs die eerder reeds de gemeentelijke sportinfrastructuren gebruikten, voor zover deze het onderhavige reglement evenals

Conseil communal du 24 mars 2015

het huishoudelijk reglement van de betrokken infrastructuren nageleefd hebben gedurende het afgelopen seizoen.

Artikel 5 : Toegankelijkheid

De activiteiten in de gemeentelijke sportinfrastructuren worden gehouden tussen 8u30 en 22u30. De infrastructuren moeten ten laatste om 23u00 verlaten worden.

Er kunnen afwijkingen op deze uurregeling toegekend worden door het College, in functie van het type van activiteiten of van evenementen en voor zover er een schriftelijke aanvraag ingediend werd een maand vóór de datum van het evenement.

De aanvrager mag op eigen initiatief het tijdstip of de duur van het hem verleende gebruik niet wijzigen.

Er is geen enkele onderverhuring of overdracht van rechten van eender welke aard toegelaten.

Artikel 6 : Verantwoordelijkheden

- §1. Het gebruik van de sportinfrastructuren alsook het gebruik van het sportmateriaal en -uitrusting gebeuren onder de volledige verantwoordelijkheid van de gebruiker. Deze laatste is verplicht het geheel aan verzekeringen te nemen die noodzakelijk zijn voor het dekken van de risico's die verband houden met het gebruik van de ruimten en met het beoefenen van zijn activiteiten, met inbegrip van daden van vandalisme die gepleegd zouden worden door elke persoon onder zijn verantwoordelijkheid.
- §2. De aanvrager zorgt ervoor vóór het gebruik van de infrastructuren het bewijs van onderschrijving van het of de contracten voor te leggen. Zoniet wordt hem de toegang tot voornoemde infrastructuren geweigerd.
- §3. De aanvrager blijft persoonlijk verantwoordelijk tegenover derden en tegenover eender welke overheid of bestuur. Hij is, in voorkomend geval, verplicht om heffingen, belastingen, auteursrechten en andere eventuele retributies die zijn activiteiten veroorzaken, te betalen.
- §4. De gemeente wijst elke verantwoordelijkheid af in geval van lichamelijke letsels, materiële schade ondergaan door elke gebruiker of bezoeker van de infrastructuur of in geval van diefstal, verlies of beschadiging van persoonlijke voorwerpen.
- §5. Alle berokkende schade brengt de schadeloosstelling ten laste van de aanvrager met zich mee, onverminderd administratieve sancties die tevens getroffen zouden kunnen worden.
- §6. Onverminderd de herstelling van de schade die eruit kan voortvloeien, brengt elke overtreding van één van de bepalingen van het onderhavige reglement

Conseil communal du 24 mars 2015

de schorsing mee van de toegangsvergunning tot de infrastructuur, en dit totdat er een definitieve beslissing wordt genomen door het College.

§7. De gebruikers van de gemeentelijke sportinfrastructuur zijn verplicht zich te houden aan de bepalingen van het Algemeen politiereglement.

Artikel 7 : Verlengde leegstand

De leegstand, gedurende een maand, van de infrastructuur die ter beschikking van de aanvrager werd gesteld, veroorzaakt de intrekking van de gebruiksvergunning, die hem schriftelijk wordt betekend.

Het is aan het College om de geldigheid te beoordelen van de eventuele verantwoording die door de aanvrager afgelegd wordt.

Artikel 8 : Slotbepalingen

Het College is alleen gemachtigd om de bijzondere gevallen te beslechten die voortvloeien uit de toepassing van het onderhavige reglement of meer in het algemeen uit het gebruik van de gemeentelijke sportinfrastructuur.

+++++

BIJLAGE BIJ HET RETRIBUTIEREGLEMENT BETREFFENDE HET GEBRUIK VAN DE GEMEENTELIJKE SPORTINFRASTRUCTUREN

RETRIBUTIES												
(De onderstaande bedragen zijn de bedragen per uur)												
JAARLIJKS GEBRUIK						Sport- infrastructuur	OCCASIONEEL GEBRUIK					
(Het totale bedrag van de jaarlijkse retributie wordt berekend op basis van een seizoen van 35 weken)												
	uren / week	VORSTENAAR		NIET-VORSTENAAR		BEDRIJVEN		VORSTENAAR		NIET-VORSTENAAR		BEDRIJVEN
		Jeugd	Volwassenen	Jeugd	Volwassenen			Jeugd	Volwassenen	Jeugd	Volwassenen	
1ste schijf	1 u - 10 u	€ 2,00	€ 4,00	€ 4,00	€ 8,00	€ 30,00	BEMPT (excl. lasten)					
2de schijf	11 u - 20 u	€ 1,75	€ 3,50	€ 3,50	€ 7,00							
3de schijf	21 u - 30 u	€ 1,50	€ 3,00	€ 3,00	€ 6,00							
4de schijf	> 30 u	€ 1,25	€ 2,50	€ 2,50	€ 5,00							
								€ 10,00	€ 20,00	€ 20,00	€ 40,00	€ 80,00
1ste schijf	1 u - 10 u	€ 2,50	€ 5,00	€ 5,00	€ 10,00	€ 30,00	BERTELSON - K.S.P. - Primeurs - Van Volxem (lasten inbegrepen)					
2de schijf	11 u - 20 u	€ 2,25	€ 4,50	€ 4,50	€ 9,00							
3de schijf	21 u - 30 u	€ 2,00	€ 4,00	€ 4,00	€ 8,00							
4de schijf	> 30 u	€ 1,75	€ 3,50	€ 3,50	€ 7,00							

Voorbeeld van berekening : Een Vorstse club van volwassenen gebruikt 15u op de Bempt :

$(10 \text{ u} \times 4,00 \text{ €} \times 35 \text{ weken}) + (5 \text{ u} \times 3,50 \text{ €} \times 35 \text{ weken}) = 2.012,50 \text{ €}$

Conseil communal du 24 mars 2015

Article 7.

Finances - Modification numéro 1 du service ordinaire - Budget 2015.

LE CONSEIL,

Vu les articles 241 et suivants de la Nouvelle Loi communale relatives à l'établissement des budgets communaux;

Vu les articles 15 et 16 de l'Arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale;

Considérant qu'il y'a lieu de modifier le budget ordinaire 2015 ;

DECIDE,

Vote : MR et Cdh : contre – Rongé : abstention

Par 22 voix contre 4 (Langbord, Mokhtari, Criquelion et Hacken) et une abstention (Rongé)

De modifier le budget ordinaire 2015 comme repris dans les tableaux joints au dossier relatifs à la modification budgétaire numéro 1 .

Artikel 7.

Financiën - Wijziging nummer 1 van de gewone dienst - Begroting 2015.

DE RAAD,

Gezien artikel 241 en volgenden van de Nieuwe Gemeentewet in verband met de opmaak van de gemeentebegrotingen;

Gelet op artikel 15 en 16 van het Koninklijk Besluit van 2 augustus 1990 houdende algemeen reglement op de gemeentelijke boekhouding;

Overwegende dat de gewone begroting 2015 dient aangepast te worden;

BESLIST,

Stemming : MR en Cdh : tegen – Rongé : onthouding

Met 22 stemmen tegen 4 (Langbord, Mokhtari, Criquelion en Hacken) en een onthouding (Rongé)

De gewone begroting 2015 te wijzigen zoals opgenomen in de hierbijgevoegde tabellen in verband met de begrotingswijziging nummer 1.

Conseil communal du 24 mars 2015

Article 8.

Finances - Comptabilité communale - Exercice 2015 - Douzièmes provisoires.

LE CONSEIL,

Vu les articles 241 et 247 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 14 de l'Arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale;

Considérant que le budget n'a pu être déposé à l'autorité de tutelle que le 23 février pour une raison indépendante de la commune, à savoir l'attente du pv du comité de concertation de la part du CPAS, annexe légale indispensable au dépôt du dossier à la tutelle

DECIDE :

d'autoriser la disposition de deux douzièmes provisoires pour les mois d'avril et mai 2015;

que ces crédits seront utilisés conformément à l'article 14 de l'Arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement sur la comptabilité communale.

Artikel 8.

Financiën - Gemeentelijke boekhouding - Dienstjaar 2015 - Voorlopige twaalfden.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 241 en 247 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 14 van het Koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Overwegende dat de begroting pas op 23 februari bij de toezichhoudende overheid ingediend is kunnen worden omwille van een reden die niet van de gemeente afhangt, namelijk het wachten op het pv van het overlegcomité vanwege het OCMW, noodzakelijke wettelijke bijlage voor de indiening van het dossier bij de toezichhoudende overheid;

BESLIST :

twee voorlopige twaalfden voor de maanden april en mei 2015 toe te staan;

dat deze kredieten zullen worden gebruikt overeenkomstig artikel 14 van het Koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit.

Conseil communal du 24 mars 2015

Article 9.

Affaires juridiques - Travaux - Affaire Lonbois - Immeuble sis à Forest, 6 Bvd Van Haelen
- Transaction et désistement d'instance - Autorisation Conseil. #

LE CONSEIL,

Considérant qu'en 2002, le service des travaux a constaté la présence de citernes (exploitées par le passé par l'ancienne société « Mobile Oil ») sous l'immeuble sis 6, Bvd Van Haelen, immeuble appartenant à Monsieur Philippe Lonbois ;

Considérant que ces citernes étaient supposées être à l'origine de problèmes d'humidité chez certains voisins ;

Considérant à l'époque que Monsieur Lonbois ne semblait pas vouloir intervenir malgré une mise en demeure de l'IBGE du 27 mars 2002 ;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 08/10/2002 (B/025) de soumettre le dossier à un avocat, Maître Oberwoits, afin de lui demander de mettre en œuvre une procédure contradictoire d'expertise judiciaire et de défendre les intérêts de la commune ;

Vu la citation introductive d'instance devant le tribunal de première instance de Bruxelles signifiée le 10/01/2003 pour l'audience du 23/01/2003, afin de faire neutraliser ou retirer les citernes et afin de vérifier l'existence d'une pollution du sol ;

Vu la requête en intervention volontaire de la SA « Axa Belgium », le 12/03/2003 ;

Vu le jugement du 10/04/2003 désignant l'expert judiciaire, feu Monsieur François Engels ;

Vu la requête en intervention volontaire de Monsieur Rezki Gedouh le 20/01/2004 ;

Vu la citation en intervention forcée et garantie de la SA « Ethias » le 20/04/2005 ;

Vu l'arrêt de la 4^e chambre de la cour d'appel de Bruxelles le 15/01/2007 ;

Vu le jugement du 12/11/2012 désignant Monsieur Johan L'Ecluse en remplacement de l'expert feu Monsieur François Engels ;

Vu l'intervention du « BOFAS », qui a procédé au nettoyage des citernes, au retrait de celles qui pouvaient l'être sans entraîner un risque d'instabilité et à l'assainissement des sols ;

Considérant le constat du « BOFAS » de la présence d'un effondrement de terre sous l'immeuble, dû à la rupture d'un puits de la commune ;

Conseil communal du 24 mars 2015

Vu les travaux de stabilisation et de réhabilitation de la canalisation entrepris par Monsieur Lonbois ;

Considérant que les parties ont mutuellement convenu, d'une part, de solliciter le désistement d'instance respectif de chaque partie, et, d'autre part, de convenir d'une transaction destinée à mettre fin définitivement à tout litige entre elles, et en particulier au litige actuellement pendant depuis douze ans devant la 1^{ère} chambre du tribunal de première instance de Bruxelles (RG 2003/778/A) ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment ses articles 123,8° et 270 ;

Vu les articles 2044 à 2058 du code civil relatifs au contrat de transaction ;

Vu les articles 820 à 827 du code judiciaire relatifs au désistement ;

DECIDE:

D'autoriser le collège des bourgmestre et échevins :

D'une part, à marquer son accord aux conclusions de désistement d'instance, en annexe, conclusions relatives à la procédure en cours devant le tribunal de première instance de Bruxelles (RG : 03/778/A) dans le cadre de l'affaire Lonbois, relative à l'immeuble sis 6, Bvd Van Haelen ;

D'autre part, à marquer son accord à la signature de la convention de transaction, en annexe également, entre la commune de Forest et Monsieur Philippe Lonbois, propriétaire de l'immeuble sis 6, Bvd Van Haelen.

Artikel 9.

Juridische zaken - Werken - Zaak Lonbois - Gebouw gelegen te Vorst, Van Haelenlaan 6 - Dading en afstand van geding - Toelating van de Raad.

DE RAAD,

Overwegende dat de dienst werken in 2002 de aanwezigheid van tanks heeft vastgesteld (in het verleden uitgebaat door de voormalige firma « Mobile Oil ») onder het gebouw gelegen Van Haelenlaan 6, gebouw dat eigendom is van de Heer Philippe Lonbois;

Overwegende dat deze tanks verondersteld waren aan de oorsprong te liggen van vochtproblemen bij sommige burens;

Overwegende dat de Heer Lonbois vroeger niet leek te willen tussenkomen ondanks een ingebrekestelling van het BIM van 27 maart 2002;

Conseil communal du 24 mars 2015

Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 08/10/2002 (B/025) om het dossier voor te leggen aan een advocaat, Meester Oberwoits, ten einde hem te vragen een tegensprekelijke procedure van gerechtelijke expertise op te zetten en de belangen van de gemeente te verdedigen;

Gelet op de inleidende dagvaarding voor de rechtbank van eerste aanleg van Brussel betekend op 10/01/2003 voor de zitting van 23/01/2003, om de tanks te laten neutraliseren of verwijderen en om het bestaan van een bodemverontreiniging te controleren;

Gelet op het verzoekschrift tot vrijwillige tussenkomst van de NV « Axa Belgium » op 12/03/2003;

Gelet op het vonnis van 10/04/2003 tot aanstelling van de gerechtsdeskundige, wijlen de Heer François Engels;

Gelet op het verzoekschrift tot vrijwillige tussenkomst van de Heer Rezki Gedouh op 20/01/2004;

Gelet op de dagvaarding in gedwongen tussenkomst en vrijwaring van de NV « Ethias » op 20/04/2005;

Gelet op het arrest van de 4de kamer van het hof van beroep van Brussel op 15/01/2007;

Gelet op het vonnis van 12/11/2012 tot aanstelling van de Heer Johan L'Ecluse ter vervanging van de deskundige wijlen de Heer François Engels;

Gelet op de tussenkomst van het « BOFAS », dat overgegaan is tot de schoonmaak van de tanks, tot de verwijdering van diegenen waar het mogelijk was zonder het risico op instabiliteit te lopen en tot de bodemsanering;

Overwegende de vaststelling van het « BOFAS » van de aanwezigheid van een grondverzakking onder het gebouw, te wijten aan de breuk van een spui van de gemeente;

Gelet op de stabiliserings- en renovatiewerken van de leiding ondernomen door de Heer Lonbois;

Overwegende dat de partijen onderling overeengekomen zijn om, enerzijds, de respectieve afstand van geding van elke partij te vragen en om, anderzijds, een dading overeen te komen bestemd om definitief een einde te stellen aan elk geschil tussen hen, en in het bijzonder aan het geschil dat momenteel sinds twaalf jaar voor de 1ste kamer van de rechtbank van eerste aanleg van Brussel (RG 2003/778/A) is;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 123,8° en 270;

Gelet op artikelen 2044 tot 2058 van het burgerlijk wetboek betreffende het contract van dading;

Gelet op artikelen 820 tot 827 van het gerechtelijk wetboek betreffende de afstand van geding;

Conseil communal du 24 mars 2015

BESLIST:

Het college van burgemeester en schepenen toestemming te geven om :

Enerzijds akkoord te gaan met de conclusies van afstand van geding, in bijlage, conclusies betreffende de lopende procedure voor de rechtbank van eerste aanleg van Brussel (AR : 03/778/A) in het kader van de zaak Lonbois, betreffende het gebouw gelegen Van Haelenlaan, 6;

Anderzijds akkoord te gaan met de ondertekening van de overeenkomst van dading, tevens in bijlage, tussen de gemeente Vorst en de Heer Philippe Lonbois, eigenaar van het gebouw gelegen Van Haelenlaan, 6.

Article 10.

Affaires juridiques - Réclamations contre une imposition communale - Réclamations introduites par la SPRL AJA CONCERTS contre une taxe sur les spectacles et divertissements pour l'exercice 2010 - Suites aux sept jugements rendus par le Tribunal de Première Instance de Bruxelles en date du 29 avril 2014 - Autorisation Conseil.

LE CONSEIL,

Vu les sept requêtes déposées le 18 décembre 2012 par la SPRL AJA CONCERTS devant le tribunal de première instance de Bruxelles à l'encontre de décisions du collège des bourgmestre et échevins rejetant des réclamations relatives à la taxe sur les spectacles et divertissements concernant l'exercice 2010 (articles de rôle 1, 2, 20, 21, 22, 23, 43 et 44) ;

Vu les sept jugements, favorables à la commune de Forest, rendus en date du 29 avril 2014 par le tribunal de première instance de Bruxelles (RG : A/15638/12, A/15639/12, A/15640/12, A/15641/12, A/15642/12, A/15643/12, A/15644/12) ;

Vu la demande de jonction des affaires faite au tribunal, tant par la commune de Forest, que par AJA CONCERTS, notamment en vue de réduire le montant de l'indemnité de procédure ;

Vu la décision inattendue du tribunal de traiter néanmoins les affaires séparément ;

Considérant que la SPRL AJA CONCERTS a, dès lors, été condamnée à payer un montant excessif à titre d'indemnité de procédure ;

Considérant la proposition de règlement amiable émanant de la SPRL AJA CONCERTS qui renoncerait à faire appel des sept jugements visés ci-dessus pour autant que la commune consente à une réduction des montants dus à titre d'indemnités de procédure ;

Conseil communal du 24 mars 2015

qu'elle propose de payer un montant de 5.500 €, qui correspond au montant de base qui aurait été appliqué si les affaires avaient été jointes ;

Considérant que la commune de Forest avait elle-même sollicité la jonction des sept affaires ;

Considérant qu'un accord amiable est préférable à sept nouvelles procédures en justice ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment ses articles 123,8° et 270 ;

Vu les articles 2044 à 2058 du code civil relatifs au contrat de transaction ;

DECIDE,

D'autoriser le collège des bourgmestre et échevins à accepter la proposition de règlement amiable faite par la SPRL AJA CONCERTS consistant en sa renonciation à faire appel des sept jugements rendus en date du 29 avril 2014 par le tribunal de première instance de Bruxelles (RG : A/15638/12, A/15639/12, A/15640/12, A/15641/12, A/15642/12, A/15643/12, A/15644/12), en contrepartie de l'acceptation par la commune de Forest de réduire le montant dû à titre d'indemnité de procédure à 5.500 €.

Artikel 10.

Juridische zaken - Bezwaarschriften tegen een gemeentebelasting - Bezwaarschriften ingediend door de BVBA AJA CONCERTS tegen een belasting op de vertoningen en gemakkelikheden voor het dienstjaar 2010 - Gevolg dat gegeven wordt aan de zeven vonnissen van de Rechtbank van Eerste Aanleg te Brussel d.d. 29 april 2014 - Toelating van de Raad.

DE RAAD,

Gelet op de zeven verzoekschriften ingediend op 18 december 2012 door de BVBA AJA CONCERTS bij de rechtbank van eerste aanleg van Brussel tegen de beslissingen van het college van burgemeester en schepenen waarbij klachten i.v.m. de belasting op de vertoningen en gemakkelikheden met betrekking tot het dienstjaar 2010 (artikelen van inkohiering 1, 2, 20, 21, 22, 23, 43 en 44) verworpen werden;

Gelet op de zeven vonnissen, gunstig voor de gemeente Vorst, gewezen op datum van 29 april 2014 door de rechtbank van eerste aanleg van Brussel (AR : A/15638/12, A/15639/12, A/15640/12, A/15641/12, A/15642/12, A/15643/12, A/15644/12);

Gelet op de aanvraag tot samenvoeging van de zaken ingediend bij de rechtbank, zowel door de gemeente Vorst als door AJA CONCERTS, ondermeer om het bedrag van de procedurevergoeding te beperken;

Conseil communal du 24 mars 2015

Gelet op de onverwachte beslissing van de rechtbank om de zaken toch apart te behandelen;

Overwegende dat de BVBA AJA CONCERTS bijgevolg veroordeeld werd tot het betalen van een buitensporig bedrag voor de procedurevergoeding;

Overwegende het voorstel tot minnelijke schikking uitgaande van de BVBA AJA CONCERTS die ervan af zou zien om beroep in te stellen tegen de hierboven bedoelde zeven vonnissen voor zover de gemeente instemt met een vermindering van de bedragen verschuldigd voor de procedurevergoedingen; dat ze voorstelt om een bedrag van 5.500 € te betalen, wat overeenstemt met het basisbedrag dat toegepast zou zijn indien de zaken samengevoegd waren;

Overwegende dat de gemeente Vorst zelf om de samenvoeging van de zeven zaken gevraagd had;

Overwegende dat een minnelijke schikking te verkiezen is boven zeven nieuwe rechtsprocedures;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 123,8° en 270;

Gelet op artikelen 2044 tot 2058 van het burgerlijk wetboek betreffende het contract van dading;

BESLIST,

Het college van burgemeester en schepenen toestemming te geven om het voorstel tot minnelijke schikking gedaan door de BVBA AJA CONCERTS te aanvaarden dat erin bestaat af te zien van het instellen van beroep tegen de zeven vonnissen gewezen op datum van 29 april 2014 door de rechtbank van eerste aanleg van Brussel (AR : A/15638/12, A/15639/12, A/15640/12, A/15641/12, A/15642/12, A/15643/12, A/15644/12), in ruil voor de aanvaarding door de gemeente Vorst om het bedrag verschuldigd voor de procedurevergoeding te verlagen naar 5.500 €.

Article 11.

Travaux publics - Propreté publique - Placement et gestion de six bulles à verre enterrées - Convention avec l'agence Bruxelles-propreté.

Monsieur Loewenstein explique que deux emplacements supplémentaires sont prévus, qu'il y aura donc six au lieu de quatre bulles à verre : Avenue Reine Marie-Henriette (place de Rochefort) et Chaussée d'Alsemberg (à proximité du Parc Marconi). Il s'agit d'un accord de principe de financement par L'ABP, mais il faut attendre le résultat de l'étude des impétrants et de l'urbanisme.

Conseil communal du 24 mars 2015

LE CONSEIL,

Vu la convention (ci-annexée) proposée par l'Agence Bruxelles-propreté pour le placement de six sites de bulles à verre enterrées et la gestion de ceux-ci (entretien, vidange...) aux endroits suivants :

Rue Roosendael croisement avenue du Globe
Avenue Zaman devant le 57,
Place Saint-Denis face au 39,
Rue de l'Eau (en face du 43),
Avenue Reine Marie-Henriette (place de Rochefort)
Chaussée d'Alsemberg (à proximité du Parc Marconi)

Considérant que ces bulles à verre remplaceront celles placées en surface et réduiront considérablement les nuisances sonores et visuelles ;

Considérant que l'Agence Bruxelles-propreté prend en charge les frais d'implantation des bulles ;

DECIDE :

D'approuver la convention entre la Commune de Forest et l'Agence Bruxelles-propreté pour le placement et la gestion des bulles à verre enterrées ;

De charger le Collège, représenté par Monsieur l'échevin de la propreté publique et Madame le secrétaire communal, de signer la convention avec l'Agence Bruxelles-propreté pour le placement et la gestion de six sites de bulles à verre enterrées ;

De charger la cellule propreté publique de l'exécution de celle-ci.

Conseil communal du 24 mars 2015

Artikel 11.

Openbare werken - Openbare netheid - Plaatsing en beheer van vier ondergrondse glasbollen - Overeenkomst met het Agentschap Net Brussel.

De heer Loewenstein legt uit dat er twee supplementaire locaties zijn voorzien en dat er dus zes i.p.v. vier glasbollen zullen zijn: Koningin Maria-Hendrikalaan (Rochefortplein) en Alsebergsesteenweg (in de buurt van het Marconipark). Het betreft hier een principeakkoord voor de subsidiëring door het ANB, maar men moet de resultaten afwachten van de studies wat betreft de impetranten en stedenbouw.

DE RAAD,

Gelet op de overeenkomst (in bijlage) voorgesteld door het Agentschap Net Brussel voor de plaatsing van zes locaties voor ondergrondse glasbollen en het beheer ervan (onderhoud, ledigen,...) op de volgende plaatsen:

Roosendaelstraat kruispunt Globelaan

Zamanlaan vóór nr 57,

Sint-Denijsplein tegenover nr 39,

Waterstraat (tegenover nr 43),

Koningin Maria-Hendrikalaan (Rochefortplein),

Alsebergsesteenweg (in de buurt van het Marconipark);

Overwegende dat deze glasbollen de bovengrondse glasbollen zullen vervangen en de visuele en geluidsoverlast aanzienlijk zullen verminderen;

Overwegende dat het Agentschap Net Brussel de kosten voor de vestiging van de glasbollen ten laste neemt;

BESLIST:

De overeenkomst tussen de Gemeente Vorst en het Agentschap Net Brussel voor de plaatsing en het beheer van de ondergrondse glasbollen goed te keuren;

Het College, vertegenwoordigd door Mijnheer de schepen van openbare netheid en Mevrouw de gemeentesecretaris, te belasten met de ondertekening van de overeenkomst met het Agentschap Net Brussel voor de plaatsing en het beheer van zes locaties voor ondergrondse glasbollen;

De cel openbare netheid te belasten met de uitvoering van deze overeenkomst.

Conseil communal du 24 mars 2015

Article 12.

Marchés Publics - 2015-T-006 - Restauration et rénovation de l'Hôtel Communal de Forest, Phase II: enveloppe intérieure - Approbation des conditions et du mode de passation.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles Capitale ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il y a lieu de procéder à la restauration et à la rénovation de l'enveloppe intérieure de l'Hôtel Communal ;

Considérant qu'afin de se conformer au Permis d'Urbanisme délivré en novembre 2010 il incombe à la Commune de commencer la phase II des travaux de restauration et de rénovation maximum 1 an après l'achèvement de la phase I ;

Considérant qu'afin de limiter la durée de location des bâtiments où les services communaux, déplacés pour cause des travaux à l'Hôtel Communal, exercent actuellement, les travaux doivent commencer le plus rapidement possible ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par appel d'offre ouvert ;

Considérant que le coût total des travaux de restauration et de rénovation de l'enveloppe intérieure de l'Hôtel Communal est estimé à 10.800.000 € TTC ;

Considérant que cette estimation atteint les seuils d'application de la publicité européenne ;

Considérant qu'un avis de marché doit être publié au Bulletin des Adjudications et au Journal officiel des Communauté européennes ;

Conseil communal du 24 mars 2015

Vu le cahier spécial des charges N° 2015-T-006 relatif au marché
“Restauration et rénovation de l’Hôtel Communal de Forest, Phase II: enveloppe intérieure ”
établi par le Service Travaux Publics ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l’article
104/723-60/03 du service extraordinaire du budget de l’exercice 2015 ;

Considérant que le mode de financement prévu est un subside de la Direction
des Monuments et des Sites du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale d’un montant de
5.460.230 € TTC, le solde restant étant financé par un emprunt à charge de la commune d’un
montant de 5.339.770 € TTC ;

DECIDE (sous réserve d’approbation du budget 2015 par l’autorité de Tutelle):

Art 1: D'approuver le cahier spécial des charges N° 2015-T-006 et le montant
estimé du marché «Restauration et rénovation de l’Hôtel Communal de Forest, Phase II:
enveloppe intérieure », établi par le Service Travaux Publics. Les conditions sont fixées
comme prévu au cahier spécial des charges et par les règles générales d'exécution des marchés
publics. Le montant estimé total s'élève à 10.800.000 € TTC ;

Art 2 : De choisir l’appel d’offre ouvert comme mode de passation du marché ;

Art 3 : De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau
européen ;

Art 4 : D’inscrire la dépense à l’article 104/723-60/03 du service extraordinaire
du budget de l’exercice 2015 ;

Art 5 : De financer la dépense par un subside de la Direction des Monuments et
des Sites du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale d’un montant de 5.460.230 € TTC
(article de recette 104/665-52/03), le solde restant étant un emprunt à charge de la commune
d’un montant de 5.339.770 € TTC ;

Art 6 : De transmettre cette délibération à l’autorité de tutelle en vue de l’exercice
de la tutelle d’approbation.

Artikel 12.

Overheidsopdrachten - 2015-T-006 - Restauratie en renovatie van het Gemeentehuis van
Vorst, Fase II: binnenkant - Goedkeuring van de lastvoorwaarden en van de gunningswijze. #

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234, betreffende de
bevoegdheden van de gemeenteraad ;

Conseil communal du 24 mars 2015

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten ;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen;

Overwegende dat er dient te worden overgegaan tot de restauratie en renovatie van de binnenkant van het Gemeentehuis;

Overwegende dat de Gemeente, teneinde zich in overeenstemming te brengen met de Stedenbouwkundige vergunning afgeleverd in november 2010, verplicht is ten laatste 1 jaar na de voltooiing van fase I te beginnen met fase II van de restauratie- en renovatiewerken;

Overwegende dat, teneinde de duur te beperken van de huur van de gebouwen waarin de gemeentediensten, die verplaatst zijn omwille van de werken aan het Gemeentehuis, op dit ogenblik hun taken uitvoeren, de werken zo snel mogelijk moeten beginnen;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van open offerteaanvraag ;

Overwegende dat het totale bedrag voor de restauratie- en renovatiewerken van de binnenkant van het Gemeentehuis wordt geraamd op 10.800.000 € alle belastingen inbegrepen;

Overwegende dat deze raming de toepassingsdrempels van de Europese bekendmaking bereikt ;

Overwegende dat een opdrachtaankondiging gepubliceerd moet worden in het Bulletin der Aanbestedingen en in het Publicatieblad van de Europese Unie;

Gelet op het bijzondere bestek met nr. 2015-T-006 betreffende de opdracht “ Restauratie en renovatie van het Gemeentehuis van Vorst, Fase II: binnenkant” opgesteld door de Dienst Openbare Werken ;

Overwegende dat het krediet voor de uitgave ingeschreven is op artikel 104/723-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2015 ;

Conseil communal du 24 mars 2015

Overwegende dat de voorziene financieringswijze een subsidie van de Directie van de Monumenten en Landschappen van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is, voor een bedrag van €5 460 230, excl. btw, en dat het overblijvende saldo gefinancierd wordt door een lening ten laste van de gemeente;

BESLIST (onder voorbehoud van de goedkeuring van de begroting 2015 door de toezichthoudende overheid),

Art 1 : Goedkeuring te verlenen aan het bijzondere bestek met nr. 2015-T-006 en de raming van de opdracht « Restauratie en renovatie van het Gemeentehuis van Vorst, Fase II: binnenkant, opgesteld door de Dienst Openbare Werken. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bijzondere bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 10.800.000 € alle belastingen inbegrepen;

Art 2 : Te kiezen voor de open offerteaanvraag als gunningswijze van de opdracht ;

Art 3 : Het standaard publicatieformulier in te vullen en bekend te maken op Europees niveau ;

Art 4 : De uitgave in te schrijven op artikel 104/723-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2015;

Art. 5: De uitgave te financieren d.m.v. een subsidie van de Directie van de Monumenten en Landschappen van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor een bedrag van €5 460 230, alle belastingen inbegrepen (artikel van ontvangsten 104/665-52/03), waarbij het overblijvende saldo gefinancierd wordt door een lening ten laste van de gemeente ten bedrage van €5 339 770, alle belastingen inbegrepen;

Art 6 : Deze beraadslaging aan de toezichthoudende overheid over te maken met het oog op de uitoefening van het goedkeuringstoezicht.

Article 13.

Petite Enfance - Crèche : Les P'tits Matelots - Acquisition d'étagères servant à stocker des denrées alimentaires - Application de l'article 249 de la NLC

LE CONSEIL

Vu sa décision du 16 décembre 2014 par laquelle il prend connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 6 novembre 2014 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet "Achat de mobilier pour les crèches" par procédure négociée sans publicité;

Conseil communal du 24 mars 2015

Considérant qu'aucune offre n'a été remise pour des étagères destinées à stocker les denrées alimentaires de la crèche « Les P'tits Matelots »;

Considérant que la crèche « Les P'tits Matelots » n'a dès lors pas pu obtenir les étagères servant à stocker des denrées alimentaires;

Considérant l'urgence impérieuse et imprévisible de procéder à l'acquisition de ces étagères conformément au rapport de visite du 27 janvier 2015 de BRULABO;

Considérant que quatre firmes ont été consultées pour une nouvelle demande d'offre de prix, à savoir : Diamond, Distrinox, Fabrinox et ColliShop Professionnal;

Considérant que la firme Diamond-Europe propose l'offre la plus intéressante avec un matériel composé entièrement d'inox;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins en séance du 12 février 2015 de procéder à l'acquisition de 6 étagères pour la crèche « Les P'tits Matelots » en vertu de l'article 249 de la N.L.C auprès de la firme Diamond-Europe – Chaussée de Vilvorde, 92 à 1120 Bruxelles; pour un montant de 3.106,77 € TVAC, aux conditions de son offre du 3 février 2015;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1^o a

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'article 249 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE:

De prendre acte de la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins en séance du 12 février 2015 de procéder à l'acquisition de 6 étagères pour la crèche « Les P'tits Matelots » en vertu de l'article 249 de la N.L.C auprès de la firme Diamond-Europe – Chaussée de Vilvorde, 92 à 1120 Bruxelles; pour un montant de 3.106,77 € TVAC, aux conditions de son offre du 3 février 2015 ;

D'admettre la dépense de 3.106,77 € TVAC à l'article 844/741-51 du service extraordinaire du budget 2015 ;

De financer cette dépense par un emprunt.

Artikel 13.

Kleine Kinderen - Kinderdagverblijf : Les P'tits Matelots - Aankoop van rekken voor de opslag van voedingsmiddelen - Toepassing van artikel 249 van de NGW.

DE RAAD,

Gelet op zijn beslissing van 16 december 2014 waarin hij kennis neemt van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 6 november 2014 om een overheidsopdracht voor leveringen te plaatsen met als voorwerp "Aankoop van meubilair voor de kinderdagverblijven" via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking;

Overwegende dat er geen enkele offerte ingediend werd voor de rekken voor de opslag van voedingsmiddelen in het kinderdagverblijf « Les P'tits Matelots »;

Overwegende dat het kinderdagverblijf « Les P'tits Matelots » bijgevolg de rekken voor de opslag van voedingsmiddelen niet heeft gekregen;

Gelet op de dringende en onvoorzienbare noodzaak om over te gaan tot de aankoop van deze rekken conform het bezoekverslag van 27 januari 2015 van BRULABO;

Overwegende dat vier firma's geraadpleegd werden voor een nieuwe aanvraag voor prijsofferte, namelijk : Diamond, Distrinox, Fabrinox en ColliShop Professionnal;

Overwegende dat de firma Diamond-Europe de meest interessante offerte voorstelt met materiaal dat volledig uit inox bestaat;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 12 februari 2015 om over te gaan tot de aankoop van 6 rekken voor het kinderdagverblijf « Les P'tits Matelots » krachtens artikel 249 van de N.G.W bij de firma Diamond-Europe – Vilvoordsesteenweg, 92 te 1120 Brussel, voor een bedrag van 3.106,77 € BTW inbegrepen, volgens de voorwaarden van zijn offerte van 3 februari 2015;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 26, § 1, 1^o, a;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van de overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 105;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen;

Conseil communal du 24 mars 2015

Gelet op artikel 249 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

Akte te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 12 februari 2015 om over te gaan tot de aankoop van 6 rekken voor het kinderdagverblijf « Les P'tits Matelots » krachtens artikel 249 van de N.G.W bij de firma Diamond-Europe – Vilvoordsesteenweg, 92 te 1120 Brussel, voor een bedrag van 3.106,77 € BTW inbegrepen, volgens de voorwaarden van zijn offerte van 3 februari 2015;

In te stemmen met de uitgave van 3.106,77 € BTW inbegrepen op artikel 844/741-51 van de buitengewone dienst van de begroting 2015;

Deze uitgave te financieren door een lening.

Article 14.

Politique de la Ville - Adoption de la convention "Politique de la Ville 2015".

LE CONSEIL,

Vu les articles 117 et 122 de la nouvelle loi communale relatifs aux compétences du conseil communal, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'accord du collège du Bourgmestre et échevins en date du 29 Janvier 2015 sur la répartition budgétaire entre les projets subsidiés dans le cadre de la Politique de la Ville 2015 ;

Vu le protocole du 15 mai 2014 entre l'Etat Fédéral, d'une part et d'autre part la Région flamande, la Région Wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant le transfert des moyens budgétaires et de personnel de la politique des grandes villes fédérale ;

Vu l'ordonnance du 15 décembre 2014 contenant le budget général des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 2015 ;

Considérant la décision du Gouvernement Régional de poursuivre sans interruption immédiate la politique de la ville au niveau régional et d'en donner les moyens budgétaires nécessaires aux communes concernées ;

Considérant que le subside alloué à la commune de Forest dans le cadre du programme « Politique de la Ville 2015 » s'élève à 338.974 euros ;

Considérant que le programme « Politique de la Ville 2015 » doit répondre aux contraintes obligatoires définies par le Gouvernement Régional, à savoir :

La poursuite des projets déjà existants en 2014

Conseil communal du 24 mars 2015

La mise en place « en phasing out » de l'ensemble des projets pour une extinction au 31/12/2015

Aucun nouvel engagement en termes de personnel

Le remplacement d'un personnel existant uniquement si indispensable et sur demande de dérogation à l'autorité régionale avant remplacement.

DECIDE

D'approuver la convention « Politique de la Ville 2015 » ci-annexée entre la commune et la Région Bruxelles-Capitale, représenté par le Gouvernement régional, et de charger Monsieur le Bourgmestre ou son remplaçant, et la Secrétaire communal de la signature de la convention.

Conseil communal du 24 mars 2015

Artikel 14.

Stedelijk Beleid - Goedkeuring van de overeenkomst "Stedelijk beleid 2015".

DE RAAD,

Gelet op de artikelen 117 en 122 van de nieuwe gemeentewet betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad, en latere wijzigingen;

Gelet op het akkoord van het college van Burgemeester en Schepenen van 29 januari 2015 over de budgettaire verdeling tussen de projecten gesubsidieerd in het kader van het Stedelijk beleid 2015;

Gelet op het protocol van 15 mei 2014 tussen enerzijds de Federale Staat en anderzijds het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de overdracht van budgettaire middelen en personeel van het federale grootstedenbeleid;

Gelet op de ordonnantie van 15 december 2014 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het begrotingsjaar 2015;

Overwegende de beslissing van de Gewestregering om zonder onmiddellijke onderbreking het Stedelijk beleid verder te zetten op gewestelijk niveau en om de noodzakelijke budgettaire middelen te geven aan de betrokken gemeenten;

Overwegende dat de subsidie toegekend aan de gemeente Vorst in het kader van het programma « Stedelijk beleid 2015 » 338.974 euro bedraagt;

Overwegende dat het programma « Stedelijk beleid 2015 » moet beantwoorden aan de verplichtingen vastgesteld door de Gewestregering, namelijk :

De voortzetting van de projecten die reeds bestonden in 2014

De invoering « in phasing out » van het geheel van de projecten voor een uitdoving op 31/12/2015

Geen enkele nieuwe aanwerving van personeel

De vervanging van een bestaand personeelslid enkel indien noodzakelijk en op aanvraag voor afwijking bij de gewestelijke overheid vóór vervanging.

BESLIST

Goedkeuring te verlenen aan de overeenkomst « Stedelijk beleid 2015 » opgenomen in bijlage tussen de gemeente en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door de Gewestregering, en de Heer Burgemeester of zijn vervanger, en de Gemeentesecretaris te gelasten met de ondertekening van de overeenkomst.

Conseil communal du 24 mars 2015

Article 15.

Politique de la Ville - Adoption de la convention-type et mandat au collège de signer les conventions de partenariat entre la commune et les asbl partenaires dans le cadre de la "Convention Politique de la Ville 2015".

Monsieur Barghouti dit que les projets 2015 sont très intéressants, mais il regrette que l'initiative que l'échevine avait prise l'année passée pour les projets 2014 ne s'est pas répétée, à savoir réunir la commission qui pouvait non seulement évaluer les projets 2013, mais aussi réfléchir sur les projets 2014.

Madame El Hamidine répond que l'année 2015 est une année transitoire, que des nouveaux projets ne pouvaient pas être présentés, il était obligatoire de reconduire les projets 2014.

Monsieur Barghouti répond qu'il aurait néanmoins été intéressant de pouvoir évaluer les projets 2014.

Madame El Hamidine répond que l'évaluation est en cours et elle promet de faire une commission après.

LE CONSEIL,

Vu les articles 117 à 132 de la nouvelle loi communale relatifs aux compétences du conseil communal et du collège des Bourgmestres et échevins, et ses modifications ultérieures ;

Considérant la décision du Gouvernement Régional de poursuivre sans interruption immédiate la politique de la ville au niveau régional et d'en donner les moyens budgétaires nécessaires aux communes concernées ;

Considérant l'accord du service public régional sur le contenu de la « Convention Politique de la Ville 2015 » ;

Considérant que plusieurs associations et le CPAS de Forest sont partenaires de la Commune de Forest pour la mise en œuvre de la « Convention Politique de la Ville 2015 » ;

Considérant que les montants alloués aux associations et au CPAS de Forest pour la mise en œuvre de leurs projets sont spécifiés dans la « Convention Politique de la Ville 2015 » ;

Considérant que les montants prévus pour chaque association et le CPAS de Forest sont subsidiés intégralement par la Région Bruxelles-Capitale dans le cadre de la « Convention Politique de la Ville 2015 » ;

Conseil communal du 24 mars 2015

Considérant que le projet de convention-type entre la Commune et les associations partenaires spécifie les dispositions générales qui s'appliquent à tous les promoteurs de projets de la Politique de la Ville 2015 ;

Considérant que ces dispositions générales seront complétées par les montants de subventions prévus pour chaque partenaire et par les stipulations relatives aux engagements particuliers du promoteur vis-vis de la Commune.

DECIDE

D'approuver la convention-type entre la Commune et le promoteur de projet de la Politique de la Ville 2015 telle que présentée en annexe ;

De donner mandat au collège des bourgmestre et échevins de signer les conventions particulières de partenariat conformes à la convention-type avec les promoteurs de projets dans le cadre de la mise en œuvre de la « Convention Politique de la Ville 2015 ».

Conseil communal du 24 mars 2015

Artikel 15.

Stedelijk Beleid - Goedkeuring van de type-overeenkomst en volmacht aan het college om de samenwerkingsovereenkomsten te ondertekenen tussen de gemeente en de partner vzw's in het kader van de "Overeenkomst Stedelijk Beleid 2015".

De heer Barghououti zegt dat de projecten 2015 heel interessant zijn, maar dat hij betreurt dat het initiatief dat mevrouw de schepen verleden jaar had genomen voor de projecten 2014, zich niet heeft herhaalt, hetzij een commissie samen roepen waar men niet alleen de projecten 2013 heeft kunnen evalueren, maar waar ook over de projecten 2014 werd nagedacht.

Mevrouw El Hamidine antwoordt dat 2015 een transitjaar is, dat er geen nieuwe projecten mochten ingediend worden, dat het verplicht was om de projecten 2014 te verlengen.

De heer Barghouti antwoordt dat het desondanks interessant zou geweest zijn om de projecten 2014 te kunnen evalueren.

Mevrouw El Hamidine antwoordt dat de evaluatie gaande is en ze belooft om daarna een commissie samen te roepen.

DE RAAD,

Gelet op de artikelen 117 tot 132 van de nieuwe gemeentewet betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad en van het college van burgemeester en schepenen, en latere wijzigingen;

Overwegende de beslissing van de Gewestregering om zonder onmiddellijke onderbreking het stedelijk beleid op gewestelijk niveau verder te zetten en om de noodzakelijke budgettaire middelen aan de betrokken gemeenten te geven;

Overwegende het akkoord van de gewestelijke overheidssdienst over de inhoud van de « Overeenkomst stedelijk beleid 2015 »;

Overwegende dat meerdere verenigingen en het OCMW van Vorst partners zijn van de Gemeente Vorst voor de uitwerking van de « Overeenkomst stedelijk beleid 2015 »;

Overwegende dat de bedragen toegekend aan de verenigingen en aan het OCMW van Vorst voor de uitwerking van hun projecten gedetailleerd beschreven worden in de « Overeenkomst stedelijk beleid 2015 »;

Overwegende dat de bedragen voorzien voor elke vereniging en voor het OCMW van Vorst integraal gesubsidieerd worden door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest het kader van de « Overeenkomst stedelijk beleid 2015 »;

Conseil communal du 24 mars 2015

Overwegende dat het ontwerp van type-overeenkomst tussen de Gemeente en de partnerverenigingen de algemene bepalingen verduidelijkt van toepassing op alle projectpromotoren van het stedelijk beleid 2015;

Overwegende dat deze algemene bepalingen aangevuld zullen worden door de subsidiebedragen voorzien voor elke partner en door de toelichtingen betreffende de bijzondere verbintenissen van de promotor ten opzichte van de Gemeente;

BESLIST

De type-overeenkomst tussen de Gemeente en de projectpromotor van het stedelijk beleid 2015 goed te keuren zoals opgenomen in de bijlage;

Het college van burgemeester en schepenen volmacht te geven om de bijzondere samenwerkingsovereenkomsten conform de type-overeenkomst te ondertekenen met de projectpromotoren in het kader van de uitwerking van de « Overeenkomst stedelijk beleid 2015 ».

Conseil communal du 24 mars 2015

Article 16.

Revitalisation des quartiers - Contrat de Quartier Durable Albert - Divers opérations briques - Mission de Coordination Sécurité Santé : projet et réalisation - Marché de services - Approbation des conditions, du mode de passation et des frimes à consulter - Cahier Spécial des Charges - Consultation de bureaux d'études - Application de l'article 234, alinéa 2 de la nouvelle loi communale - Prise pour information.

LE CONSEIL,

Vu les Arrêtés du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 décembre 2012 octroyant au total un subside de 10.900.000,00 € pour la mise en œuvre des opérations inscrites dans le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Albert ;

Considérant que le subside régional est réservé afin de financer les projets du programme à hauteur de 95% et qu'en outre, les 5% restants correspondent à la participation financière de la Commune ;

Considérant qu'un subside de 3.125.000,00 € est également réservé au sein du budget Beliris pour financer certaines opérations « brique » ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures ;

Vu la nouvelle loi communale et en particulier son article 234 ;

DECIDE, (Sous réserve d'approbation du budget communal 2015 par l'autorité de tutelle.)

Art 1 : De prendre pour information la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 22 janvier 2015 faisant choix de la procédure négociée sans publicité pour le marché de services à bordereau de prix relatif au marché « Mission de Coordination Sécurité Santé : projet et réalisation » dans le cadre de diverses opérations briques du Contrat de Quartier Durable Albert et établi par la cellule de Revitalisation des Quartiers, en vertu de l'article 26, §1, 1°, a (montant du marché hors T.V.A. ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €) de la loi du 15 juin 2006 ; qu'en outre six bureaux seront consultés ;

Art 2 : De prendre également pour information que la dépense pour ce marché est estimée à 60.765,37 € (hors T.V.A.) ou **78.694,59 €** (+7,5% imprévus et T.V.A. comprise) et est inscrite à l'article 9304/122-48/74 « indemnité pour prestations » du service ordinaire du

Conseil communal du 24 mars 2015

budget 2015, où un crédit total de 79.619,15 € est disponible. Et de financer la dépense globale estimée comme suit :

<i>N° opérations CQDA</i>	<i>Montant « CSS » estimés HTVA</i>	<i>Montant « CSS » estimés +7,5% imprévus +21% T.V.A.</i>	<i>Financement des montants</i>	
1B	27.427,38 €	35.676,16 €	90% RBC 10% Commune	32.108,54 € 3.567,62 €
1^E	9.478,92 €	12.328,59 €	92,66 % RBC 7,34% Commune	11.423,67 € 904 ,92 €
1F	5.244,00 €	6.821,13 €	100% BELIRIS	6.821,13 €
2AB	13.277,50 €	17.270,71 €	100% RBC	17.270,71 €
2C	3.800,00 €	4.598,00 €	81,29% RBC 18,71% Commune	3.737,71 € 860,29 €
3A	1.537,57 €	2.000,00 €	100% RBC	2.000,00 €
	60.765,37 €	78.694,59 €		

Artikel 16.

Heropleving van de wijken - Duurzaam Wijkcontract Albert - Verschillende bouwoperaties - Coördinatieopdracht Veiligheid-Gezondheid: project en verwezenlijking - Dienstenopdracht - Goedkeuring van de lastvoorwaarden, gunningswijze en uit te nodigen firma's - Bestek - Raadpleging van studiebureaus - Toepassing van artikel 134, lid 2 van de Nieuwe Gemeentewet - Kennisneming.

DE RAAD,

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 december 2012 die een subsidie van in totaal €10 900 000 toekent voor de uitvoering van de operaties die ingeschreven in het basiscontract van het Duurzaam Wijkcontract Albert;

Overwegende dat gewestelijke subsidiëring bestemd is om projecten van het programma te financieren ter hoogte van 95% en dan de overige 5% overeenstemt de financiële bijdrage van de Gemeente;

Overwegende dat in het Belirisbudget een subsidie van €3 125 000,00 eveneens is voorbehouden voor de financiering van bepaalde bouwoperaties;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 op de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Conseil communal du 24 mars 2015

Gelet op het Koninklijk Besluit van 15 juli 2011 plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren en diens latere wijzigingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels en van de concessies voor openbare werken;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet en in het bijzonder artikel 234:

BESLIST, (Onder voorbehoud van de goedkeuring van het Gemeentebudget van 2015 door de toezichthoudende overheid.)

Art. 1: kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 januari 2015 waarin het beslist tot een onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking voor de dienstenopdracht volgens prijslijst m.b.t. de opdracht 'Coördinatieopdracht Veiligheid-Gezondheid: project en verwezenlijking' in het kader van verschillende bouwoperaties van het Duurzaam Wijkcontract Albert, die werd opgesteld door de Cel 'Heropleving van de Wijken' op grond van artikel 26, §1, 1°, a (waarbij het bedrag van de opdracht excl. btw de kaap van €85 000,00 niet overschrijdt) van de wet van 15 juni 2006, en dat bovendien zes bureaus zullen worden geraadpleegd;

Art. 2 : tevens kennis te nemen dat de uitgave voor deze opdracht wordt begroot op €60 765,37 (excl. btw) of €78 694,59 (+7,5% onverwachte kosten en incl. btw) en ingeschreven is op artikel 9304/122-48/74 'prestatievergoedingen' van de gewone dienst van de begroting 2015, waar een totaal bedrag van €79 619,15 beschikbaar is, en om de als volgt begrote globale uitgaven te financieren:

<i>N° operaties DWCA</i>	<i>Begrote 'CVG'-bedragen, excl. btw</i>	<i>Begrote 'CVG'-bedragen +7,5% onvoorziene kosten + 21% btw</i>	<i>Financiering van de bedragen</i>	
1B	€ 27.427,38	€ 35.676,16	90% BHG 10% Gemeente	€ 32.108,54 € 3.567,62
1^E	€ 9.478,92	€ 12.328,59	92,66 % BHG 7,34% Gemeente	€ 11.423,67 € 904,92
1F	€ 5.244,00	€ 6.821,13	100% BELIRIS	€ 6.821,13
2AB	€ 13.277,50	€ 17.270,71	100% BHG	€ 17.270,71
2C	€ 3.800,00	€4.598,00	81,29% BHG 18,71% Gemeente	€ 3.737,71 €860,29
3A	€ 1.537,57	€2.000,00	100% BHG	€ 2.000,00
	€ 60.765,37	€78.694,59		

Conseil communal du 24 mars 2015

Article 17.

Revitalisation des quartiers - Contrat de Quartier Durable Albert - Pôle Marconi - Opérations 2A et 2B - Construction d'une nouvelle maison de quartier et réaménagements d'espaces récréatifs et paysagers - Marché de services - Désignation d'une équipe pluridisciplinaire, autrement dénommée Auteur de projet - Approbation des conditions et du mode de passation de marché - Avis de marché et Cahier Spécial des Charges.

LE CONSEIL,

Vu les Arrêtés du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 décembre 2012 octroyant au total un subside de 10.900.000,00 € pour la mise en œuvre des opérations inscrites dans le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Albert ;

Considérant que le subside régional est réservé afin de financer les projets du programme à hauteur de 95% et qu'en outre, les 5% restants correspondent à la participation financière de la Commune ;

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 03 juillet 2014 approuvant le programme du pôle Marconi ;

Vu la décision du Conseil Communal du 14 octobre 2014 approuvant la Modification de Programme 2 du Contrat de Quartier Durable Albert, conformément – entre autres – à cette nouvelle programmation ;

Considérant que cette Modification de Programme a été approuvée par le Ministre en charge de la Rénovation Urbaine en date du 19 novembre 2014 ;

Considérant que le présent marché porte sur une mission complète d'auteur de projet, chargé des études et du contrôle des travaux, sis au n°41 de la rue Marconi, pour :
la construction d'une nouvelle maison de quartier ;
le réaménagement d'espaces récréatifs et paysagers ;

Conseil communal du 24 mars 2015

Revu sa décision du 18 novembre 2014 décidant de :

De choisir la procédure négociée avec publicité comme mode de passation du marché et de soumettre l'Avis de marché au bulletin des adjudications du Moniteur belge ;

D'approuver l'Avis de marché ayant pour objet : « Mission complète d'auteur de projet pour la construction d'une nouvelle maison de quartier et le réaménagement d'espaces récréatifs et paysagers », sis rue Marconi numéro 41 à 1190 Forest. Le Cahier Spécial des Charges régissant les conditions de la deuxième phase de la procédure ainsi que celles concernant l'exécution du marché fera l'objet d'une prochaine délibération au Conseil communal ;

D'approuver le montant total estimé pour cette mission (honoraires et pourcentage de 7,5% : révisions des prix et imprévus) à 173.994,66 hors TVA, soit 210.533,54 euros TVA comprise ;

De financer la dépense par les crédits qui seront inscrits au service extraordinaire de 2015, aux articles 9304/722-60 « Travaux de construction aux bâtiments en cours d'exécution » sous réserve de l'approbation de la Modification de Programme n°2 par le Ministre en charge de la Rénovation Urbaine, et comme suit :

Budget et articles	Noms des opérations	Financement	Montants
Service extraordinaire du budget 2015 , Article 9304/722- 60	2A : construction d'une nouvelle maison de quartier 2B : réaménagement d'espaces récréatifs et paysagers	100% Région 0% Commune	210.533,54 €

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle d'approbation ;

Considérant que la désignation de l'auteur de projet par le Collège des bourgmestre et échevins est estimée, à ce jour, pour le mois d'août 2015 ;

Considérant que suite à la publication de l'avis de marché, 32 candidatures ont été déposées le 19 janvier 2015 dans le cadre de la première phase de la procédure ;

Considérant qu'en cours d'analyse des candidatures, le pouvoir adjudicateur a constaté que les versions en français et néerlandais de l'avis de marché publié le 27 novembre 2014, présentaient un élément de disparité et que par conséquent, l'égalité de traitement des candidats n'était pas assurée suivant la loi relative au Marché Public ;

Considérant que suite au défaut constaté lors de la première phase de la procédure, la cellule de Revitalisation des Quartiers proposera au Collège des Bourgmestre et Echevins en sa séance du 19 mars 2015 de décider de renoncer à la procédure et d'en avertir les 32 équipes s'étant portées candidates ;

Considérant que la Cellule de Revitalisation des Quartiers propose de relancer le marché ayant pour objet : « Forest – Pôle Marconi – Construction d'une nouvelle maison de quartier et le réaménagement d'espaces récréatifs et paysagers : mission d'auteur de projet », sis rue Marconi numéro 41 à 1190 Forest, et de corriger l'avis de marché y relatif ;

Considérant que le présent marché est un marché forfaitaire à prix global et qu'il comprend deux postes à forfait, soit :

POSTE 1 : opération 2A : Construction d'une nouvelle maison de quartier ;

POSTE 2 : opération 2B : Réaménagement de l'intérieur d'ilot ;

Conseil communal du 24 mars 2015

Considérant qu'outre le montant des honoraires, un montant de 7,5% de ces derniers doit également être prévu pour couvrir les révisions de prix conformément à la législation des marchés publics pour les marchés dont les montants sont supérieurs à 120.000,00 € ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 161.855,50 € hors T.V.A. ou 195.845,15 € 21% T.V.A. comprise + 7,5% (révisions de prix), soit un montant global estimé de 210.533,54 € tout compris.

Estimation POSTE 1 : opération 2A : 152.639,50 € hors T.V.A. ;

Estimation POSTE 2 : opération 2B : 9.216,00 € hors T.V.A. ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 9304/722-60/74 « Travaux de construction aux bâtiments en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget 2015 où le crédit de 210.533,54 € sera disponible après approbation du budget 2015 par l'autorité de tutelle ;

Considérant que les opérations 2A et 2B sont financées à 100% par la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que le mode de passation du marché reste inchangé – procédure négociée avec publicité, conformément à l'article 26, §2, 3° de la loi du 15 juin 2006 - et qu'au vu de l'estimation du marché (173.994,66 hors TVA, soit 210.533,54 euros TVA comprise), l'avis de marché sera publié au bulletin des adjudications du Moniteur belge ;

Vu le Cahier Spécial des Charges n° CSC–CQDA–2014-05, établi par la cellule de Revitalisation des Quartiers et relatif au marché « Forest – Pôle Marconi – Construction d'une nouvelle maison de quartier et le réaménagement d'espaces récréatifs et paysagers : mission d'auteur de projet », ainsi que ses annexes, en ce compris le programme des études et le rapport des deux premiers ateliers participatifs établis par le bureau Tr@me SCRL ;

Considérant que la procédure se déroule en deux phases et que les candidats sélectionnés au terme de cette première phase, au maximum cinq d'entre eux, recevront le Cahier Spécial des Charges en vue de remettre offre et d'y présenter une esquisse ;

Considérant que l'esquisse qui sera présentée dans l'offre des soumissionnaires comprendra notamment des documents graphiques sur support de présentation et une note descriptive de leur proposition ;

Considérant que conformément aux conditions du marché, chaque soumissionnaire, pour autant qu'il ait remis une offre complète, conforme et qu'il ait obtenu 50% des points au regard des critères d'attribution, se verra proposer une indemnité forfaitaire de 2.600,00 euros. S'agissant d'une indemnité, le régime T.V.A. n'est pas d'application ;

Considérant que le montant nécessaire à l'indemnisation des offres présentées par les soumissionnaires est inscrit à l'article 9304/122-48/74 « Indemnité pour prestations » du service ordinaire du budget 2015 où le crédit de 13.277,50 € sera disponible après approbation du budget 2015 par l'autorité de tutelle ;

Conseil communal du 24 mars 2015

DECIDE,

Sous réserve d'approbation du budget communal 2015 par l'autorité de tutelle.

Art. 1 : De prendre pour information la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 19 mars 2015 de renoncer, pour vice de procédure, et de relancer le marché ayant pour objet : « Forest – Pôle Marconi – Construction d'une nouvelle maison de quartier et le réaménagement d'espaces récréatifs et paysagers : mission d'auteur de projet », sis rue Marconi numéro 41 à 1190 Forest, au terme d'un avis de marché publié le 27 novembre 2014 et des 32 candidatures reçues en date du 19 janvier 2015 ;

Art. 2 : De choisir la procédure négociée avec publicité comme mode de passation du marché ;

Art. 3 : D'approuver l'Avis de marché corrigé et le Cahier Spécial des Charges n°CSC-CQDA-2014-05, établis par la cellule de Revitalisation des Quartiers et relatifs au marché : « Forest – Pôle Marconi – Construction d'une nouvelle maison de quartier et le réaménagement d'espaces récréatifs et paysagers : mission d'auteur de projet », sis rue Marconi numéro 41 à 1190 Forest ;

Art. 4 : De publier l'Avis de marché au Bulletin des adjudications du Moniteur belge ;

Art. 5 : D'approuver le montant estimé du marché à 161.855,50 € hors T.V.A. ou 195.845,15 € 21% T.V.A. comprise ;

Art. 6 : De prévoir un montant estimé à 7,5% des honoraires destiné à couvrir les révisions de prix du marché conformément à la législation des marchés publics ;

Art. 7 : De financer la dépense précitée, à 100% par le subside régional, et par le crédit inscrit à l'article 9304/722-60/74 « Travaux de construction aux bâtiments en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget 2015 où le crédit de 210.533,00 € sera disponible ;

Art. 8 : D'approuver conformément aux conditions du marché et suite à la deuxième phase de la procédure - le dépôt d'une offre et la proposition d'une esquisse - l'indemnité de 2.600,00 € octroyée à chaque soumissionnaire (maximum 5 d'entre eux), pour autant qu'il ait remis une offre complète, conforme et qu'il ait obtenu 50% des points au regard des critères d'attributions. S'agissant d'une indemnité, le régime T.V.A. n'est pas d'application ;

Art. 9 : De financer les dépenses relatives à l'indemnisation des offres par le crédit inscrit à l'article 9304/122-48/74 « Indemnité pour prestations » du service ordinaire du budget 2015 où le montant de 13.277,50 € sera disponible ;

Art. 10 : De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle d'approbation.

Conseil communal du 24 mars 2015

Artikel 17.

Heropleving van de wijken - Duurzaam Wijkcontract Albert - Marconipool - Operaties 2A en 2B - Bouw van een nieuw buurthuis en herinrichting van recreatieve en landschappelijke ruimten - Opdracht voor diensten - Aanstelling van een multidisciplinair team, anders genoemd Projectontwerper - Goedkeuring van de lastvoorwaarden en van de gunningswijze van de opdracht - Opdrachtaankondiging en Bijzonder Bestek.

DE RAAD,

Gelet op de Besluiten van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 13 december 2012 tot toekenning van een totale subsidie van 10.900.000,00 € voor de uitvoering van de operaties ingeschreven in het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract Albert;

Overwegende dat de gewestelijke subsidie voorbehouden is om de projecten van het programma voor 95% te financieren en dat bovendien, de overblijvende 5% overeenstemmen met de financiële bijdrage van de Gemeente;

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van de overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen;

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 3 juli 2014 tot goedkeuring van het programma van de Marconipool;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 14 oktober 2014 tot goedkeuring van de Programmawijziging 2 van het Duurzame Wijkcontract Albert, overeenkomstig - ondermeer - deze nieuwe programmering;

Overwegende dat deze Programmawijziging goedgekeurd werd door de Minister bevoegd voor Stadsvernieuwing op 19 november 2014;

Overwegende dat de huidige opdracht betrekking heeft op een volledige opdracht van projectontwerper, belast met de studies en de controle van de werken, gelegen Marconistraat nr 41, voor :

de bouw van een nieuw buurthuis;

Conseil communal du 24 mars 2015

de herinrichting van recreatieve en landschappelijke ruimten;

Zijn beslissing van dinsdag 18 november 2014 herzien waarin beslist werd om :

Te kiezen voor de onderhandelingsprocedure met bekendmaking als gunningswijze van de opdracht en de Opdrachtaankondiging voor te leggen in het bulletin der aanbestedingen van het Belgisch Staatsblad;

Goedkeuring te verlenen aan de Opdrachtaankondiging met als voorwerp : « Volledige opdracht van projectontwerper voor de bouw van een nieuw buurthuis en herinrichting van recreatieve en landschappelijke ruimten », gelegen Marconistraat nr 41 te 1190 Vorst. Het Bijzondere Bestek van toepassing op de voorwaarden van de tweede fase van de procedure alsook diegenen die betrekking hebben op de uitvoering van de opdracht zal het voorwerp uitmaken van een volgende beraadslaging op de Gemeenteraad;

Goedkeuring te verlenen aan het totaal geraamde bedrag voor deze opdracht (honoraria en percentage van 7,5% : prijsherzieningen en onvoorziene kosten) op 173.994,66 euro excl. BTW, of 210.533,54 euro BTW inbegrepen;

De uitgave te financieren door de kredieten die zullen worden ingeschreven op de buitengewone dienst van 2015, op artikelen 9304/722-60 « Oprichting van gebouwen in uitvoering » onder voorbehoud van de goedkeuring van de Programmawijziging nr 2 door de Minister bevoegd voor Stadsvernieuwing, en als volgt :

Begroting en artikelen	Naam van de operaties	Financiering	Bedragen
Buitengewone dienst van de begroting 2015 Artikel 9304/722-60	2A : bouw van een nieuw buurthuis 2B : herinrichting van recreatieve en landschappelijke ruimten	100% Gewest 0% Gemeente	210.533,54 €

Deze beraadslaging over te maken aan de toezichhoudende overheid met het oog op de uitoefening van het goedkeuringstoezicht;

Overwegende dat de aanstelling van de projectontwerper door het College van burgemeester en schepenen momenteel geraamd wordt voor de maand augustus 2015;

Overwegende dat er volgend op de publicatie van de opdrachtaankondiging 32 kandidaturen werden ingediend op 19 januari 2015 in het kader van de eerste fase van de procedure;

Overwegende dat in de loop van de analyse van de kandidaturen de aanbestedende overheid vastgesteld heeft dat er een licht verschil was tussen de Franstalige en de Nederlandstalige versies van de opdrachtaankondiging gepubliceerd op 27 november 2014 en dat bijgevolg de gelijke behandeling van de kandidaten niet verzekerd was volgens de wet op de Overheidsopdrachten;

Overwegende dat als gevolg van de fout vastgesteld tijdens de eerste fase van de procedure, de cel Heropleving van de Wijken aan het College van Burgemeester en Schepenen zal voorstellen om in zijn zitting van 19 maart 2015 te beslissen af te zien van de procedure en de 32 teams die zich kandidaat hadden gesteld, hiervan op de hoogte te brengen;

Overwegende dat de Cel Heropleving van de Wijken voorstelt om de opdracht met als voorwerp : « Vorst – Marconipool – Bouw van een nieuw buurthuis en herinrichting van recreatieve en landschappelijke ruimten : opdracht van

Conseil communal du 24 mars 2015

projectontwerper », gelegen Marconistraat nr 41 te 1190 Vorst, herop te starten en de daarop betrekking hebbende opdrachtaankondiging te verbeteren;

Overwegende dat de huidige opdracht een forfaitaire opdracht is tegen globale prijs en dat ze twee forfaitaire posten bevat, namelijk :

POST 1 : operatie 2A : Bouw van een nieuw buurthuis;

POST 2 : operatie 2B : Herinrichting van de binnenkant van het huizenblok;

Overwegende dat naast het bedrag van de erelonen, een bedrag van 7,5% van deze laatsten tevens voorzien moet worden om de prijsherzieningen te dekken conform de wetgeving op de overheidsopdrachten voor de opdrachten waarvan de bedragen hoger zijn dan 120.000,00 €;

Overwegende dat het bedrag van deze opdracht geraamd wordt op 161.855,50 €, excl. B.T.W. of 195.845,15 €, 21% B.T.W. inbegrepen + 7,5% (prijsherzieningen), zijnde een totaal bedrag dat, alles inbegrepen, geraamd wordt op 210.533,54 €.

Raming POST 1 : operatie 2A : 152.639,50 € excl. BTW ;

Raming POST 2 : operatie 2B : 9.216,00 € excl. BTW ;

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave ingeschreven is op artikel 9304/722-60/74 « Oprichting van gebouwen in uitvoering » van de buitengewone dienst van de begroting 2015, waarin het krediet van 210.533,54 € beschikbaar zal zijn na goedkeuring van de begroting 2015 door de toezichthoudende overheid;

Overwegende dat operaties 2A en 2B voor 100% gefinancierd worden door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat de gunningswijze van de opdracht ongewijzigd blijft – onderhandelingsprocedure met bekendmaking, conform artikel 26, §2, 3° van de wet van 15 juni 2006 - en dat gezien de raming van de opdracht (173.994,66 excl. BTW, hetzij 210.533,54 euro BTW inbegrepen), de opdrachtaankondiging gepubliceerd zal worden in het bulletin der aanbestedingen van het Belgisch Staatsblad;

Gelet op het Bijzondere Bestek met nr. BB-DWCA-2014-05, opgesteld door de cel Heropleving van de Wijken en met betrekking tot de opdracht « Vorst – Marconipool – Bouw van een nieuw buurthuis en herinrichting van recreatieve en landschappelijke ruimten : opdracht van projectontwerper », alsook de bijlagen, met inbegrip van het studieprogramma en het verslag van de twee eerste participatieve workshops opgesteld door het kantoor Tr@me CVBA;

Overwegende dat de procedure in twee fasen verloopt en dat de kandidaten geselecteerd na afloop van deze eerste fase, en die hoogstens met vijf zullen zijn, het Bijzondere Bestek zullen ontvangen om offerte in te dienen en er een ontwerp in voor te stellen;

Overwegende dat het ontwerp dat voorgesteld zal worden in de offerte van de inschrijvers ondermeer grafische documenten op presentatiedrager en een beschrijvende nota van hun voorstel moet bevatten;

Conseil communal du 24 mars 2015

Overwegende dat, conform de voorwaarden van de opdracht, elke inschrijver, voor zover hij een volledige, conforme offerte heeft ingediend en 50% van de punten heeft behaald ten opzichte van de gunningscriteria, een forfaitaire vergoeding van 2.600,00 euro zal ontvangen. Aangezien het om een vergoeding gaat, is de btw-regeling niet van toepassing;

Overwegende dat het bedrag nodig voor de vergoeding van de offertes ingediend door de inschrijvers ingeschreven is op artikel 9304/122-48/74 « Vergoeding voor prestaties » van de gewone dienst van de begroting 2015 waar het krediet van 13.277,50 € beschikbaar zal zijn na goedkeuring van de begroting 2015 door de toezichthoudende overheid;

BESLIST,

Onder voorbehoud van goedkeuring van de gemeentebegroting 2015 door de toezichthoudende overheid.

Art. 1 : Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 19 maart 2015 om, omwille van procedurefout, af te zien van de opdracht met als voorwerp : « Vorst – Marconipool – Bouw van een nieuw buurthuis en herinrichting van recreatieve en landschappelijke ruimten : opdracht van projectontwerper », gelegen Marconistraat nr 41 te 1190 Vorst, na afloop van een opdrachtaankondiging gepubliceerd op 27 november 2014 en van de 32 kandidaturen ontvangen op 19 januari 2015 en deze herop te starten;

Art. 2 : Te kiezen voor de onderhandelingsprocedure met bekendmaking als gunningswijze van de opdracht;

Art. 3 : Goedkeuring te verlenen aan de verbeterde Opdrachtaankondiging en het Bijzondere Bestek met nr BB-DWCA-2014-05, opgesteld door de cel Heropleving van de Wijken en met betrekking tot de opdracht : « Vorst – Marconipool – Bouw van een nieuw buurthuis en herinrichting van recreatieve en landschappelijke ruimten : opdracht van projectontwerper », gelegen Marconistraat nr 41 te 1190 Vorst;

Art. 4 : De Opdrachtaankondiging te publiceren in het Bulletin der aanbestedingen van het Belgisch Staatsblad;

Art. 5 : Het bedrag van de opdracht, geraamd op 161.855,50 € excl. BTW of 195.845,15 €, 21% BTW inbegrepen, goed te keuren;

Art. 6 : Een bedrag te voorzien geraamd op 7,5% van de erelonen bestemd om de prijsherzieningen van de opdracht te dekken conform de wetgeving op de overheidsopdrachten;

Art. 7 : De voormelde uitgave voor 100% te financieren door gewestelijke subsidies, en door het krediet ingeschreven op artikel 9304/722-60/74 « Oprichting van gebouwen in uitvoering » van de buitengewone dienst van de begroting 2015 waar het krediet van 210.533,00 € beschikbaar zal zijn;

Art. 8 : Conform de voorwaarden van de opdracht en volgend op de tweede fase van de procedure - de indiening van een offerte en het voorstel van een ontwerp - goedkeuring te verlenen aan de vergoeding van 2.600,00 € toegekend aan elke inschrijver (maximum 5),

Conseil communal du 24 mars 2015

voor zover hij een volledige, conforme offerte heeft ingediend en 50% van de punten heeft behaald ten opzichte van de gunningscriteria. Aangezien het om een vergoeding gaat, is de btw-regeling niet van toepassing;

Art. 9 : De uitgaven met betrekking tot de vergoeding van de offertes te financieren door het krediet ingeschreven op artikel 9304/122-48/74 « Vergoeding voor prestaties » van de gewone dienst van de begroting 2015 waar het bedrag van 13.277,50 € beschikbaar zal zijn;

Art. 10 Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het goedkeuringstoezicht.

Article 18.

Revitalisation des quartiers - Contrat de Quartier Durable Albert - Opération 3A - Réaménagement global du parc Marconi - Chaussée d'Alsemberg n°298 et rue Marconi n°129 - Marché de travaux - Approbation des conditions et du mode de passation du marché - Cahier Spécial des Charges et Avis de Marché.

LE CONSEIL,

Vu les Arrêtés du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 décembre 2012 octroyant au total un subside de 10.900.000,00 € pour la mise en œuvre des opérations inscrites dans le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Albert ;

Considérant que le subside régional est réservé afin de financer les projets du programme à hauteur de 95% et qu'en outre, les 5% restants correspondent à la participation financière de la Commune ;

Considérant qu'un subside de 3.125.000,00 € est également réservé au sein du budget Beliris pour financer certaines opérations « brique » ;

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures ;

Conseil communal du 24 mars 2015

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 28 novembre 2013 décidant d'attribuer le marché de services relatif à une « mission d'auteur de projet pour l'opération 3A du Contrat de Quartier Durable Albert : réaménagement global du parc Marconi, sis chaussée d'Alseberg n°298 et rue Marconi 129 » au bureau Suède 36 SPRL, pour un montant contrôlé de 35.211,00 € TVAC ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 27 mai 2014 décidant :
D'approuver le dossier de permis d'urbanisme pour le réaménagement global du parc Marconi, proposé par le bureau d'études SUEDE 36 SPRL ;
De permettre la liquidation de la troisième tranche de paiement pour un montant de 5.281,65 € TVAC (15% de la mission totale), conformément au Cahier Spécial des Charges régissant le marché de services ;
De financer la dépense à 100% par un subside régional ;

Considérant que les membres présents à la Commission de Quartier du 02 mars 2014 ont remis un avis favorable sur le dossier d'exécution élaboré par le bureau SUEDE 36 SPRL ;

Considérant le Cahier Spécial des Charges n° CSC – CQDA – 2015 – 02 et l'Avis de Marché relatif au marché travaux « Désignation d'une entreprise pour le réaménagement global du parc Marconi, sis chaussée d'Alseberg n°298 et rue Marconi 129 à Forest » ;

Considérant qu'il est proposé de choisir l'adjudication publique comme mode de passation du marché et de soumettre l'Avis de Marché au bulletin des adjudications du Moniteur belge ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 230.044,53 € hors T.V.A. ou 278.353,88 € 21% T.V.A. comprise et qu'il est également nécessaire de prévoir une enveloppe équivalente à 10% du marché pour couvrir les révisions de prix, conformément à la législation des marchés publics pour les marchés dont les montants sont supérieurs à 120.000,00 €, soit un montant total estimé de 306.189,27 € Tout compris ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 9304/721-60/74 « Aménagements aux terrains en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget 2015 où le crédit de 403.000,00 € sera disponible après approbation du budget 2015 par l'autorité de tutelle ;

Considérant que l'opération 3A, et par conséquent le montant total des travaux affecté au présent marché, est financée à 100% par la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que suite à l'approbation du dossier d'exécution établi par le bureau d'études en charge de la mission, SUEDE 36 SPRL peut solliciter le paiement relatif à la partie de la mission « Livraison du dossier d'adjudication » équivalent à 20% du montant global soit à, 5.820,00 € hors T.V.A. ou 7.042,20 € T.V.A. comprise ;

Conseil communal du 24 mars 2015

DECIDE,

Sous réserve d'approbation du budget communal 2015 par l'autorité de tutelle.

Art 1 : De choisir l'adjudication publique comme mode de passation du marché ;

Art 2 : D'approuver le Cahier Spécial des Charges n°CSC-CQDA-2015-02 ainsi que l'Avis de Marché relatif au marché travaux « Désignation d'une entreprise pour le réaménagement global du parc Marconi, sis chaussée d'Alseberg n°298 et rue Marconi 129 à Forest », opération 3A du Contrat de Quartier Durable Albert ;

Art 3 : De soumettre l'Avis de Marché au bulletin des adjudications du Moniteur belge ;

Art 4 : D'inscrire la dépense estimée à 230.044,53 € hors T.V.A. ou 278.353,88 € 21% T.V.A. comprise + 10% du marché pour couvrir les révisions de prix, soit un montant global estimé de 306.189,27 € Tout Compris à l'article 9304/721-60/74 « Aménagements aux terrains en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget 2015 où le crédit de 403.000,00 € sera disponible;

Art 5 : De financer la dépense à 100% par un subside de la Région de Bruxelles-Capitale, rue du Progrès, 80 bte 1 à 1035 Bruxelles ;

Art.6 : De permettre la liquidation de la quatrième tranche de paiement, du marché de services « auteur de projet », pour un montant de 5.820,00 € hors T.V.A. ou 7.042,20 € T.V.A. comprise (20% de la mission totale), conformément au Cahier Spécial des Charges régissant le marché de services, et d'inscrire la dépense à l'article reporté 9304/721-60/74 du service extraordinaire du budget 2013 ;

Art 7 : De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle d'approbation.

Artikel 18.

Heropleving van de wijken - Duurzaam Wijkcontract Albert - Operatie 3A - Globale heraanleg van het Marconipark - Alsebergsesteenweg nr 298 en Marconistraat nr 129 - Opdracht voor aanneming van werken - Goedkeuring van de lastvoorwaarden en van de gunningswijze van de opdracht - Bijzonder Bestek en Opdrachtaankondiging.

DE RAAD,

Gelet op de Besluiten van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 13 december 2012 tot toekenning van een totale subsidie van 10.900.000,00 € voor de uitvoering van de operaties ingeschreven in het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract Albert;

Conseil communal du 24 mars 2015

Overwegende dat de gewestelijke subsidie voorbehouden is om de projecten van het programma voor 95% te financieren en dat bovendien, de overblijvende 5% overeenstemmen met de financiële bijdrage van de Gemeente;

Overwegende dat er tevens een subsidie van 3.125.000,00 € voorbehouden is binnen het Beliris budget om bepaalde bouwoperaties te financieren;

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van de overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 28 november 2013 waarin beslist werd de opdracht voor diensten betreffende een « opdracht van projectontwerper voor de operatie 3A van het Duurzame Wijkcontract Albert : globale heraanleg van het Marconipark, gelegen Alsebergsesteenweg nr 298 en Marconistraat nr 129 » te gunnen aan het kantoor Suède 36 BVBA, voor een gecontroleerd bedrag van 35.211,00 € BTW inbegrepen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 27 mei 2014 waarin beslist werd om :
Het dossier van stedenbouwkundige vergunning voor de globale heraanleg van het Marconipark, voorgesteld door het studiebureau SUEDE 36 BVBA, goed te keuren;
De vereffening van de derde betalingsschijf voor een bedrag van 5.281,65 € BTW inbegrepen (15% van de totale opdracht) mogelijk te maken, conform het Bijzondere Bestek van toepassing op de opdracht voor diensten;
De uitgave voor 100% te financieren door een gewestelijke subsidie;

Overwegende dat de leden aanwezig op de Wijkcommissie van 02 maart 2014 een gunstig advies hebben uitgebracht over het uitvoeringsdossier uitgewerkt door het bureau SUEDE 36 BVBA;

Overwegende het Bijzondere Bestek met nr BB – DWCA – 2015 – 02 en de Opdrachtaankondiging betreffende de opdracht voor aanneming van werken « Aanstelling van een onderneming voor de globale heraanleg van het Marconipark, gelegen Alsebergsesteenweg nr 298 en Marconistraat nr 129 te Vorst »;

Conseil communal du 24 mars 2015

Overwegende dat voorgesteld wordt te kiezen voor de openbare aanbesteding als gunningswijze van de opdracht en de Opdrachtaankondiging te publiceren in het bulletin der aanbestedingen van het Belgisch Staatsblad;

Overwegende dat de raming van deze opdracht 230.044,53 € excl. B.T.W. of 278.353,88 € 21% B.T.W. inbegrepen bedraagt en dat het tevens noodzakelijk is een enveloppe gelijk aan 10% van de opdracht te voorzien om de prijsherzieningen te dekken, conform de wetgeving op de overheidsopdrachten voor de opdrachten waarvan de bedragen hoger liggen dan 120.000,00 €, hetzij een totaal geraamd bedrag van 306.189,27 € alles inbegrepen;

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave ingeschreven is op artikel 9304/721-60/74 « Aanleg van gronden in uitvoering » van de buitengewone dienst van de begroting 2015 waar het krediet van 403.000,00 € beschikbaar zal zijn na goedkeuring van de begroting 2015 door de toezichthoudende overheid;

Overwegende dat de operatie 3A, en bijgevolg het totale bedrag van de werken bestemd voor de huidige opdracht, voor 100% gefinancierd wordt door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat volgend op de goedkeuring van het uitvoeringsdossier opgemaakt door het studiebureau dat belast is met de opdracht, SUEDE 36 BVBA de betaling mag vragen voor het deel van de opdracht « Levering van het aanbestedingsdossier » dat gelijk is aan 20% van het globale bedrag, namelijk 5.820,00 € excl. B.T.W. of 7.042,20 € B.T.W. inbegrepen;

BESLIST,

Onder voorbehoud van goedkeuring van de gemeentebegroting 2015 door de toezichthoudende overheid.

Art 1 : Te kiezen voor de openbare aanbesteding als gunningswijze van de opdracht;

Art 2 : Goedkeuring te verlenen aan het Bijzondere Bestek met nr BB-DWCA-2015-02 alsook aan de Opdrachtaankondiging betreffende de opdracht voor aanneming van werken « Aanstelling van een onderneming voor de globale heraanleg van het Marconipark, gelegen Alsebergsesteenweg nr 298 en Marconistraat nr 129 te Vorst », operatie 3A van het Duurzame Wijkcontract Albert;

Art 3 : De Opdrachtaankondiging te publiceren in het bulletin der aanbestedingen van het Belgisch Staatsblad;

Art 4 : De uitgave geraamd op 230.044,53 € excl. B.T.W. of 278.353,88 €, 21% B.T.W. inbegrepen, + 10% van de opdracht om de prijsherzieningen te dekken, hetzij een totaal geraamd bedrag van 306.189,27 € alles inbegrepen in te schrijven op artikel 9304/721-60/74 « Aanleg van gronden in uitvoering » van de buitengewone dienst van de begroting 2015 waar het krediet van 403.000,00 € beschikbaar zal zijn;

Art 5 : De uitgave voor 100% te financieren door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Vooruitgangstraat, 80 bus 1 te 1035 Brussel;

Conseil communal du 24 mars 2015

Art.6 : De vereffening van de vierde betalingsschijf van de opdracht voor diensten « projectontwerper », voor een bedrag van 5.820,00 € excl. B.T.W. of 7.042,20 € B.T.W. inbegrepen (20% van de totale opdracht) mogelijk te maken, conform het Bijzondere Bestek van toepassing op de opdracht voor diensten, en de uitgave in te schrijven op het overgedragen artikel 9304/721-60/74 van de buitengewone dienst van de begroting 2013;

Art 7 : Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het goedkeuringstoezicht.

Article 19.

Revitalisation des quartiers - Contrat de quartier durable Abbaye - Projet 5.12 « Abbaye Be Jong » - Convention partenariat Infor'Jeunes Bruxelles.

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 décembre 2014 octroyant un subside de 10.900.000,00 € pour la mise en œuvre des opérations inscrites dans le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;

Vu la décision du Conseil communal du 3 mars 2015 : « Art. 1 : D'approuver les termes du bail de location ci-annexée entre la commune de Forest et Monsieur El Youmni Montasser, propriétaire du bien, pour l'occupation du rez-de-chaussée de l'immeuble sis rue Vanpé 51 à 1190 Forest, afin d'y installer l'espace d'information jeunesse ; Art. 2 : De louer le rez-de-chaussée pour la période du 1^{er} avril 2015 au 31 décembre 2018, moyennant un loyer mensuel indexé de 875,00 € ; Art. 3 : D'inscrire les dépenses relatives aux loyers à l'article 9306/126-01/80 « Loyers et charges locatives des immeubles loués » du service ordinaire du budget 2015 ; Art. 4 : D'inscrire les dépenses relatives aux consommations propres d'électricité, de gaz, d'eau et de téléphonie/internet aux articles :

Articles	Libellés	Firme
9306/125-12/80	Fournitures d'électricité pour les bâtiments	ENI GAS & POWER SA
9306/125-13/80	Fournitures de gaz pour les bâtiments	ELECTRABEL
9306/125-15/80	Fournitures d'eau pour les bâtiments	HYDROBRU
9306/123-11/80	Frais de télécommunication	

du service ordinaire du budget 2015 ; Art. 5 : De charger le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire Communale, aux fins de représenter valablement la Commune de Forest lors de la signature de ce bail de location. » ;

Considérant que la mise en œuvre du projet 5.12 « Abbaye Be Jong » du programme du CQDAbbaye porté par le service jeunesse de la Commune vise à créer un lieu généraliste d'accueil, d'orientation et d'information des jeunes forestois âgés entre 12 et 25

Conseil communal du 24 mars 2015

ans regroupant plusieurs structures actives dans le secteur de la Jeunesse, dont l'ASBL Infor'Jeunes Bruxelles ;

Considérant la finalité du projet « Abbaye Be Jong » de travailler en réseau et en complémentarité afin d'être un relais efficace pour les jeunes et leurs familles ;

Considérant la plus-value du projet « Abbaye Be Jong » qui fédère en un seul lieu physique plusieurs partenaires aux champs de compétences très variés afin de répondre au mieux aux besoins et attentes des jeunes Forestois ;

Considérant que le projet « Abbaye Be Jong » fait écho au projet « Trec One » porté par l'ASBL « Infor'Jeunes Bruxelles » et approuvé par le Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale fin décembre 2013, consistant en une plateforme portée par un ensemble d'acteurs de la Jeunesse, dont l'objet est l'information et l'accompagnement des jeunes en transition entre l'école et la vie active, et vise à plus long terme et plus largement, l'accueil et l'accompagnement des jeunes en Région Bruxelles-Capitale ;

Considérant l'opportunité du partenariat entre la commune de Forest et l'ASBL-« Infor'Jeunes Bruxelles », premier Centre d'Accueil et d'Information de la Région Bruxelloise ; pour la mise en œuvre du projet « Abbaye Be Jong » ;

Considérant la mise à disposition de l'ASBL « Infor'Jeunes Bruxelles » d'un mi-temps pour la mise en œuvre du projet « Abbaye Be Jong » ;

Considérant le projet de convention de partenariat jointe en annexe ;

DECIDE,

Art. 1 : D'approuver les termes de la convention jointe en annexe et de charger Monsieur le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale, de la signature de la convention.

Artikel 19.

Heropleving van de wijken - Duurzaam Wijkcontract Abdij - Project 5.12 « Abbaye Be Jong » - Samenwerkingsovereenkomst Infor'Jeunes Bruxelles.

DE RAAD,

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 18 december 2014 tot toekenning van een subsidie van 10.900.000,00 € voor de uitvoering van de operaties ingeschreven in het basisdossier van het Duurzame Wijkcontract Abdij;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 3 maart 2015 om : « Art. 1 : De voorwaarden van de huurovereenkomst, opgenomen in bijlage, tussen de gemeente Vorst en de heer El Youmni Montasser, eigenaar van het goed, voor het gebruik van de benedenverdieping van het gebouw gelegen Vanpéstraat 51 te 1190 Vorst goed te keuren ten einde er de informatieruimte voor de jeugd in onder te brengen; Art. 2 : De benedenverdieping te huren voor de periode van 1 april 2015 tot 31 december 2018, middels een maandelijkse geïndexeerde huurprijs van 875,00 €; Art. 3 : De uitgaven met betrekking tot de huurgelden in te schrijven op artikel 9306/126-01/80 « Huurgelden en -lasten van de gehuurde gebouwen » van de gewone dienst van de begroting 2015; Art. 4 : De uitgaven met betrekking tot het eigen verbruik van elektriciteit, gas, water en van telefonie/internet in te schrijven op artikelen :

Artikelen	Omschrijvingen	Firma
9306/125-12/80	Levering van elektriciteit voor de gebouwen	ENI GAS & POWER NV
9306/125-13/80	Levering van gas voor de gebouwen	ELECTRABEL
9306/125-15/80	Levering van water voor de gebouwen	HYDROBRU
9306/123-11/80	Telecommunicatiekosten	

van de gewone dienst van de begroting 2015; Art. 5 : De Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, te gelasten teneinde de Gemeente Vorst geldig te vertegenwoordigen bij de ondertekening van deze huurovereenkomst. »;

Overwegende dat de uitwerking van het project 5.12 « Abbaye Be Jong » van het programma van het DWCAbdij, gedragen door de jeugddienst, erop gericht is een brede ruimte te creëren voor onthaal, oriëntatie en informatie van Vorstse jongeren tussen 12 en 25 jaar waarin meerdere structuren actief in de jeugdsector, waaronder de VZW Infor'Jeunes Bruxelles, verenigd worden;

Overwegende het doel van het project « Abbaye Be Jong » om in netwerk en aanvullend te werken ten einde een doeltreffende tussenpersoon te zijn voor de jongeren en hun families;

Overwegende de meerwaarde van het project « Abbaye Be Jong » dat op één fysieke plaats meerdere partners verenigt met zeer gevarieerde gebieden van bevoegdheid om zo goed mogelijk tegemoet te komen aan de behoeften en verwachtingen van de Vorstse jongeren;

Conseil communal du 24 mars 2015

Overwegende dat het project « Abbaye Be Jong » een weerspiegeling is van het project « Trec One » gedragen door de VZW « Infor'Jeunes Bruxelles » en goedgekeurd door de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest eind december 2013; het bestaat uit een platform gedragen door een geheel van actoren uit de jeugdsector, met als doel het informeren en begeleiden van de jongeren die de overstap maken van de school naar het actieve beroepsleven, en richt zich op langere termijn en in bredere zin op het onthaal en de begeleiding van jongeren in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende de gelegenheid tot partnerschap tussen de gemeente Vorst en de VZW « Infor'Jeunes Bruxelles », eerste Centrum voor Onthaal en Informatie van het Brusselse Gewest, voor de uitwerking van het project « Abbaye Be Jong »;

Overwegende de terbeschikkingstelling door de VZW « Infor'Jeunes Bruxelles » van een halftijdse betrekking voor de uitwerking van het project « Abbaye Be Jong »;

Overwegende het ontwerp van samenwerkingsovereenkomst opgenomen in de bijlage;

BESLIST,

Art. 1 : De bepalingen van de overeenkomst opgenomen in de bijlage goed te keuren en de Heer Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, te gelasten met de ondertekening van de overeenkomst.

Conseil communal du 24 mars 2015

Article 20.

Revitalisation des quartiers - Contrat de Quartier Durable Abbaye - Opération 6.3 « Coordination des actions socio-économiques du Contrat de quartier durable Abbaye et de l'Antenne de quartier » - Enveloppe de quartier - Appel à projet 2015 - Journal de quartier.

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 décembre 2014 octroyant un subside de 10.900.000,00 € pour la mise en œuvre des opérations inscrites dans le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;

Vu la nouvelle loi communale ;

Considérant la mise en œuvre de l'opération 6.3 « Coordination des actions socio-économiques du Contrat de quartier durable Abbaye et de l'Antenne de quartier » du Contrat de Quartier Abbaye ;

Considérant que ce projet prévoit la mise en œuvre d'un ou plusieurs appel(s) à projets annuel(s) sous l'appellation « Enveloppe de quartier » ;

Considérant que l'enveloppe de quartier est une subvention directe de la Commune à une association et/ou association de fait ;

Vu le procès-verbal de la Commission de Quartier du 24 février 2015 approuvant la mise en place d'un appel à projets « Journal de quartier » dans le cadre de l'enveloppe de quartier 2015 ;

Considérant la proposition d'appel à projet rédigée par l'équipe du CQDAbbaye et jointe en annexe ;

Considérant la proposition de convention de subventionnement rédigée par l'équipe du CQDAbbaye et jointe en annexe ;

Considérant que la procédure de sélection pour la subvention « Journal de quartier » proposée dans l'appel à projet prévoit que le Collège des bourgmestre et échevins désigne in fine le lauréat ;

Considérant que le montant fixé lors de la Commission de quartier du 24 février 2015 pour le financement du projet « Journal de quartier » s'élève à 5.000,00 € ;

Considérant que les crédits nécessaires au subventionnement du projet « Journal de quartier » sont inscrits à l'article 9306/332-02/80 « Subsidés aux organismes au service des ménages » du service ordinaire du budget 2015 ;

Considérant que cette dépense sera financée à 100% par un subside de la Région de Bruxelles-Capital inscrit à l'article des recettes 9306/994-01/80 « Prélèvements sur le fonds de réserves ordinaires » ;

Conseil communal du 24 mars 2015

DECIDE,

Sous réserve de l'approbation du budget 2015 par l'autorité de tutelle.

Art 1 : D'approuver l'appel à projets « Enveloppe de quartier » rédigé par l'équipe du CQDAbbaye ;

Art 2 : D'approuver la convention de subventionnement « Enveloppe de quartier » rédigée par l'équipe du CQDAbbaye ;

Art. 3 : D'approuver la procédure de sélection pour la subvention « Journal de quartier » proposée dans l'appel à projet ;

Art. 4 : De donner pouvoir au Collège des bourgmestre et échevins de désigner le lauréat de l'appel à projets « Journal de quartier » ;

Art. 5 : De donner pouvoir au Collège des bourgmestre et échevins, représenté par la Bourgmestre ou son délégué, assisté du Secrétaire Communal, pour signer la convention de subventionnement avec le lauréat ;

Art. 6 : D'inscrire le subventionnement de 5.000,00 € pour le projet « Journal de quartier » à l'article 9306/332-02/80 « Subsidés aux organismes au service des ménages » du service ordinaire du budget 2015 ;

Art. 7 : De financer la dépense à 100% par un subside de la Région de Bruxelles-Capitale, inscrit à l'article des recettes 9306/994-01/80 « Prélèvements sur le fonds de réserves ordinaires ».

Conseil communal du 24 mars 2015

Artikel 20.

Heropleving van de wijken - Duurzaam Wijkcontract Abdij - Operatie 6.3 « Coördinatie van de socio-economische acties van het Duurzame Wijkcontract Abdij en van de Wijkantenne » - Wijkenveloppe - Projectoproep 2015 - Wijkkrant.

DE RAAD,

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 18 december 2014 tot toekenning van een subsidie van 10.900.000,00 € voor de uitvoering van de operaties ingeschreven in het basisdossier van het Duurzame Wijkcontract Abdij;

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

Overwegende de uitvoering van de operatie 6.3 « Coördinatie van de socio-economische acties van het Duurzame Wijkcontract Abdij en van de Wijkantenne » van het Wijkcontract Abdij;

Overwegende dat dit project de uitvoering van één of meerdere jaarlijkse projectoproep(en) voorziet onder de aanduiding « Wijkenveloppe »;

Overwegende dat de wijkenveloppe een rechtstreekse subsidie is van de Gemeente aan een vereniging en/of feitelijke vereniging;

Gelet op het proces-verbaal van de Wijkcommissie van 24 februari 2015 waarin het opzetten van een projectoproep « Wijkkrant » in het kader van de wijkenveloppe 2015 goedgekeurd werd;

Overwegende het voorstel van projectoproep opgesteld door het team van het DWCAbdij en opgenomen in bijlage;

Overwegende het voorstel van subsidiëringsovereenkomst opgesteld door het team van het DWCAbdij en opgenomen in bijlage;

Overwegende dat de selectieprocedure voor de subsidie « Wijkkrant » voorgesteld in de projectoproep voorziet dat het College van Burgemeester en Schepenen in fine de laureaat aanduidt;

Overwegende dat het bedrag vastgesteld tijdens de Wijkcommissie van 24 februari 2015 voor de financiering van het project « Wijkkrant » 5.000,00 € bedraagt;

Overwegende dat de kredieten nodig voor de subsidiëring van het project « Wijkkrant » ingeschreven zijn op artikel 9306/332-02/80 « Subsidies aan instellingen ten dienste van de gezinnen » van de gewone dienst van de begroting 2015;

Overwegende dat deze uitgave voor 100% gefinancierd zal worden door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ingeschreven op artikel van ontvangsten 9306/994-01/80 « Overboeking op het gewone reservefonds »;

Conseil communal du 24 mars 2015

BESLIST,

Onder voorbehoud van de goedkeuring van de begroting 2015 door de toezichhoudende overheid.

Art 1 : De projectoproep « Wijkenveloppe » opgesteld door het team van het DWCAbdij goed te keuren;

Art 2 : De subsidiëringsovereenkomst « Wijkenveloppe » opgesteld door het team van het DWCAbdij goed te keuren;

Art. 3 : De selectieprocedure voor de subsidie « Wijkkrant » voorgesteld in de projectoproep goed te keuren;

Art. 4 : Het College van Burgemeester en Schepenen machtiging te verlenen om de laureaat van de projectoproep « Wijkkrant » aan te duiden;

Art. 5 : Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om de subsidiëringsovereenkomst te ondertekenen met de laureaat;

Art. 6 : De subsidiëring van 5.000,00 € voor het project « Wijkkrant » in te schrijven op artikel 9306/332-02/80 « Subsidies aan instellingen ten dienste van de gezinnen » van de gewone dienst van de begroting 2015;

Art. 7 : De uitgave voor 100% te financieren door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ingeschreven op artikel van ontvangsten 9306/994-01/80 « Overboeking op het gewone reservefonds »;

Monsieur Hacken pose une question orale :

Il demande la position du collègue quant à la proposition du classement d'une villa rue Meyerbeer par la CRMS. La région aurait déjà demandé l'avis de la commune en décembre dernier.

Monsieur Englebert répond que le collège a déjà pris position depuis quelques semaines : le collège est favorable au classement de la villa, mais ne s'est pas prononcé sur la demande de classement sur la partie jardin. Ceci sera maintenant soumis à la sagesse de la région.

De heer Hacken stelt een mondelinge vraag:

Hij wil het standpunt van het schepencollege kennen i.v.m. de vraag van de Gewestelijke Directie van Monumenten en Landschappen betreffende het op de

Conseil communal du 24 mars 2015

monumentenlijstplaatsen van een villa in de Meyerbeerstraat. Het Gewest zou het standpunt van de gemeente verleden jaar in december gevraagd hebben.

De heer Englebert antwoordt dat het college zich enkele weken geleden heeft uitgesproken: Het college geeft een gunstig advies wat betreft het op de monumentenlijstplaatsen van de villa, maar heeft zich niet uitgesproken over de tuin. Dit zal nu aan de wijsheid van het Gewest worden toevertrouwd.

**La séance publique est levée à 19h55.
Le conseil se constitue à huis-clos.**

**De openbare zitting wordt geheven om 19u55.
De raad vergadert besloten.**

La séance est levée à 20h05.

De zitting wordt geheven om 20u05.

Le Secrétaire communal f.f.,

Betty MOENS.

Le Bourgmestre - Président,

Marc-Jean GHYSSELS.